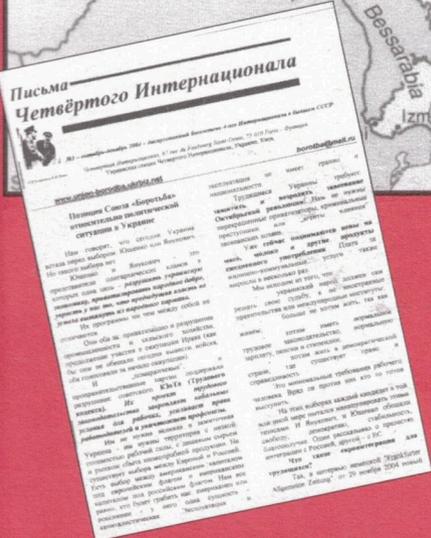


LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



La signification des événements en Ukraine



Lettre de la IV^e Internationale en langue russe (n° 3, décembre 2004), qui publie la déclaration de l'union "Borotba" (La Lutte) (lire page 19).

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)

- **Dossier Ukraine :**
 - **Les événements en Ukraine :
les faits** p. 11
(Par Dominique Ferré)

 - **La déclaration
de l'union "Borotba"
(3 décembre 2004)** p. 19

 - **La conférence internationale
de "Borotba"
(11 et 12 décembre 2004)** p. 22

- **De Tentulia à Teknaf :**
la nation bangladeshie veut vivre p. 31
(Par Tafazzul Hussain)

- **Venezuela : la place des travailleurs
dans le processus révolutionnaire** p. 41
(Par Julio Turra)

- **Dossier Palestine :**
 - **Une Conférence internationale
pour le droit au retour des réfugiés
organisée par la revue *Dialogue*
(4 décembre 2004)** p. 49
(Par Emilie Narjac)

— Appel à la constitution
d'un Comité international permanent
pour le droit inconditionnel
au retour dans leur foyer
de tous les réfugiés palestiniens p. 55

— La signification
du combat pour le droit au retour p. 57
(Par François Lazar)

• Chine :
le premier numéro de *Tribune*
vient de paraître p. 71
(Par Olivier Doriane)

• Histoire
Documents sur la crise
de la IV^e Internationale en 1952-1953 ... p. 77

**Le précédent numéro de *La Vérité*,
d'octobre 2004, n° 40, nouvelle série,
a été numéroté par erreur "(n° 645)".
Il s'agissait en réalité du n° 646,
le numéro double précédent,
n° 38-39, nouvelle série,
constituant quant à lui
le "(n° 644-645)".**

Notes éditoriales

Ce numéro de *La Vérité* republie des documents vieux de plus de 50 ans, et qui concernent un moment crucial de l'histoire de la IV^e Internationale : janvier 1952, l'expulsion par Pablo de la section française. C'était le point de départ de la crise de dislocation de la IV^e Internationale, l'acte fondateur du pablisme comme courant liquidateur et révisionniste. C'était aussi le point de départ d'un long combat destiné à préserver les bases programmatiques, théoriques et politiques du marxisme, conditions de la reconstruction ultérieure de la IV^e Internationale.

C'est donc une combinaison historique particulière, qui, dans la crise de la IV^e Internationale, a, à un moment donné de son histoire, conféré à la section française une place et une responsabilité particulières dans la défense du trotskysme menacé de liquidation, puis dans le combat pour assurer la continuité de la IV^e Internationale, combat de reconstruction. Plus la IV^e Internationale progressera dans sa reconstruction, plus la section française sera amenée graduellement à réintégrer la place qui est la sienne : une section parmi d'autres de l'Internationale, à égalité de droits et de devoirs. Ce qui implique également le devoir de rendre compte. Ce que nous faisons en appuyant ces notes éditoriales sur les travaux du 44^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, le CCI (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs), tenu à Paris les 18 et 19 décembre 2004. On voudra bien considérer les leçons tirées de ce congrès comme une contribution à la réflexion, à l'élaboration et à la construction de toute la IV^e Internationale et de chacune de ses sections.

La résolution adoptée à l'unanimité par les 100 délégués des congrès régionaux et les 80 membres sortants du plénum de direction qui ont constitué le 44^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale caractérise le moment présent de la situation comme *“extraordinairement difficile pour la classe ouvrière et pour les peuples en France et dans le monde entier”*.

Elle précise :

“Au lendemain de la réélection de Bush aux Etats-Unis, l'impérialisme est entré dans une phase d'accélération et d'approfondissement de l'offensive de destruction, qui vise non seulement les classes ouvrières dans chaque pays, mais les nations elles-mêmes. Cette offensive multiforme met à l'ordre du jour la dislocation des nations, en réalité leur liquidation, et, par là, le démantèlement des bases mêmes de la civilisation humaine telle qu'elle a été édifiée depuis des millénaires.

Le régime failli de la propriété privée des grands moyens de production menace la classe ouvrière et son existence même. L'humanité tout entière est entraînée vers la barbarie.

L'offensive de destruction de la nation irakienne montre au monde entier l'image de ce que lui réserve la survie du régime de la propriété privée des grands moyens de production à l'époque de l'impérialisme pourrissant. La Côte-d'Ivoire, l'Ukraine ou encore la Palestine en sont autant d'illustrations tragiques. L'élément commun à cette situation mondiale est qu'aujourd'hui domine dans la politique de l'impérialisme l'usage de la force, à commencer par la force militaire, pour imposer coûte que coûte son droit au pillage, son droit à l'appropriation du surproduit social sur la base de la destruction physique de la force de travail, de la destruction de tous les acquis et conquêtes arrachés par la lutte de classe séculaire.”

Le 1^{er} janvier 2005, le système des quotas qui régulait depuis plus de trente ans le commerce mondial du textile et de l'habillement sera démantelé. Ce qu'un grand quotidien du capital financier français (*Les Echos*, 29 novembre 2004) qualifie de *“séisme imminent dans le textile mondial”*. Neil Kearney, le président de la Fédé-

ration internationale des syndicats (FSI) du textile, de l'habillement et du cuir, affirme que "30 millions d'emplois" vont "migrier vers la Chine" après la fin du système des quotas. Il cite des pays comme le Bangladesh, l'Indonésie, le Sri Lanka comme particulièrement exposés.

Cette offensive n'est rendue possible que par la situation de quasi-esclavage à laquelle la bureaucratie au pouvoir à Pékin réduit des pans entiers de la population chinoise, les offrant aux multinationales du monde entier comme main-d'œuvre sur-exploitable, taillable et corvéable à merci. Ce faisant, la bureaucratie chinoise menace les bases mêmes des conquêtes de la révolution chinoise de 1949, et même l'existence de la nation chinoise (on lira à ce sujet l'article d'Olivier Doriane présentant la revue *Tribune*).

Pour d'autres pays, cela signifie un effondrement immédiat. Au Bangladesh, l'industrie textile emploie deux millions de travailleuses, et indirectement dix millions de personnes. On estime à 75 % des revenus de l'exportation du pays ceux qui sont menacés par cette fin des quotas dans le textile. L'économie du Bangladesh peut basculer dans une situation encore plus dramatique que ce qu'elle est aujourd'hui. Que faut-il faire ? Même au Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres de la planète, menacé de dislocation de la nation par la politique de l'impérialisme, les forces cherchent à se rassembler pour résister : la nation doit vivre, la nation ne peut disparaître, il faut rompre avec les diktats du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (on lira l'article de Tafazzul Hussain : "*De Tentulia à Teknaf : la nation bangladeshie veut vivre*").

Un récent rapport du Bureau international du travail (BIT), publié au mois de décembre 2004, indique que "*la moitié des travailleurs du monde vit en dessous du seuil de pauvreté*" fixé à deux dollars par jour.

Est-ce là la "perspective" vers laquelle l'impérialisme décomposé cherche à précipiter l'ensemble des nations, l'ensemble des classes ouvrières ? Comment cela est-il possible ?

Concernant la France, la résolution du congrès de la section française souligne :

« *La situation française s'inscrit dans la situation politique internationale marquée par cette offensive de l'impérialisme américain, offensive dont le centre organisateur sont l'Union européenne, les institutions de Bruxelles, la "Constitution".*

Selon un récent commentaire de l'INSEE, "au troisième trimestre de 2004, l'économie française a frôlé l'arrêt complet".

Les documents officiels font état d'un effondrement des chiffres du commerce extérieur. L'impérialisme américain, en Europe comme en Côte-d'Ivoire, comme dans le monde entier, est amené à marche forcée à prendre directement en main toutes les rênes de la situation. Il en découle, concernant la situation de l'Europe en général et de la France en particulier, une offensive sans précédent visant à briser tout ce qui constitue la valeur de la force de travail, donc tout ce qui constitue la classe ouvrière comme classe, consciente de ses intérêts, ses organisations, ses régimes de protection sociale : Code du travail, conventions collectives, statuts. »

Mais comment cela est-il possible ? Comment se peut-il qu'une offensive d'une telle brutalité à l'échelle internationale et au plan français puisse s'abattre, visant à détruire tout ce que les classes ouvrières, et même le combat démocratique, ont arraché depuis deux siècles sur tous les continents ? C'est la question centrale de la situation. La résolution du congrès du CCI y répond ainsi :

"Partout, et sur tous les continents, l'impérialisme entend, pour pouvoir mettre en œuvre ces plans, s'assujettir non seulement la passivité, mais, plus que cela, la participation active et complice des appareils au sommet des organisations, organisations dans lesquelles la résistance s'exprime pour maintenir le caractère du syndicat."

(A ce sujet, nous reviendrons dans les prochains numéros de *La Vérité* sur la signification du 18^e Congrès mondial de la Confédération internationale des syndicats libres [CISL], qui a décidé la fusion avec le syndicalisme chrétien, ce qu'elle appelle

elle-même “*un changement historique*”. Cette décision ouvre la voie à une véritable unité organique fondée sur ce que la CISL appelle “*la reconfiguration du mouvement syndical international*”, qui, désormais, aurait pour charge “*la construction d’un projet politique*” dont le contenu est : “*Changer la mondialisation (...), exploiter son potentiel au profit de tous*” en partant de l’affirmation que “*la mondialisation a apporté des avantages matériels parfois très importants à un grand nombre de personnes*”. La CISL se fixe désormais une participation systématique aux forums sociaux et la promotion “*d’une alliance triangulaire de syndicats, de partis politiques partageant les mêmes opinions, et d’organisations de la société civile pour formuler et appliquer un projet politique important sur la mondialisation*”).

La résolution du congrès du CCI souligne :

« *Un rôle particulier est dévolu aux éléments issus de la bureaucratie stalinienne, ainsi qu’aux pablistes, qui ont une fonction particulière dans l’offensive pour détruire le mouvement ouvrier au nom de la “société civile”.* »

Précisons cet aspect. La bureaucratie de l’appareil international du Kremlin a joué pendant des décennies le rôle que Trotsky avait analysé dans *La Révolution trahie* : en URSS même, courroie de transmission de l’impérialisme mondial, ouvrant la voie à la restauration capitaliste ; dans le monde entier, instrument de la politique de subordination à l’impérialisme, prenant les formes adaptées à chaque situation nationale en fonction des besoins du Kremlin.

En 1989-1991, un cap a été franchi. La nomenklatura au pouvoir au Kremlin a permis la destruction des derniers éléments qui préservaient, en ex-URSS et dans les pays de l’Est, un régime social bureaucratiquement dégénéré ou déformé, mais qui reposait encore sur la propriété sociale (même confisquée dans son contrôle par la bureaucratie) et sur le monopole du commerce extérieur.

Précisions : que le régime social ainsi constitué ait été disloqué en 1989-1991 n’est nullement contradictoire au fait que des segments en subsistent encore aujourd’hui à la fois dans les rapports sociaux, dans les institutions héritées d’octobre 1917 qui subsistent encore même partiellement, et qu’ils “*vivent encore dans la conscience des masses*”. C’est le fondement de l’orientation politique de la IV^e Internationale pour la défense et la reconquête des conquêtes d’Octobre (voir les articles sur l’Ukraine). Cependant, c’est un fait : à partir de l’éclatement de l’URSS en 1989-1991, “l’œuvre de restauration capitaliste” s’est chargée de son contenu plein et entier. Il fallait livrer les économies de ces pays au pillage direct par les multinationales, principalement nord-américaines. C’est là que se sont révélées dans toute leur ampleur les caractéristiques réactionnaires et destructrices du capitalisme décomposé. Incapable de restaurer une quelconque forme de développement des forces productives sur la base de l’appropriation privée des moyens de production en ex-URSS, le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production n’a cessé de décomposer les républiques de l’ex-URSS à coups de pillage, d’appropriation mafieuse, de spéculations destructrices des fondements mêmes de la société. De plus, il a étendu en quelque sorte cette décomposition et cette mafiosisation à l’ensemble de l’économie capitaliste mondiale.

Loin d’apporter un souffle d’air frais à l’économie capitaliste en crise, “l’ouverture” à l’est de l’Europe a précipité, accéléré et généralisé, dans le monde entier, tous les éléments de décomposition du régime failli de la propriété privée des moyens de production.

Dans ce contexte, les différentes composantes de l’appareil international du Kremlin ont cherché à se faire une place. Dans l’ex-URSS, elles se sont fragmentées en une multitude de secteurs, de groupes, de lobbies, de mafias, cherchant chacune à passer un accord spécifique et privilégié avec l’impérialisme nord-américain.

L’affrontement entre ces groupes, ces lobbies, ces mafias, peut parfois revêtir des aspects dramatiques et dislocateurs. C’est le cas des événements en cours en Ukraine (on lira l’article de Dominique Ferré, la position de l’union “Borotba” et le compte rendu de la conférence de Kiev dans ce numéro). Quelle différence y a-t-il entre

Iouchtchenko et Ianoukovitch, tous deux issus de la même nomenklatura, tous deux parties prenantes depuis des années et des années du pillage de l'Ukraine au service des grands groupes financiers ? Pas de différence de nature, pas de différence de politique, tout entière fondée sur la privatisation et l'enrichissement personnel de leurs représentants. Mais une différence sur un point : jusqu'à un passé récent, l'impérialisme mondial entendait piller l'Ukraine et prendre son contrôle par le truchement d'un gouvernement, au moins apparemment, souverain et préservant l'unité de l'Ukraine. Mais cela ne suffisait pas : les "réformes" n'allaient pas assez vite, l'économie n'était pas totalement privatisée, les freins à la surexploitation n'étaient pas totalement levés. La fonction de Iouchtchenko, c'est de franchir un pas de plus sur la voie de la dislocation de l'Ukraine — pourquoi pas même de l'éclatement de son unité nationale ? — pour pouvoir plus directement prendre le contrôle de la région, et, en particulier du pipe-line stratégique du point de vue du commerce du pétrole. L'éclatement de la nomenklatura suit ces lignes de fracture.

Il en va de même pour l'appareil international issu de la crise d'éclatement du stalinisme. Le congrès de la section française a discuté de la situation nouvelle qui voit les dirigeants issus de l'appareil stalinien, notamment dans le mouvement syndical, non seulement accompagner la politique de déréglementation, mais corédiger ouvertement et délibérément les contre-réformes dictées par l'impérialisme.

Prenant l'exemple le plus récent du ministre Borloo, les délégués au congrès ont estimé que *"le plan Borloo vise à détruire toutes les normes du Code du travail, des conventions collectives et des statuts. Tout le caractère collectif de ces droits est remis en cause au profit d'une individualisation qui n'est rien d'autre qu'une forme contemporaine de l'esclavage. Les travailleurs, les militants se demandent : comment est-il possible que le secrétaire général d'une confédération, en l'occurrence Thibault (secrétaire général de la CGT et membre du PCF — NDLR), puisse avoir participé à la rédaction de telles propositions ? Comment est-il possible que des dirigeants revendiquent des droits attachés à la personne, cela contre toute la tradition, toute l'histoire du mouvement ouvrier luttant pour les droits collectifs ?"*

Mais l'appareil stalinien en crise a-t-il les ressources, à lui seul, de mettre en œuvre cette politique de colégislation et d'intégration des organisations ouvrières ? Ne lui faut-il pas, précisément, dans ce contexte, disposer d'un supplétif de choix ? Aujourd'hui, le rôle et la responsabilité du pablisme décomposé sont décuplés. Le Secrétariat unifié a la responsabilité d'aider à faire barrage au mouvement des masses en apposant frauduleusement "le drapeau de la IV^e Internationale" sur les attaques les plus meurtrières contre la classe ouvrière. On verra, dans ce numéro de *La Vérité*, à partir de la publication des documents de janvier 1952, à quel point le pablisme de 2004 était inscrit dans les positions développées par Pablo et consorts en 1950-1953, positions qui ont fourni la base de l'offensive visant à la destruction de la section française de la IV^e Internationale. On verra également en quoi les bases mêmes de la résistance à la liquidation pabliste telle qu'elle s'exprime dans le comité central de janvier 1952 portaient en elles tout le développement de la continuité du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et aujourd'hui pour la IV^e Internationale, tel que l'expriment dans ce numéro les contributions concernant la Palestine, l'Ukraine, le Venezuela ou encore le Bangladesh, etc.

Concernant la politique actuelle du Secrétariat unifié, on lira dans ce numéro de *La Vérité* les informations concernant la Palestine, où il préconise un plan de cantonisation à la yougoslave (on lira l'article d'Emilie Narjac), ou encore en Russie, où il s'allie à l'extrême droite nationaliste, ou en Ukraine, où le Secrétariat unifié a soutenu le candidat de l'impérialisme américain et de l'Union européenne.

Ajoutons qu'au moment où ces lignes sont écrites, à nouveau, trois paysans sans terre ont été assassinés au Brésil par les hommes de main des grands propriétaires terriens, s'ajoutant aux cinq assassinés durant les deux semaines précédentes, aux dizaines d'assassinés depuis le début de l'année.

Faut-il rappeler que Miguel Rossetto, ministre de la Réforme agraire du gouvernement Lula, est aussi dirigeant du courant brésilien membre du Secrétariat unifié ? C'est lui qui met en œuvre la politique dictée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, interdisant la réforme agraire aux paysans, ne leur laissant d'autre choix que d'occuper les terres "illégalement" et de se faire massacrer par des hommes de main qui bénéficient de l'impunité du gouvernement. C'est lui, Rossetto, qui a déclaré, en juillet 2003, à propos des assassinats de paysans sans terre : "*Nous ne tolérerons aucune manifestation violente d'où qu'elle vienne, des sans-terre ou des propriétaires terriens.*" C'est lui qui, en novembre 2004, a déclaré à propos des assassinats de sans-terre qu' "*il ne s'agissait pas d'un problème de propriété foncière, mais de sécurité publique*".

Au même moment, en Italie, le Parti de la refondation communiste, dirigé par Fausto Bertinotti, annonce pour les prochaines élections s'être allié avec Romano Prodi. Officiellement, Bertinotti et le Parti de la refondation communiste se prononcent pour le non à la "Constitution" européenne. Mais Prodi, l'ancien président de l'Union européenne, a non seulement mis en œuvre la politique de Maastricht de privatisations, de destruction des droits ouvriers, de déréglementation, de 1999 à 2004, mais c'est lui, directement, qui a mis en place le projet de traité constitutionnel !

Comment Bertinotti peut-il, d'un côté, se prononcer contre le traité constitutionnel, et, de l'autre, s'inscrire dans une alliance électorale avec Prodi, qui, lui, est le chef de file des partisans du oui en Italie ? Chacun le comprend, c'est pure duplicité de la part du Parti de la refondation communiste, car seuls les faits comptent. Les faits, c'est qu'un éventuel gouvernement dirigé par Prodi mettra en œuvre la politique de destruction contenue dans la "Constitution" européenne. Et que font les responsables pablistes membres du Parti de la refondation communiste et regroupés autour du journal *Bandiera Rossa* ? Certes, ils font connaître leurs critiques à l'égard de l'alliance Bertinotti-Prodi. Mais ils savent rester mesurés. Dans la revue *Inprecor*, n° 495-496, Salvatore Cannavo, membre du comité politique national du Parti de la refondation communiste, codirecteur de son quotidien *Libérazione* et dirigeant de son courant Bandiera Rossa (courant du Secrétariat unifié), déclare à propos du débat dans le Parti de la refondation communiste :

"Entre nous, il n'y a pas de divergences sur la nécessité de battre le gouvernement Berlusconi de préférence avant la fin de la législature, de toute manière en 2006, même par le biais d'instruments technico-électoraux."

Tout en ajoutant que "*gouverner est autre chose*". Car gouverner demanderait "*une radicalité programmatique solide*" qu'on "*ne trouve pas aujourd'hui dans les positions de l'Olivier*".

Ainsi donc, pour le dirigeant pabliste italien Cannavo, faire alliance avec Prodi, nouer une coalition électorale avec lui (les "instruments technico-électoraux") et amener Prodi au pouvoir est tout à fait admissible. Lui donner les moyens de mettre en œuvre une politique, dictée par l'Europe, de destruction de la classe ouvrière et de la nation ne pose aucun état d'âme pour le dirigeant pabliste. Seule la participation physique de ministres du Parti de la refondation communiste au gouvernement serait discutable.

Face à une telle situation, où staliniens et pablistes pèsent dans le monde entier pour faire passer coûte que coûte les plans de destruction de l'impérialisme, la question centrale est celle de la direction.

« *L'alternative de toute la situation mondiale est plus que jamais "socialisme ou barbarie". Pour la résoudre positivement, il revient aux partisans de la IV^e Internationale de mettre au centre de leur réflexion et de leur activité ce qui est au cœur du Programme de transition : la crise de l'humanité se confond avec la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Tel est le sens des travaux du congrès de la section française de la IV^e Internationale* », lit-on dans la résolution de la section française.

Mais comment avancer sur la voie de la solution à la crise de la direction ? En se frayant la voie vers les masses, en dialoguant avec elles à partir de la situation concrète à laquelle elles sont confrontées. La résolution du 44^e Congrès du CCI y revient :

“En même temps, précisément en relation avec l’enjeu de survie, les masses, saisies par l’ampleur des questions où se joue le sort de l’humanité, se demandent : comment tout cela est-il possible ? Comment de telles choses sont possibles ? Dans cette situation difficile, les masses cherchent à se frayer les voies du combat. Il nous revient, comme IV^e Internationale, par le dialogue avec la classe, de dégager les moyens qui lui permettent pas à pas de résister à cette offensive de destruction, de l’aider à préserver les formes organisées (partis, syndicats...) qui lui permettent de survivre comme classe et comme classe consciente de ses intérêts à travers ses organisations et institutions.”

Dans ce dialogue avec la classe, il faut préciser les rapports entre la classe, les organisations et notre propre responsabilité : *“Les organisations restent le produit de la classe ouvrière s’organisant comme classe”*, souligne la résolution du congrès du CCI, qui précise :

« Dans le même temps, elles sont aujourd’hui soumises à une offensive de destruction immédiate par le biais de la colégislation, de leur intégration dans ces mécanismes, qui n’est rien d’autre que l’application de la “Constitution” européenne et de l’ensemble des normes européennes. Plus généralement, pour assurer la destruction des conquêtes, c’est l’ensemble des organisations, des partis et des syndicats édifiés dans le cadre de la démocratie politique qui sont menacés. Les formes mêmes d’organisation arrachées dans le cadre de la démocratie politique par la classe ouvrière se constituant comme classe dans le cadre de sa lutte de classe indépendante sont remises en cause (...).

Quelle conclusion devons-nous en tirer ? Certainement pas qu’il y aurait lieu de désertier les organisations de la classe ouvrière. L’orientation stratégique de la IV^e Internationale intègre le combat pour la défense et la préservation des organisations qui constituent la classe comme classe (...).

Nous devons chercher à comprendre que le combat pour la défense de l’indépendance des organisations syndicales à l’égard de tout parti, Etat et gouvernement suppose aujourd’hui, bien sûr, de combattre dans les organisations syndicales pour cette indépendance et pour les revendications. Et cela suppose également de comprendre plus que jamais l’importance de ne pas confondre le parti et le syndicat, ne pas chercher à faire prendre à l’organisation syndicale des responsabilités qu’elle ne peut assumer, sous peine de la déstabiliser et de la disloquer. Cela suppose que les militants de la IV^e Internationale combattant en toute indépendance sur le terrain politique, celui de la construction du Parti des travailleurs sur une ligne de front unique dans la lutte de classe, jouent tout leur rôle dans le dialogue direct avec la masse, parce que, y compris, c’est de cela que dépend notre capacité à aider à la préservation de l’indépendance des organisations. »

Pour les délégués au 44^e Congrès du CCI, cette discussion devait déboucher sur les formes concrètes du combat pour mettre en échec le projet de “Constitution” européenne, et tout particulièrement la bataille pour assurer le succès de la manifestation nationale (et européenne) du 22 janvier pour la victoire du vote non. Cette campagne ne peut se réaliser qu’en reliant chacune des revendications particulières de la classe ouvrière française à la conclusion commune vers laquelle chacune et toutes les revendications convergent : la nécessité de la victoire du non à la “Constitution” européenne. La résolution le souligne :

“Nous partons de l’appréciation formulée dans le Bulletin intérieur n° 1 sur la crise politique, la crise des institutions, la crise du régime, produit de la situation marquée par le fait que la classe ouvrière n’est pas battue, que son potentiel de résistance existe et cherche à se manifester sur le terrain de la lutte de classe malgré les

obstacles dressés par la politique des appareils, et se matérialise par exemple dans le fait que des dizaines de militants issus de la crise des appareils rejoignent les comités pour la préparation de la manifestation du 22 janvier.

Nous partons du fait que l'art d'une politique ouvrière indépendante consiste, particulièrement dans la situation présente, à établir le dialogue avec les masses pour saisir les formulations qui procèdent d'en bas et appuyer notre politique organisée sur ces formulations à partir des initiatives que nous prenons."

Le congrès du CCI a mis en évidence que la base du front unique, ce sont les revendications précises et concrètes de la classe ouvrière, et que, dans le cadre du Parti des travailleurs dont il est un courant, le CCI ne saurait confondre sa campagne avec ceux qui, parlant du non à la "Constitution", appuient en réalité chacune des mesures destructrices dictées par l'Union européenne (1).

Et le congrès de préciser les moyens concrets d'y parvenir :

"Il convient de multiplier dans les entreprises, les quartiers et les villes les appels éblouissant le rapport entre l'Europe et les attaques, le rapport entre l'Union européenne et les revendications qui s'y opposent. Il convient de multiplier les appels permettant, par le dialogue, à des milliers et des milliers de prendre en main la construction de la manifestation.

La discussion de ces appels s'inscrit dans la résistance de la classe ouvrière aux coups qu'elle subit ; elle vise à grouper politiquement des militants, qui, sur l'axe de la mobilisation pour le non, cherchent à ouvrir la voie au mouvement de la classe pour arracher les revendications.

Il s'agit donc de grouper une force sur le terrain de l'aide à la réalisation du front unique.

L'initiative de ces appels, leur élaboration procèdent directement de notre intervention dans la lutte de classe pour aider notre classe qui résiste à disloquer les obstacles mis en œuvre par les appareils contre son mouvement pour arracher les revendications."

La solution à la crise de direction du prolétariat, pour la section française, s'inscrit dans l'orientation de transition qui est la nôtre, à savoir la compréhension de ce que le combat pour l'indépendance de classe ne se limite pas aux seules forces de la IV^e Internationale. Dans la profonde crise de décomposition du mouvement ouvrier, des forces, des courants, des groupes se dégagent, qui, même s'ils ne se situent pas nécessairement sur le terrain du marxisme, cherchent les voies de la préservation (et de la reconquête) de l'indépendance politique de la classe ouvrière et de ses organisations. A ces forces, nous cherchons à nous lier particulièrement dans le cadre de l'action commune et des campagnes communes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (qui réunit sa conférence mondiale en mars 2005, à Madrid), tout en préservant l'indépendance programmatique, politique et pratique de la IV^e Internationale.

(1) L'un des arguments majeurs de ces faux partisans du vote non, c'est la référence à la fameuse "Charte des droits sociaux fondamentaux", qui, intégrée à la "Constitution" européenne, en serait en quelque sorte la "garantie" sociale et démocratique. Or, le 17 décembre 2004, le président roumain a annulé la grâce accordée au dirigeant syndicaliste mineur Miron Cozma et l'a fait remettre en prison, d'où il était sorti vingt-quatre heures plus tôt après avoir purgé plus de sept ans d'emprisonnement. Et cela à la demande expresse de Washington et des institutions de l'Union européenne ! Ce même 17 décembre, la présidence du Conseil européen de Bruxelles à d'ailleurs confirmé l'entrée de la Roumanie au 1^{er} janvier 2007 sur la base des "progrès accomplis par la Roumanie dans la mise en œuvre de l'acquis et des engagements contractés en ce qui concerne notamment la justice, les affaires intérieures et la concurrence" ! Cozma en prison, et la Roumanie récompensée sur cette base par un droit d'entrée dans l'Union européenne : voilà le vrai visage de la "Charte des droits sociaux fondamentaux" et de la "Constitution" européenne.

En France, cette orientation conduit le CCI à participer avec d'autres courants à la construction du Parti des travailleurs, parti ouvrier indépendant, dont le 44^e Congrès du CCI a souligné :

“Les résultats indiquent, avec la progression en cartes qui fait de l'année 2004 l'année où il y a le plus de cartes au Parti des travailleurs depuis plus de dix ans, que nous avons les moyens de franchir un pas dans la construction du parti. Il y a place dans ce pays pour un parti ouvrier indépendant. Les 6 275 qui ont pris une carte au Parti des travailleurs (en 2004 — NDLR) l'ont fait parce qu'ils font confiance à ce parti, parce qu'ils veulent en son sein pouvoir agir, prendre leur sort entre leurs mains. Il nous revient d'aider, dans le cadre des sections du Parti des travailleurs, à ce que chacun puisse trouver sa place, puisse agir, puisse construire. De ce point de vue, les militants du CCI doivent veiller à aider à la mise en place et à la tenue régulière des instances du Parti des travailleurs (bureau de section, fédération).

La marche en avant du Parti des travailleurs à la hauteur qu'exige la situation appelle de notre part, nous, militants du CCI, que nous nous orientations résolument vers l'organisation des adhérents du Parti des travailleurs dans les instances du parti en leur donnant les moyens d'agir comme militants à part entière du parti ouvrier indépendant en construction. A cette condition, le Parti des travailleurs peut connaître un développement significatif dans la prochaine période.”

Dans ce cadre, les délégués au congrès du CCI ont discuté des moyens permettant de surmonter la contradiction entre l'impact de la politique du Parti des travailleurs et de ses campagnes, et le caractère très limité de la diffusion hebdomadaire du journal *Informations ouvrières*. Les militants du CCI, qui se fixent d'intervenir dans la lutte de classe en toute indépendance à partir des mots d'ordre politiques du Parti des travailleurs dont ils sont une composante, peuvent-ils le faire autrement qu'à travers l'élaboration, la diffusion et la discussion d'*Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte de classe ?

La question de la crise de l'humanité-crise de la direction révolutionnaire du prolétariat n'est pas une question abstraite, dont la solution renverrait à un terme lointain. La solution à la crise de l'humanité exige d'avancer dans le renforcement et aussi le renouvellement, en un mot : la sélection de directions des sections de la IV^e Internationale, à quelque étape de leur construction qu'elles soient arrivées. Car nous comprenons que, du fait de son programme, il repose sur les épaules de la IV^e Internationale et de chacune de ses sections des responsabilités majeures au regard de l'histoire.

C'est pourquoi le 44^e Congrès de la section française a consacré un point spécifique de son ordre du jour aux questions de direction, cherchant à dégager des solutions pratiques conformes à la fois aux principes théoriques qui sont les nôtres et aux besoins de la situation. On notera qu'en relation même avec la discussion du congrès, un nombre significatif de cadres ouvriers et jeunes se sont portés candidats pour la direction élue par le congrès.

C'est ainsi, par la libre discussion fondée sur les principes de la démocratie ouvrière, que progressent et se construisent la IV^e Internationale et ses sections.

Daniel Gluckstein

Les événements en Ukraine : les faits

Par Dominique Ferré

Chronologie et repères

Au moment où sortira ce numéro de *La Vérité* aura eu lieu le “troisième tour” de l’élection présidentielle en Ukraine, prévu le 26 décembre 2004. Nous rappelons aux lecteurs de *La Vérité* la chronologie des événements qui se sont succédé dans ce pays depuis le premier tour de cette élection.

1991 : effondrement de l’Union soviétique

Il y a 13 ans, l’URSS s’effondrait. La responsabilité de cet effondrement incombe à la politique de la bureaucratie stalinienne. La IV^e Internationale s’est constituée en 1938 dans le combat contre la couche parasitaire bureaucratique et pour la défense des rapports sociaux instaurés par la révolution d’octobre 1917 contre la bureaucratie stalinienne.

Une bureaucratie que Léon Trotsky qualifiait de “*restaurationniste*”, courroie de transmission de l’impérialisme, qui, en s’attaquant aux conquêtes de la révolution d’Octobre et à la propriété d’Etat qui en était la base, a conduit à l’effondrement et

à la dislocation de l’URSS. Rappelons en quels termes élogieux la revue du capital américain *Time* saluait, en juillet 1987, la bureaucratie “*restaurationniste*” :

“Gorbatchev représente peut-être la dernière chance de l’Occident (...) de mieux intégrer l’économie soviétique dans l’économie mondiale. Alors, elle serait soumise à la pression pour se conduire comme un pays occidental, se battre pour les capitaux et les marchés, abaisser les barrières aux investisseurs étrangers, et même peut-être rendre sa monnaie convertible.”

Il fallait donc, pour l’impérialisme, s’appuyer sur Gorbatchev — et la couche privilégiée qu’il représentait — pour “*intégrer l’économie soviétique à l’économie mondiale*”. Mais qu’est-ce que l’économie mondiale, si ce n’est le système de la propriété privée des moyens de production ? Pour y “*intégrer l’économie soviétique*”, il fallait remettre en cause la propriété d’Etat.

Ainsi, dès 1990, un éminent représentant de la bureaucratie, Boris Eltsine, alors un des chefs du PCUS, déclarait :

“L’assainissement financier du pays dépend des mesures que je viens d’évoquer : propriété privée, cession de terre, autonomie des régions et des entreprises.”

A l’époque, d’éminents “politologues” et économistes bourgeois annonçaient l’ouverture à l’Est de “nouveaux marchés”, et une croissance prodigieuse de l’économie capitaliste dans ces pays. Il faudra tirer un bilan, sur la base des faits, et répondre à la question : 13 ans après l’effondrement de l’URSS qu’elle a provoqué, qu’est-ce que la bureaucratie en décomposition a “restauré”, si ce n’est toute la barbarie et la pourriture de l’impérialisme décomposé ?

1991-1992 : l’Ukraine devient indépendante

Lorsque, il y a 13 ans, l’Ukraine est devenue indépendante, la majorité de la nation a vu dans cette indépendance la possibilité de satisfaire ses aspirations nationales et sociales, opprimées pendant des siècles, tant sous la domination des empires centraux et des puissances étrangères (empires austro-hongrois et tsariste, Pologne) que sous le joug du stalinisme, qui a, dès la fin des années 1920, écrasé les aspirations nationales ukrainiennes libérées par la révolution d’octobre 1917.

“Quand l’indépendance a été proclamée, une immense vague d’enthousiasme et d’euphorie a traversé le pays : après des siècles d’oppression nationale, nous allons enfin être indépendants, une nouvelle vie s’annonçait. Nous pourrions développer notre langue, notre culture, notre nation. C’est du moins ce que tous nous espérons”,

explique un militant ukrainien. D’immenses grèves et manifestations, avec la jeunesse au premier rang, combinent les revendications et aspirations nationales et sociales, le rejet de la caporalisation imposée par la bureaucratie.

De 1991 à 2004

De 1991 à 2004 se succèdent au pouvoir des dirigeants issus de l’ancien appareil du Parti communiste de l’Union soviétique (PCUS) : Léonide Kravtchouk, puis Léonide Koutchma, avec comme Premier ministre, de 1999 à 2001, un certain Iouchtchenko.

Quel est le bilan de ces 13 années ? Le Programme des Nations unies pour le développement (2003) indique qu’entre

“1992 et 2000, le revenu par habitant a chuté de 42 % ; l’espérance de vie a diminué de deux ans et demi entre 1990 et 2000 ; et la population est passée de 51,6 millions (1990) à 48,2 millions (2001)”.

L’élection présidentielle des 31 octobre-21 novembre 2004

Les 31 octobre et 21 novembre 2004 ont eu lieu les deux tours de l’élection présidentielle. Candidat soutenu par la Russie de Poutine, l’actuel Premier ministre, Viktor Ianoukovitch, a été déclaré vainqueur quelques jours après le second tour face à son rival, Viktor Iouchtchenko, qui a immédiatement dénoncé les “fraudes” et appelé la population à manifester contre le résultat des élections.

C’est un fait que les deux candidats qui se sont opposés dans ces élections, Iouchtchenko, sous la couleur orange, et l’actuel Premier ministre, Ianoukovitch, sous les couleurs bleu et blanc, ainsi que l’actuel président, Koutchma, et tout leur entourage, sont issus de la bureaucratie stalinienne qui a dirigé l’ex-Union soviétique (voir leurs portraits en encadré).

Au lendemain du 21 novembre 2004

Au lendemain de l’élection, une véritable escalade commence, sur fond de manifestations massives, à Kiev et dans certaines villes du pays.

Dès le lundi 22 novembre, “la mission conjointe de l’OSCE (1), du Conseil de l’Europe, du Parlement européen et de l’OTAN déclare qu’ils avaient observé des fraudes de la part du pouvoir”.

Colin Powell, ajoute, mercredi 24 novembre, dans une conférence de presse :

“Nous ne pouvons accepter ce résultat comme légitime, car il ne remplit pas les critères internationaux de démocratie.”

De son côté, dès le 21 novembre au soir (c’est-à-dire avant même qu’aucune

(1) Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui regroupe les grandes puissances et les Etats-Unis.

institution ukrainienne – même celles favorables à Ianoukovitch – n’ait publié le moindre résultat), Poutine saluait de Moscou la victoire de Ianoukovitch.

Dès le 23 novembre 2004 : la menace de la partition

C’est un fait : les deux candidats qui se sont opposés dans cette élection ont tous deux immédiatement brandi la menace d’une partition de l’Ukraine, Bush, Poutine et l’Union européenne, chacun à sa place, soufflant sur les braises.

Dès le 23 novembre, des régions de l’Ouest *“ont constitué leur comité exécutif et pris tous les pouvoirs dans la région”*, l’assemblée régionale de Lviv déclarant qu’elle n’obéirait qu’à Iouchtchenko et appelant les autres régions à suivre son exemple.

Ce à quoi des députés régionaux du fief de Ianoukovitch répondirent en menaçant d’organiser un référendum sur l’autonomie au cas où Iouchtchenko parviendrait à annuler l’élection de Ianoukovitch.

“Nous pouvons vivre sans cette moitié (de la population). Mais eux, est-ce qu’ils peuvent vivre sans nous ?”,

a déclaré le maire de Donetsk (Reuters, 26 novembre).

Arrivent à Kiev, le président polonais, Aleksander Kwasniewski, et le représentant de l’Union européenne, Javier Solana, suivis du secrétaire général de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). A son retour de Kiev, le 28 novembre, le président polonais, président du principal pays entrant dans l’Union européenne “élargie”, pousse lui aussi dans le sens de la partition. Il estime “réaliste” le risque d’une partition du pays entre Est et Ouest, *“en particulier si elle est soutenue par des forces extérieures”*.

La presse internationale et les grands de ce monde commencent à discourir sur de prétendues “haines ancestrales” qui opposeraient “Ukrainiens de l’Est” et de “l’Ouest”. Suivant un scénario bien huilé, que les peuples ont subi dans leur chair hier au Rwanda, en ex-Yougoslavie et en Irak, on voit se multiplier de toutes parts les déclarations sur “l’Est russophone et orthodoxe”, opposé à “l’Ouest russophobe et pro-occidental, de religion gréco-byzantine”... pour préparer d’éventuels futurs affrontements.

Des centaines de milliers de manifestants. Que demandent-ils ?

A l’annonce des résultats, des centaines de milliers de manifestants se sont rassemblés à l’appel de Iouchtchenko, notamment sur la place de l’Indépendance, à Kiev. Quels sont leurs mots d’ordre ? *“On ne veut plus vivre comme ça !”, “Dehors les voleurs !”, “Seul le peuple ukrainien doit décider de son sort !”*. Un reportage de la télévision ukrainienne montrait des ouvriers d’une usine de Kiev expliquer pourquoi ils avaient voté Iouchtchenko :

“Nous avons voté pour lui, car en 1999, il avait décidé de ne pas privatiser notre usine.”

Mais que dit-on du côté de ceux qui ont voté Ianoukovitch ? Le reportage montre ensuite des ouvriers d’une usine de Lougansk, dans l’est du pays :

“Nous avons voté Ianoukovitch, car il a promis qu’il ne privatiserait rien !”

De même, note l’envoyé spécial de *l’International Herald Tribune* dans les mines du Donetsk,

“quand Ianoukovitch devint gouverneur régional, puis Premier ministre, leurs salaires étaient payés en temps et en heure. Ils avaient même un peu augmenté.”

Portraits : Viktor Ianoukovitch et Viktor Iouchtchenko

Qui est Ianoukovitch ?

C'est l'actuel Premier ministre, soutenu par Poutine. D'où vient-il ? Membre du Parti communiste de l'Union soviétique, il gravit rapidement les échelons et devient directeur général d'une société régionale de transport routier. Après l'indépendance, il est nommé, en 1997, gouverneur du Donetsk, la région minière et industrielle, où le crime organisé est également prospère, et est appelé comme Premier ministre en novembre 2002 par le président Léonide Kouchma, lui aussi issu de la bureaucratie stalinienne (ancien cadre du PC et directeur d'une usine de missiles à Dniepropetrovsk avant 1991).

Les "oligarques" qui entourent Kouchma et Ianoukovitch ont le même profil : bureaucrates reconvertis en mafieux : *"La plupart se sont enrichis par le trafic du gaz et du pétrole, avec la complicité rémunérée de comparses russes"*, confie un économiste de Kiev, cité dans *L'Express*. De même, les cinq principales chaînes de la télévision nationale appartiennent soit à Viktor Medvedchouk, chef de l'administration présidentielle, soit à Viktor Pinchouk, gendre de Kouchma. Un autre membre de l'entourage de Kouchma-Ianoukovitch, Rinat Akhmetov, issu d'une famille tatare originaire de Kazan, est le plus riche "oligarque" du pays, avec une fortune évaluée à 3,5 milliards de dollars. Une fortune qui provient directement de la privatisation-pillage des grandes usines d'Etat du pays. Ainsi, le 8 novembre dernier, sentant que le vent pouvait tourner après les élections, Akhmetov a complété son acquisition de la deuxième mine de charbon du pays cette année : au nom de l'accord de privatisation le Fonds de la propriété d'Etat ukrainien a cédé 60 % des parts de l'entreprise Krasnodonvuhilya du district de Lougansk pour 143 millions de dollars à une société contrôlée par Akhmetov.

C'est enfin le gouvernement Kouchma-Ianoukovitch qui a servilement répondu aux exigences de Bush, en envoyant 1 600 soldats ukrainiens occuper l'Irak...

Qui est Iouchtchenko ?

Il est lui aussi issu de la décomposition de la bureaucratie : économiste sous le régime soviétique, il est président de la Banque centrale ukrainienne (BNU) de 1993 et 1999. Nommé Premier ministre en 1999 par le même président, Léonide Kouchma, il *"organise des privatisations considérées comme transparentes (...)* Il prône par ailleurs *l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, maintenant voisine"*, rappelle la presse. Mais quelle différence pour l'ouvrier licencié, ou obligé de travailler douze heures par jour, parce que son usine a été privatisée, que la décision de privatiser, brader, liquider ait été prise par Ianoukovitch ou Iouchtchenko ? D'ailleurs, Iouchtchenko s'est publiquement engagé à ne remettre en cause aucune des privatisations.

Iouchtchenko aussi s'appuie sur un "clan", dont fait partie par exemple l'oligarque Porochenko, qui a envoyé, il y a quelques semaines, des équipes de vigiles agresser les ouvriers en grève. Le même Porochenko qui vient de décider la fermeture de l'usine de confiserie Karl-Marx à Kiev, obligeant ses ouvriers à participer aux meetings de l'opposition, tandis qu'ils ne touchent plus leurs salaires.

Iouchtchenko s'est également allié avec celle que les médias occidentaux ont vite baptisé "la pasionaria" ukrainienne, Ioulia Timochenko, passant sous silence que celle-ci est accusée de corruption, faux et contrebande de gaz russe. *"Chacun sait qu'elle a travaillé au sein d'une élite criminelle"*, note le philosophe Miroslav Popovitch. La "première femme d'affaires d'Ukraine", à la fin des années 1980, avec 5 000 dollars

en poche et son diplôme d'économie, elle monte une coopérative de services-confection et coiffure. En moins de deux ans, elle vend déjà de l'essence à toute la région. Elle cible très vite la filière la plus lucrative. Avec le concours de Pavlo Lazarentko, ancien dignitaire soviétique et alors Premier ministre (1996-1997) — désormais incarcéré en Californie pour blanchiment —, Ioulia “*rafle la part du lion sur le marché du gaz*”. Cela la conduira, logiquement, à devenir vice-ministre de l'Énergie du gouvernement de... Léonide Koutchma.

Iouchtchenko s'est mis à la tête d'une large coalition d'opposition, allant des pro-fascistes du Parti national-social ukrainien jusqu'au Parti socialiste d'Ukraine (SPU), issu de l'appareil stalinien. Ce parti s'est rallié, il y a quelques mois, au mouvement “altermondialiste” par le biais de son “idéologue”, Vladimir Kizima, membre du Secrétariat unifié pabliste, représenté en France par Krivine-Besancenot et au Brésil par le ministre Rossetto (voir *La Vérité*, n° 40).

DEUX SEMAINES DE “NEGOCIATIONS”

Après deux semaines de “négociations” sous l'égide “d'observateurs internationaux”, le président Léonide Koutchma cède sur deux exigences de l'opposition : la destitution de l'actuelle commission électorale et la modification du code électoral en vigueur. Il décidait de convoquer, pour le 26 décembre, un “deuxième second tour” de l'élection présidentielle.

Au sommet de l'OSCE, Colin Powell, au nom des Etats-Unis, menace :

“Nous restons préoccupés par les promesses non tenues de démocratie et de respect des libertés fondamentales dans certains Etats de l'OSCE”,

en faisant explicitement référence à

“la liberté de la presse et de l'état de droit en Russie et de la situation au Bélarus”.

De son côté, Poutine fait monter le ton...

Lors du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le 9 décembre,

“la Russie et l'OTAN ont affiché leur bonne entente, en s'engageant notamment à coopérer dans la lutte contre le terrorisme et en surmontant même les récentes tensions provoquées par la crise en Ukraine”.

Le ministre des Affaires étrangères de Poutine se félicite alors, à cette occasion, qu'à l'OTAN,

“il n'y a pas d'affrontement, pas de politisation des débats, c'est la politique du consensus”.

Un “consensus” sous l'égide d'une organisation qui reste le “bras armé” de l'impérialisme américain... et auquel la Russie de Poutine vient une fois de plus de se soumettre.

Première décision commune : l'OTAN et la Russie se portent garants du

“bon déroulement d'un processus électoral libre et équitable qui reflète la volonté du peuple ukrainien”.

La Russie de Poutine et les Etats-Unis de Bush, “garants” du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? On voit ce qu'il en est en Irak ou en Tchétchénie... Quant aux élections libres sous l'égide de l'OTAN, on peut imaginer ce qu'il en sera à partir de ce qui se passe aujourd'hui en Irak...

D'ailleurs, cette politique n'a-t-elle pas été le mieux résumée par le sénateur républicain de Caroline du Sud, Lindsey Graham, déclarant :

“Nous sommes arrivés en Irak avec un objectif précis, et nous espérons que les événements en Ukraine seront entendus comme ce que nous essayons de faire en Irak.”

Mais que signifie “faire le travail” en Irak, du point de vue de l'impérialisme américain ? Cela signifie-t-il autre chose que de détruire le cadre même de la nation irakienne, écartelant le pays en zones d'occupation, mettant sous son contrôle militaire direct les richesses, tandis que le pays s'enfoncé chaque jour dans le

chaos ? Et c'est cela l'avenir promis par Bush, Poutine, l'OTAN et l'Union européenne au peuple ukrainien, aux nations et aux peuples du monde entier ?

POUR QUELLES RAISONS LES ÉTATS-UNIS SOUTIENNENT-ILS IOUCHTCHENKO ?

Le *San Francisco Chronicle* écrit :

“Une Ukraine indépendante et tournée vers l'Ouest pourrait également devenir un partenaire crucial pour les États-Unis et une base arrière potentielle pour ses recherches de pétrole dans la région du Caucase, selon Celeste Wallander, directeur du programme Russie-Eurasie au Centre d'études géographiques et stratégiques de Washington.”

Taras Kuzio, professeur à l'université George-Washington, rappelle :

“Entre 1995 et 1999, l'Ukraine était devenue le troisième récipiendaire de l'aide extérieure américaine, et les États-Unis ont tissé avec Kiev des liens très étroits. C'est à cette période que l'Ukraine formula pour la première fois ses vœux d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN, sous dominance américaine.”

Conclusion :

“Washington a toujours affirmé vouloir défendre l'indépendance de l'Ukraine, mais sans jamais la permettre (2).”

L'impérialisme américain a investi les moyens nécessaires pour sa politique. Dans un communiqué de l'Institut républicain international (IRI) concernant l'élection présidentielle en Ukraine, il est expliqué que

“l'IRI travaille pour la démocratie en Ukraine depuis 1992. A travers un travail avec des partis politiques, des organisations de jeunes et de femmes, la contribution de l'IRI à l'élection du 31 octobre a été consistante et substantielle.”

De son côté, *The Guardian*, de Londres, commentait l'activité de l'ONG Pora de la façon suivante :

“Financée et organisée par le gouvernement américain, déployant ses consultants, ses sondeurs, ses diplomates, les deux grands partis politiques américains

et les ONG, cette campagne avait d'abord été utilisée en Europe, en 2000, à Belgrade, pour chasser Milosevic.”

Le journal britannique estime à 14 millions de dollars les fonds dépensés par les diverses organisations américaines pour soutenir Iouchtchenko.

Pour les États-Unis, l'Ukraine est intéressante, car c'est par son territoire que passe l'oléoduc transportant le pétrole des immenses réserves de la mer Caspienne. Il part du port d'Odessa, sur la mer Noire, et va jusqu'à Brody, à la frontière polonaise. C'est ce qu'expliquait déjà, en 1997, l'ancien conseiller de Carter, Zbigniew Brzezinski :

“Les pivots géostratégiques sont les États dont l'importance ne découle pas de leur pouvoir ni de leur motivation, mais plutôt du caractère sensible de leur emplacement (...). Pour l'Ukraine, les questions centrales sont reliées à (...) un accès plus libre aux sources d'énergie. (L'Ukraine) a soutenu les efforts de la Turquie pour faire venir les flux pétroliers directement de l'Asie centrale à la Turquie.”

Pour l'impérialisme américain, l'existence de segments de conquêtes arrachées en 1917 sur la base de l'expropriation des capitalistes, l'existence en fait d'une nation ukrainienne, est insupportable. La mainmise sur la route des oléoducs, actuellement sous le contrôle de la Russie, exige d'aller jusqu'à la déstabilisation du pays, jusqu'à sa dislocation... Il faut taper plus vite, plus fort, et cela passe aujourd'hui, selon les États-Unis, par le soutien à Iouchtchenko.

De même qu'en novembre 2003, en Géorgie, on remplaçait Edouard Chevardnadzé, pourtant très dévoué aux États-Unis, par un jeune avocat directement formé à Washington, Mikhaïl Saakachvili.

LA POLITIQUE DE POUTINE

Le *Washington Post* écrit :

“Le point de vue de la Russie, c'est que

(2) Jacques Sapir, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

la clé du maintien de son influence dans la région passe par Ianoukovitch (...). Si Iouchitchenko devient président, alors le pays pourrait décider de rejoindre l'OTAN et arrêter sa coopération militaire non négligeable avec la Russie. Un tel tournant, disent de nombreux analystes, pourrait coûter à la Russie près de 10 milliards de dollars par an en perte de contrats et de revenus."

France-Soir (26 novembre) note :

"La Russie a lancé au début de l'année un projet de marché commun entre les autres grands de l'ex-URSS : Russie, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan. Les Etats-Unis ont donc répliqué en apportant un réel soutien à l'opposition ukrainienne dans son bras de fer avec le régime."

Mais Poutine lui-même, bien que cherchant à défendre ses prébendes et le contrôle des oléoducs, n'a cessé de laisser le terrain aux Etats-Unis, rappelle l'AFP :

« La Russie, déjà embourbée en Tchétchénie, a apparemment admis qu'elle n'avait pas les moyens de maintenir son règne sur la Transcaucasie (après les "événements" en Géorgie, voir encadré — NDLR). Et pour les mêmes raisons, M. Poutine a laissé, après le 11 septembre 2001, les militaires américains s'implanter en Asie centrale pour faire le "sale boulot" contre les talibans. »

C'est ainsi que Poutine, via son ministre des Affaires étrangères, Lavrov, finira par se soumettre aux exigences américaines au sommet de l'OTAN de décembre.

L'UNION EUROPEENNE

L'Union européenne a multiplié les déclarations, tout au long de la semaine, envoyant ses émissaires à Kiev...

Ils ont envoyé Lech Walesa prendre la parole devant les manifestants de Kiev. N'est-ce pas précisément parce que le "modèle" de l'Union européenne pour l'Ukraine, c'est ce que Lech Walesa a fait comme président de la Pologne ?

Campagnes dévastées, fermeture d'usines et de chantiers navals par dizaines (les mêmes chantiers navals où, en 1980, l'ouvrier Lech Walesa construi-

sait, avec des milliers d'autres, le syndicat indépendant Solidarnosc pour combattre la bureaucratie corrompue)...

Une politique qui a poussé, en septembre 2004, 12 000 mineurs et leurs familles à marcher sur Varsovie... Et aujourd'hui, avec l'entrée dans l'Union européenne, ce sont des dizaines de milliers d'agriculteurs polonais qui sont plongés dans la faillite.

N'est-ce pas cela, l'avenir que l'Union européenne propose pour l'Ukraine ?

Rappelons que l'Ukraine a un statut de "voisinage" avec l'Union européenne :

« Bruxelles a proposé en 2003 de mettre en place des "plans d'action" visant à étendre aux trois anciennes républiques soviétiques (Ukraine, Biélorussie et Moldavie) une grande partie des politiques communes européennes » (Libération, 26 novembre).

Mais que sont ces "plans d'action" de l'Union européenne ? C'est ce qu'indique le point 12 de la déclaration conjointe adoptée lors du sommet Ukraine-Union européenne en octobre 2003, qui déclare :

"Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que l'un des moyens les plus efficaces de mettre à profit l'élargissement de l'Union européenne est, pour l'Ukraine, d'intensifier son effort d'alignement des normes et standards de sa législation sur ceux de l'Union européenne."

Or c'est précisément au nom de cet accord, signé par le gouvernement Koutchma-Ianoukovitch, que celui-ci a engagé une offensive acharnée pour liquider le Code du travail soviétique de 1971.

Liquider le Code du travail de 1971, c'est, très concrètement, liquider le contrôle syndical sur les licenciements, les droits particuliers des femmes enceintes, la réglementation stricte de la journée de travail...

Voilà la réalité de l'Union européenne pour tous les travailleurs à l'ouest comme à l'est de l'Europe, "élargie" ou pas.

Cette réalité qui n'est autre que celle du système failli de la propriété privée des moyens de production, dont la survie exige d'aller toujours plus loin dans le démantèlement des nations et de l'ensemble de ce que la civilisation a construit.

La politique du Secrétariat unifié pabliste (SU) en ex-URSS

En Ukraine, Vladimir Kizima, membre du comité de rédaction de la revue du Secrétariat unifié en ex-URSS, *Alternatives*, est le principal responsable de la “commission idéologique” du Parti socialiste ukrainien (SPU). Le SPU est un parti issu de l'éclatement du parti unique de la bureaucratie en 1991. Dirigé par l'ex-candidat au premier tour de l'élection présidentielle Alexandre Moroz, la direction unanime du SPU a décidé de soutenir, dès avant le second tour, le candidat privatiseur et proaméricain Iouchtchenko.

En France, l'hebdomadaire de la LCR, *Rouge* (2 décembre 2004), section française du Secrétariat unifié, concluait ainsi un article titré “*L'orange de la démocratie*” : “*Aujourd'hui, laboratoire d'une transition postsoviétique aux louvoiements sinueux, l'Ukraine pourrait-elle s'avérer la pionnière d'un mouvement de réelle démocratisation d'autres Etats de l'ex-Union soviétique ?*” N'est-ce pas là un ralliement ouvert à l'appel de Brzezinski, qui, au nom de l'impérialisme américain, appelle à “exporter” la prétendue “révolution orange” à la Moldavie, la Biélorussie, l'Asie centrale ?

Et au même moment, le représentant du SU en Russie, le député à la Douma Oleg Scheïn, est présenté comme “responsable adjoint du Comité de la Douma pour les questions du travail et de la politique sociale” sur le site officiel de la Douma (Parlement). Un haut poste officiel que Scheïn occupe comme membre de la fraction parlementaire Rodina (“La Patrie”), liste sur laquelle il a été élu en décembre 2003. Rappelons que, lors de ces élections, Scheïn avait participé aux listes de Rodina, une large coalition électorale, où Scheïn se retrouvait en compagnie des représentants des partis “Pour la Sainte Russie” et “Union des citoyens orthodoxes”... L'organisation Rodina se présente tout à fait officiellement ainsi : “*L'Union populaire et patriotique Rodina a comme but d'aider à restaurer la Russie comme grande puissance, à renforcer le patriotisme et l'amour de son pays natal, la renaissance des traditions militaires et de travail, l'éducation des jeunes générations par l'exemple du courage et de l'héroïsme des vétérans. L'UPP Rodina soutient les réformes engagées par le président pour renforcer l'Etat, faire respecter l'ordre constitutionnel, assurer le bien-être économique et social des citoyens.*”

Ainsi le prétendu “trotskyste” Scheïn est-il le responsable d'une commission parlementaire sur la politique sociale d'un groupe parlementaire dont le but officiel est de “soutenir les réformes” engagées par Poutine, réformes censées “assurer le bien-être économique et social des citoyens” ! Mais quelles sont ces “réformes” du gouvernement Poutine ? Une militante russe rappelait à la conférence de Kiev : “*Poutine s'attaque aux avantages sociaux. Il a fait passer une loi qui supprime les avantages de certaines catégories de la population (étudiants, retraités, femmes enceintes...), en échange d'une somme d'argent, mais on est perdant dans cet échange. Si la médecine reste officiellement gratuite, tu ne peux plus consulter un spécialiste ou faire une radio sans payer.*” Ce à quoi un militant ukrainien ajoutait : « *En Russie, 90 % de l'économie ont été privatisés, pillés, si l'on compare avec les statistiques de 1991. Il est d'ailleurs difficile d'appeler “russes” les compagnies qui pillent le pays sous l'égide de Poutine, dont les sièges sociaux sont basés à Zurich, Londres, Washington...* »

Repères géographiques et historiques

Voilà donc les belles “réformes” que soutient M. Scheïn... et, derrière lui, le Secrétariat unifié.

L'Ukraine actuelle est un pays de 603 700 kilomètres carrés et compte une population de 48 millions d'habitants. L'Ukraine a comme voisins la Russie, la Biélorussie, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Moldavie.

882 : fondation à Kiev du premier Etat slave.

Du XIV^e au XVI^e siècle, l'Ukraine est sous le joug des Polonais, des Tatars, puis des Turcs au sud.

Du XVII^e au XIX^e siècle, l'Ukraine est sous le joug de l'empire tsariste russe et de l'empire austro-hongrois.

Février 1917 : la révolution renverse l'empire tsariste. L'Ukraine est envahie par les troupes allemandes, puis polonaises, et est le théâtre de la lutte entre l'Armée rouge et les gardes blancs. Un gouvernement soviétique se met en place à Kharkov, dirigé par le communiste rou-

main Khristian Rakovski.

1922 : constitution de la République soviétique d'Ukraine, qui rejoint l'URSS.

1923 : pour la première fois, la langue ukrainienne devient langue officielle. Développement de la culture ukrainienne.

A la fin des années 1920, Staline et la bureaucratie exterminent l'intelligentsia au nom de la lutte contre “le nationalisme bourgeois”.

Début des années 1930 : la collectivisation forcée, refusée par les paysans, provoque une famine qui se solde par 4 millions de morts.

1941 : les troupes nazies envahissent l'Ukraine. Quelques mois plus tard, des centaines de milliers de “partisans” constituent des groupes armés pour lutter contre les nazis.

Juillet 1944 : l'Ukraine est libérée.

1991 : l'explosion de la bureaucratie provoque l'effondrement de l'Union soviétique.

La déclaration de l'union “Borotba” (concernant la situation politique en Ukraine) (3 décembre 2004)

En décembre, 80 % des Ukrainiens consultés par référendum votent pour l'indépendance du pays.

On nous dit que l'Ukraine est aujourd'hui face à un choix : Iouchtchenko ou Ianoukovitch. Mais ce choix n'en est pas un.

Iouchtchenko et Ianoukovitch sont tous deux les représentants de clans oligarchiques qui ont un but commun : **détruire l'économie ukrainienne, privatiser le bien du peuple, nous voler ce que le pouvoir en place précédemment n'a pas réussi à prendre dans la poche du peuple.**

Leurs deux programmes ne diffèrent en

rien.

Tous deux sont pour la privatisation et la destruction de l'industrie et de l'agriculture, la poursuite de l'occupation de l'Ukraine (car tous deux ne promettent pas aujourd'hui le retrait des troupes d'Irak, et tous deux avaient voté en faveur de l'occupation).

Et les partis “orange” et les partis pro-gouvernementaux ont soutenu la remise en cause du **Code du travail soviétique. Leur projet de nouvelle législation du travail aggraverait les conditions de travail pour les ouvriers, renforcerait le pouvoir des chefs d'entreprise et neutraliserait les syndicats.**

Ils ne veulent pas d'une Ukraine forte

et prospère. Ils veulent un territoire où le coût de la force de travail soit bas, avec des matières premières bon marché, et où l'on puisse écouler une production de basse qualité. Il ne s'agit pas d'un choix entre la Russie et l'Europe. Il s'agit d'un choix entre le capital américain sous le drapeau européen et le capital américain sous le drapeau russe. Peu nous importe de savoir qui va nous piller : le russe ou l'américain ; dans les deux cas, la nature du pillage sera la même : capitaliste. L'exploitation et les exploités n'ont pas de frontière ni de nationalité.

Les travailleurs d'Ukraine veulent défendre et reconquérir les conquêtes de la révolution d'Octobre ! Nous ne voulons pas des privatiseurs, ni des criminels, ni des "agents de liaison" des maîtres d'outre-Atlantique !

Déjà, aujourd'hui, le prix de la viande, du lait et d'autres produits de première nécessité est en train de monter. **Le prix des loyers a été multiplié.**

Nous en tirons ce qui suit :

— le peuple ukrainien, et lui seul, doit décider de son destin, et non pas des gouvernements étrangers ou des institutions internationales ;

— nous ne voulons plus vivre comme nous vivons ;

— nous voulons que s'applique une législation du travail qui nous protège, que l'on nous verse des salaires, retraites et bourses d'études décents ;

— nous voulons vivre dans un pays indépendant, où règnent le droit et la justice.

Ce sont les revendications minimales du peuple travailleur. Personne n'ose s'y opposer.

Dans ces élections, chaque candidat a essayé, d'une manière ou d'une autre, de manipuler ces exigences. Ianoukovitch et Iouchtchenko ont promis, l'un comme l'autre, la liberté, la démocratie, la stabilité, la prospérité. L'un parlait des charmes de l'intégration avec la Russie, l'autre, avec l'Union européenne.

Que signifie l'intégration à l'Union européenne pour les travailleurs ?

Dans une interview donnée au journal

allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, daté du 29 novembre 2004, le nouveau chef de la Commission européenne, Barroso, a déclaré que

"le texte même de la Constitution concernant les questions de l'économie sociale de marché est beaucoup plus précis que les dispositions du traité de Nice en vigueur actuellement".

Selon Barroso,

"il serait stupide d'accuser la Commission européenne de mener une politique unilatérale, orientée vers la remise en cause des droits sociaux et de la régulation sociale. La mondialisation et la structure de l'âge de la population ne permettent pas de faire autrement que d'aller vers une adaptation permettant d'augmenter la productivité. Si ce n'est pas fait maintenant, l'Europe sera obligée de régler ce problème plus tard, mais dans des conditions plus défavorables. Le problème n'est pas le démantèlement du modèle social européen, mais celui de conjuguer la capacité concurrentielle avec les principes sociaux. Je pense qu'il est possible de combiner la dynamique économique et le bien-être de la population."

Selon leurs propres mots, l'intégration européenne nous apporterait la réforme des retraites, c'est-à-dire l'élévation de l'âge de départ à la retraite, la destruction de la législation du travail, la suppression des avantages acquis et des dépenses sociales.

Que signifierait l'intégration à la Russie ?

Un exemple : en Russie, 91 % de la propriété d'Etat ont été privatisés (en comparaison avec 1991). Il se produit aujourd'hui dans la Fédération de Russie une prétendue "monétarisation" de la sphère sociale — c'est tout simplement le pillage : augmentation de l'âge de départ en retraite, baisse du niveau des avantages sociaux, augmentation de la durée légale de travail, flexibilisation du marché du travail —, et tout cela sous l'égide de compagnies, compagnies qu'on ne peut qualifier de "russes" qu'entre guillemets. En Russie, il n'y a ni démocratie, ni liberté de parole, le gouvernement capitaliste mène en Tchétchénie une guerre pour le pétrole, il liquide les bases du fédéralisme et renforce l'autoritarisme.

Les travailleurs d'Ukraine n'ont pas besoin de cette intégration.

Nous n'obtiendrons pas la liberté et la démocratie des mains de Iouchtchenko, et ce n'est pas avec Ianoukovitch qu'on maintiendra nos conquêtes sociales. Ce sont deux clans d'un même parti : le parti du capital.

Les deux clans sont soumis au système de la propriété privée des moyens de production. Système qui, dans le monde entier, conduit à la destruction de la souveraineté des nations, à la destruction de toutes les conquêtes ouvrières, à la destruction de la force de travail elle-même.

Le programme du gouvernement Iouchtchenko et celui du gouvernement Ianoukovitch ne diffèrent en rien. Si Iouchtchenko a essayé de faire rentrer de l'argent dans le budget par la vente aux compagnies occidentales de Oblenergo (compagnie nationale d'énergie), Ianoukovitch a, de son côté, prélevé les impôts en avance de trois à quatre mois. Cela signifie que sous la menace de saisie, les entreprises ont payé en avance les impôts en prenant sur le fonds de versement des salaires et des avantages sociaux.

Y a-t-il eu des résultats significatifs du point de vue social sous le gouvernement Ianoukovitch ? Non. L'augmentation des salaires et des retraites décidée par le gouvernement Ianoukovitch ne couvrira pas les augmentations des prix. Les salaires ont augmenté de 30 %, tandis que les prix ont augmenté de 60 %.

Nous savons que la démocratie bourgeoise rend les conditions de la lutte des forces politiques progressistes plus faciles, ce qui est valable pour nous. Mais les "oranges" apporteront-ils les libertés démocratiques ? Nous pensons que non.

La "révolution orange" à Kiev bénéficie d'une infrastructure extraordinaire. Une telle protestation de masse de ce genre sans financement et soutien stratégique des Etats-Unis aurait été impossible. En un bref instant, au centre de Kiev, s'est construite une petite ville de tentes de 7 000 personnes, dans laquelle est organisé un service de voirie, avec ses propres forces de l'ordre. Pour la répartition des gens, on a réquisitionné également quatre bâtiments officiels, de même que l'ancien musée de la Révolution et le

bâtiment de la mairie. Là-bas, on distribue gratuitement de la nourriture et des boissons chaudes. Il y a un bureau où on peut louer un logement, il y a des tentes avec accès à des services médicaux. Les manifestants ont la possibilité de téléphoner gratuitement, ou de faire appel aux services logistiques pour se rendre dans les quartiers ou se tiennent des meetings. Dans les principaux lieux de rassemblement, est organisée la distribution des symboles de couleur orange du mouvement. Cette action est extrêmement bien planifiée. Oui, il y a là-bas des gens honnêtes, des étudiants, des ouvriers, qui sont prêts à aller très loin pour défendre leurs libertés démocratiques. Mais il ne sert à rien de les idéaliser !

Nous n'avons aucune illusion sur le fait que le gouvernement de Iouchtchenko, contrôlé par les Etats-Unis, nous donnera la liberté.

En 1997, Brzezinski (*ancien conseiller de Carter — NDLR*) a écrit :

"Les pivots géostratégiques sont les Etats dont l'importance ne découle pas de leur pouvoir ni de leur motivation, mais plutôt du caractère sensible de leur emplacement (...). Pour l'Ukraine, les questions centrales sont reliées à (...) un accès plus libre aux sources d'énergie. (L'Ukraine) a soutenu les efforts de la Turquie pour faire venir les flux pétroliers directement de l'Asie centrale à la Turquie."

Et le *San Francisco Chronicle* écrit :

"Une Ukraine indépendante et tournée vers l'Ouest pourrait également devenir un partenaire crucial pour les Etats-Unis et une base arrière potentielle pour ses recherches de pétrole dans la région du Caucase, selon Celeste Wallander, directeur du programme Russie-Eurasie au Centre d'études géographiques et stratégiques de Washington."

La situation à Kiev fait penser à ce qui s'est passé en Géorgie, quand Chevardnadzé a commencé à ne plus convenir aux Américains. Washington voulait plus de possibilités dans le Caucase et dans la Caspienne, et Saakachvili les lui a données. C'est comme ça en Ukraine : Koutchma ne peut garantir le développement du capital américain en Ukraine sans danger ni sans obstacles, mais, pour cet objectif, il y a Iouchtchenko.

C'est une période difficile pour le mouvement ouvrier, mais elle passera, il y aura d'autres étapes, et elles se produiront bientôt. Notre tâche n'est pas de soutenir qui que ce soit, mais de rester sur les positions d'indépendance qui doivent être celles d'une organisation ouvrière. Nous devons combattre le projet de nouveau Code du travail, la réforme des retraites, la liquidation des kolkhozes, etc., et tout ce qui garantit les besoins vitaux des travailleurs d'Ukraine. **“L'orange” et le “bleu et blanc” seront éphémères, le rouge est éternel !**

Borotba, après l'élection, a traversé l'épreuve de cette crise en renforçant ses rangs et sa formation idéologique. Nous n'avons pas mené nos discussions vers un cours destructeur. C'est pourquoi il nous faut clairement affirmer :

L'Union Borotba est contre :

— la partition de l'Ukraine entre l'Est et l'Ouest ;

- le pseudo-choix entre deux clans oligarchiques ;
- la privatisation de la richesse nationale ;
- les manipulations sur le sentiment national, la langue, la culture ukrainienne ;
- la trahison des notions de protection sociale et de droits ouvriers ;
- la cléricatisation de la société ;
- l'ingérence dans nos affaires intérieures de gouvernements étrangers ou d'organisations internationales.

Borotba est pour :

- la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre ;
- le maintien du KZoT (Code du travail) soviétique et la pleine application de ses dispositions ;
- le développement du secteur étatique de l'économie et la nationalisation des entreprises privées ;

La conférence internationale de “Borotba” (Kiev, Ukraine, 11 et 12 décembre 2004)

— une réelle souveraineté de l'Ukraine et l'amitié entre les peuples de notre pays.

Kiev, le 3 décembre 2004

Les 11 et 12 décembre, s'est réunie à Kiev (Ukraine) une rencontre internationale de l'union Borotba (La Lutte), section ukrainienne de la IV^e Internationale, à laquelle ont participé des délégués de Russie, de Biélorussie, de Moldavie et de Pologne, avec des représentants du secrétariat international.

Entre le second tour de l'élection présidentielle (voir “Les événements en Ukraine : les faits”) et la conférence, le conseil de Borotba s'était réuni à trois reprises pour débattre de sa position.

A l'issue de cette discussion, elle avait adopté une position qu'on lira en annexe de cet article. La conférence avait donc à discuter, sur la base de cet appel, quelle devait être la position de l'organisation.

**“MAINTENANT, IL NOUS REVIENT
DE REGARDER LES FAITS”**

Introduisant les débats, un responsable de la section ukrainienne indiquait : « *Etions-nous prêts ? Le mouvement ouvrier n'était pas prêt. Les dirigeants du Parti socialiste ukrainien et ceux du PC, avant même le second tour, avaient déjà rallié l'un ou l'autre des deux candidats. Borotba avait, avant le premier tour, appelé à ne voter pour aucun candi-*

dat, et nous avons eu raison de le faire. Dans le conseil de Borotba, se sont exprimées ces dernières semaines différentes positions. Nous avons cherché avant tout à préserver l'unité de l'organisation. Rien n'est "tout noir" ni "tout blanc". Maintenant, il nous revient de regarder les faits.»

Un autre camarade enchaînait : *“Est-ce un coup d’Etat ? Est-ce une révolution démocratique ?”* Il rappelait l’affrontement, il y a plusieurs mois, entre deux clans dans la petite ville frontalière de Moukatchevo, pour contrôler la contrebande avec l’Ouest, *“affrontement entre deux bandes issues de la bureaucratie corrompue, se servant l’une comme l’autre des services de sécurité”*.

Il rappelle que c’est un ancien dirigeant des Komsomols (organisation des Jeunesses communistes soviétiques) qui a pillé l’usine sidérurgique de Krivorijstal... Et pose la question : *“Est-ce que l’affrontement qui a lieu aujourd’hui entre Iouchtchenko et Ianoukovitch n’est pas de même nature ?”*

« Iouchtchenko, dit-il, se prépare depuis dix ans. C’est un fait connu que la “révolution orange” a été préparée grâce aux fonds versés par les institutions américaines, comme la Freedom House, Radio Liberté, ou encore l’association étudiante Pora (“Il est temps !”) financée par Soros, sur le modèle de ce qui s’est produit en Géorgie ou en Serbie... des millions de dollars, dont ils faut rappeler qu’ils ont été volés aux contribuables américains. De l’autre côté, il y a Ianoukovitch, représentant de la bureaucratie corrompue. Stoian, le dirigeant de l’appareil des syndicats officiels, a d’abord soutenu Iouchtchenko, puis s’est rallié à Ianoukovitch. En mai dernier, personne ne parlait de séparatisme en Ukraine, et voilà qu’aujourd’hui, on nous explique que l’Ukraine est divisée. Est-ce que dans ces élections, d’un côté ou de l’autre, la classe ouvrière y trouve ses intérêts ? Non, les deux groupes protègent les intérêts du système de la propriété privée des moyens de production. On parle de falsifications électorales, mais c’est un fait qu’il y a eu des falsifications des deux côtés. On présente Iouchtchenko comme

un homme neuf : mais il y a dans son équipe pas moins de vingt anciens ministres ou vice-ministres. Quant à Ioulia Timochenko, qui soutient Iouchtchenko, elle n’a qu’un objectif dans cette affaire : prendre le contrôle du capital d’Akhmetov, l’homme que sert Ianoukovitch. Et celui-ci n’a pas protégé les intérêts sociaux des travailleurs.

Cette “révolution”... non je ne veux pas utiliser le terme de révolution, mais ce coup d’Etat a cependant apporté quelque chose de positif pour le mouvement ouvrier, des conditions nouvelles pour se battre. Le peuple a montré qu’il avait repris confiance, qu’il n’avait plus peur des structures de répression issues de la bureaucratie corrompue. Les travailleurs commencent à s’intéresser à la politique, cela nous donne des possibilités plus grandes... N’oublions pas que la révolution de février 1917, comme révolution démocratique bourgeoise, a donné aux bolcheviks la possibilité de prendre le pouvoir en Octobre.

La tâche de notre organisation dans cette grave crise politique, c’est d’accumuler de l’expérience, de donner des armes aux organisations de l’ex-URSS, car nous savons que le scénario de la “révolution orange” est programmé dans quelques mois en Moldavie, à l’automne en Biélorussie et dans trois ans en Russie. Le régime bureaucratique de Poutine n’est pas si stable qu’il y paraît. Il nous faut discuter de thèses pour aller vers les masses.»

**“LES GENS ONT MANIFESTE
PARCE QU’ILS VEULENT QUE LEUR
AVIS SOÏT PRIS EN COMPTE”**

Une camarade explique alors : *« Je suis d’accord avec 50 % de ce que vient de dire le camarade. C’est vrai qu’il y a manipulation, mais pas seulement. Quand 200 000 personnes manifestent sur le Maïdan (place de l’Indépendance, à Kiev), cela ne peut être réduit à une simple manipulation technique. Ces gens-là ne sont pas venus par hasard, même si certains sont venus pour les concerts, etc. Que sont venus dire les gens ? “Il y en a*

assez de la corruption !” Les gens, les jeunes sont venus parce qu’ils veulent que leur avis soit pris en compte, et ça c’est positif. Je pense que c’est une révolution bourgeoise. Le paquet de mesures de “réforme politique” qui vient d’être voté par le Parlement ouvre des possibilités pour les organisations. Pour ce qui concerne les privatisations, Iouchtchenko a dit qu’il ne remettra pas en cause les privatisations des entreprises que se sont partagés les gens du clan de Ianoukovitch. De son côté, le gouvernement Ianoukovitch a fait payer de force les impôts des entreprises cinq mois à l’avance pour faire rentrer de l’argent dans le budget pour sa propagande électorale. Mais cet argent est volé sur la “sphère sociale”, c’est-à-dire sur le fonds des salaires et des avantages sociaux. La gauche a été absente de ces élections. Le PC a soutenu — sans le dire — Ianoukovitch. Je suis d’accord avec le fait qu’il faille dire “voté contre tous !”, car il n’y a rien de bon pour les travailleurs ni d’un côté ni de l’autre. Mais il faut examiner ce qui se passe en détails. Dans deux ans, les gens découvriront qu’il n’y a rien de bon chez Iouchtchenko. Iouchtchenko est un homme faible, qui change d’avis comme une girouette, selon son entourage... Concernant les menaces de partition de l’Ukraine, j’ai l’impression que, depuis le discours de Koutchma, la tension a baissé. Le gouverneur de Kharkov, qui avait menacé de faire un référendum sur l’autonomie, a déclaré depuis qu’il avait dit cela sous le coup de l’émotion... Je ne crois pas possible que l’Ukraine soit coupée en morceaux.

Alors, que devons-nous faire ? Il y a différentes positions dans notre organisation. Regardons la racine des problèmes et décidons d’un plan d’action commun. »

Un camarade pose la question : “Mais il y avait aussi sur le Maïdan des gens qui sont venus parce qu’ils avaient été payés. Des gens qui sont venus parce que les universités avaient été fermées pour obliger les gens à aller là-bas.”

La camarade reprend la parole : « Bien sûr, comme d’habitude, il y avait

des gens qui avaient été payés, mais pas seulement. A Kiev, une seule université avait fermé. Dans les autres, les gens sont venus de leur plein gré. Les gens ont aussi manifesté contre les pressions de la Russie. Les premiers jours, à Kiev, spontanément, une lettre à Poutine a été écrite pour dire : “C’est à nous de régler nos propres affaires !” A Jitomir (une ville de province), beaucoup de gens ont soutenu Iouchtchenko parce que ces derniers mois, de grandes usines ont été privatisées par l’équipe de Ianoukovitch. »

Une jeune enseignante de Jitomir ajoute : « Oui, mais, par contre, chez nous, les partisans de Iouchtchenko ont installé un “campement” orange dans le centre-ville, mais les foules ne se sont pas pressées pour y participer. Il y avait bien quelques personnes avec des pancartes, mais sans plus. »

Un étudiant de la ville de Soumy explique : “Chez nous aussi, beaucoup de gens ont soutenu Iouchtchenko, parce qu’en mai et juin de cette année, il y a eu une grande mobilisation des étudiants contre la fusion des trois universités, décidée par le gouverneur, qui appartient au groupe du Donetsk (groupe de mafieux autour de Ianoukovitch). Cette question a vraiment pesé dans le choix des gens.”

Un participant demande alors : “Si c’est un mouvement pour la démocratie, y a-t-il des formes d’organisation des masses constituées par en bas ?”

LE COMITE DES ETUDIANTS DE MIKOLAIEV

Le rapporteur explique alors : « Il y a des formes manipulées : l’association financée par Soros, Pora, tout ce qui dépend directement de la coalition “Notre Ukraine” de Iouchtchenko, etc. Mais cela ne veut pas dire qu’il n’y a pas eu dans ce mouvement des formes d’organisation des jeunes et des travailleurs eux-mêmes. A Mikolaïev, à l’université, s’est constitué au lendemain des élections un comité étu-

diant, comité au point de départ sur la question des élections, avec comme mot d'ordre la démocratisation. Ils n'étaient en relation ni avec Pora, ni avec Iouchtchenko, ni avec l'état-major local de Iouchtchenko à Mikolaïev. Pora avait organisé des actions étudiantes dans d'autres universités de la ville. Mais personne n'avait discuté avec les étudiants de cette université-là. Ils ont décidé tout seuls de descendre dans la rue, ont constitué leur comité, et ils ont commencé à définir leurs revendications : "Démocratisation, liberté de réunion, élections libres, droit de constituer un syndicat". Puis ils ont ajouté des revendications sociales : "Plus de places dans les foyers d'étudiants (cités universitaires), augmentation des bourses, tarifs spéciaux dans les transports..." Autant de choses que Pora ne demande pas, bien que eux-mêmes se soient baptisés du nom de Pora. Mais ces revendications ne sont pas celles de Pora, Pora n'en parle jamais. Bien sûr, ils demandent que Iouchtchenko soit président... mais pour lui demander cela : les bourses, les foyers... »

Un autre explique : « Dans l'une des universités de Kiev, existe un comité d'étudiants. La grande majorité des étudiants de l'université soutenant Iouchtchenko, tous sont partis sur le Maïdan. Ils sont restés là-bas quelques jours. Petit à petit, les revendications ont commencé à apparaître. C'est une université privatisée, où les étudiants doivent payer. Mais les questions du nombre de places gratuites, les questions sociales ont commencé à se poser dans les discussions en petits groupes. On sait que d'autres groupes ont publié des tracts avançant des revendications sociales. Près du stade Dynamo à Kiev, on a vu des affiches fabriquées par des étudiants qui détournaient le logo de Pora avec la mention "Pora rouge". »

"LE PASSAGE DE IANOUKOVITCH A IOUCHTCHENKO NE CHANGE PAS LES FONDEMENTS DE LA SOCIÉTÉ"

Le rapporteur reprend : « Je suis très

réserve sur la comparaison qui a été faite par un camarade avec la révolution de février 1917. Il y a des structures d'organisations indépendantes qui se sont constituées, mais la majorité des manifestants sont encadrés par les structures "orange". Quand nous parlons des "événements orange" — je dis "événements", car je ne veux pas utiliser le terme de "révolution", car le passage de Ianoukovitch à Iouchtchenko ne change pas les fondements de la société —, il y a à la fois l'aspiration à la démocratie et en même temps la manipulation. On ne peut soutenir cette manipulation de l'impérialisme américain. »

Un autre camarade prend la parole :
« Je voudrais dire mon sentiment : beaucoup de gens sont descendus dans la rue. Ces événements donnent à beaucoup de gens l'idée que leur opinion sera prise en compte, donc ils vont sur le Maïdan, parce qu'ils y voient la possibilité d'un changement. Mais quelle est la réalité ? Aujourd'hui, la moitié de la société est sans travail. Avec l'expérience de ce qui se passera ensuite, ils comprendront qu'il faut lutter pour des idéaux sociaux. Maintenant, il nous faut dialoguer, faire un travail idéologique. Le Parti socialiste ukrainien a appelé dès le lendemain du premier tour à voter pour Iouchtchenko, et le Parti communiste a pris, dans les faits, position pour Ianoukovitch. Ils se sont décrédibilisés. Quand on discute avec les gens, ils nous demandent : "Et vous, de quel côté êtes-vous ?" Mais il y a des gens qui se posent des questions, c'est pourquoi il faut définir notre rôle, élaborer nos tâches. »

Un autre camarade : « Il faut réfléchir à un aspect : Ianoukovitch a préparé Iouchtchenko. Trotsky nous a expliqué que la bureaucratie "restaurationniste" irait jusqu'au bout si les ouvriers ne réussissaient pas à renverser sa domination. A chaque étape, la bureaucratie a préparé les conditions de l'étape suivante. C'est ainsi que Staline a préparé Khrouchtchev, puis Brejnev a préparé Gorbatchev, qui a provoqué l'effondrement de l'URSS, lui-même préparant Eltsine et le pillage de la Russie, qui se poursuit à un autre stade avec Poutine (et en Ukraine, de la même

façon). Car tous se sont soumis au système de la propriété privée des moyens de production qui, à l'échelle mondiale, ne provoque aujourd'hui que ruine, guerres et dislocation des nations. »

“LA MENACE D'ECLATEMENT DU PAYS EXISTE BEL ET BIEN”

Un camarade prend la parole :
 « Nous comprenons ici que les “événements orange” sont le résultat d'un dispositif de l'impérialisme. Nous en avons parlé il y a déjà un an, on avait écrit des articles dessus : la mise en place des infrastructures, l'arrivée des conseillers américains, les “fonds” financés par les institutions occidentales... A l'époque, personne d'autre n'en a parlé, mais tout cela a été préparé, on ne peut pas le nier. Des centaines de milliers d'Ukrainiens sont descendus dans la rue, c'est un fait. Ils ont exprimé une aspiration : “Nous voulons vivre sans criminels”. Ils ne rejetaient pas seulement Ianoukovitch, mais tous les criminels. Ils ont manifesté contre les falsifications, car il y a eu des falsifications. Mais ceux qui ont organisé le “village de tentes” à Kiev, c'est autre chose, ce sont les militants des ONG financées de l'extérieur. Le mouvement qui s'est exprimé, c'est un mouvement de protestation contre le pouvoir. Mais il y a manipulation et des deux côtés. L'ingérence extérieure aussi est un fait. Il suffit de voir les titres des journaux : le Wall Street Journal, par exemple, titre “De Bagdad à Kiev...”. Quant à Brzezinski, l'ancien conseiller du président américain Carter, il a fait une déclaration début décembre 2004 : “Il est clair que la révolution orange va réveiller dans un futur proche les peuples de Biélorussie, de Moldavie et des anciennes républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale”. Quant à la menace d'éclatement du pays, ne nous trompons pas, elle existe bel et bien. Ainsi, dès le deuxième second tour de la présidentielle passé, doit être discuté un projet de “fédéralisation” de l'Ukraine qui menace notre nation. Voilà l'origine de ceux qui ont manipulé.

Maintenant, il est vrai que ces événements ont ouvert de plus grandes possibilités pour l'activité des travailleurs. Ne parlons pas de la “démocratie” en géné-

ral. Pour l'ouvrier, la démocratie, ce sont des choses très concrètes : la liberté de parole, la liberté d'organisation, le droit de grève, le droit de choisir son destin, les garanties pour défendre ces droits contre l'Etat. C'est pourquoi nous devons soutenir les initiatives comme celle des étudiants de Mikolaïev qui ont établi leurs propres revendications. »

GRÈVE POUR LE PAIEMENT DES ARRIERES DE SALAIRES DANS UNE USINE DE POLTAVA

Un autre raconte : « A l'usine Turbomécanique de Poltava, une grève a eu lieu sur des revendications ouvrières. Ce n'était pour soutenir ni Iouchtchenko, ni Ianoukovitch. Les travailleurs revendiquaient le paiement des salaires qu'ils n'avaient pas touchés depuis deux mois et, deuxièmement, pour la démocratisation. Les ouvriers se sont réunis, ont adopté une résolution et décidé de constituer un syndicat indépendant. Les travailleurs ne se sont rangés sous aucun drapeau, ni sous le drapeau orange, ni sous le drapeau blanc-bleu. Ils ont décidé la grève, ont constitué un comité ouvrier. Cela s'est produit juste après le second tour, vers le 23 ou 24 novembre. L'un des participants à la grève a déclaré : “Peu m'importe qui va être élu président, que ce soit Iouchtchenko, sous lequel on a privatisé l'usine, ou sous Ianoukovitch, qui a fait payer en avance les impôts à l'entreprise.” Ianoukovitch, pour faire entrer de l'argent dans le budget, a fait payer aux entreprises plusieurs mois d'impôts, que celles-ci ont prélevé sur le fonds des salaires et des avantages sociaux, aboutissant aux retards de salaires. »

“UN SIMPLE BOUT DE PAPIER QUI A CIRCULE PARMIS LES OUVRIERS”

Un autre poursuit : « Dans une grosse entreprise de construction de transports de Kiev, un comité ouvrier d'une douzaine d'ouvriers s'étaient constitué avant les élections, mais jusque-là, à cause des

pressions de l'administration de l'usine, il ne pouvait intervenir ouvertement. Au moment où tous les gens sont descendus dans la rue, le comité a rendu publique sa plateforme en vingt points, parmi lesquels "Non aux licenciements, paiement des salaires, accès aux foyers ouvriers", et également protestation contre les "horaires flottants" qui font que l'ouvrier peut être appelé à travailler un jour trois heures, le lendemain douze heures, sans parler des jours de congés que l'administration refuse... Ils revendiquaient donc des journées de travail aux horaires moins déséquilibrés. Le comité n'a pris position ni pour les "oranges" ni pour les "bleu et blanc". Cela a fortement inquiété la direction de l'usine, qui était prête à laisser les ouvriers aller soutenir Iouchtchenko ou Ianoukovitch. A un tel point que la direction a dit : d'accord, on va examiner les horaires de travail, les foyers, les jours de congés et les primes pour enfants, et ils ont lâché un certain nombre de revendications... Ils ont juste fait circuler leur liste de revendications : il n'y a pas eu grève, pas de manifestation, pas de négociation. Simplement un bout de papier qui a circulé parmi les ouvriers, au moment de ces événements, et l'administration a eu peur, les ouvriers en ont profité. On sait qu'à Jitomir, Vinitsia, Kharkov, Soumy, de telles initiatives d'auto-organisation des travailleurs ont eu lieu. »

"JE N'AI PAS VU UNE SEULE DIFFÉRENCE DANS LE PROGRAMME DES DEUX CANDIDATS"

Un autre camarade : « Quand on parle de deux candidats, je n'ai pas vu dans leur programme économique une seule différence. Lorsque Iouchtchenko était Premier ministre (de 1999 à 2001), il a vendu six entreprises d'Etat d'énergie régionales. Deux ont été vendues à la compagnie multinationale américaine AES, qui est connue dans les pays de l'ex-Union soviétique comme une compagnie de pillage sans scrupules : augmentation des tarifs, aucun entretien des réseaux énergétiques endommagés par les pluies torrentielles ou les tempêtes de neige, etc.

AES exigeait en plus la privatisation de centrales nucléaires, mais, à l'époque, Iouchtchenko n'a pas été en mesure de le lui accorder. Iouchtchenko a également privatisé la majorité des raffineries de pétrole. Elles ont été vendues à des entreprises russes : Lukoil, TNK, etc. C'est sous le gouvernement Iouchtchenko qu'a eu lieu l'une des plus grande vague de privatisations.

Sous Ianoukovitch, a commencé la privatisation des combinats miniers, entraînant une hausse du prix du minerai enrichi, puis des combinats de la métallurgie. Un certain nombre de personnes de l'entourage de Ianoukovitch, Gavrich, Bondourka, et des députés qui le soutenaient ont reçu six ou sept hectares de terres prestigieuses autour de Kiev, ils ont privatisé une grande partie de ces terres et les ont redistribuées pour quelques kopecks. Sous Ianoukovitch, il y a eu des pressions énormes sur les mineurs, il y a eu des pressions énormes sur les entreprises, que l'on a forcées à payer plusieurs mois l'avance les impôts. Le ministre du Travail avait déclaré qu'il n'y avait aucun risque que cet argent soit pris sur le fonds des salaires et la Sécurité sociale, mais c'est faux, cela a entraîné des retards de salaires énormes parce que, justement, l'argent des impôts a été pris sur le fonds des salaires. C'est de là que provient la prétendue "croissance économique". Cela les gens le savent.

Il n'y a pas sur le plan économique de différence majeure entre Iouchtchenko et Ianoukovitch, les deux ont privatisé et continuent à privatiser. »

"MIEUX VAUT LA PRIVATISATION SALE QUE PAS DE PRIVATISATION DU TOUT"

« L'un des soi-disant "économistes" du Carnegie Center qui sévissait alors sous le gouvernement Iouchtchenko, et qui travaillait étroitement avec le Fonds américain appelé "Freedom House", avait déclaré à l'époque : "Mieux vaut la privatisation sale que pas de privatisation du tout." Et ce principe est commun à Iouchtchenko et Ianoukovitch, car ils se sont tous deux soumis au FMI.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Ukraine indépendante n'avait pas un kopeck de dette extérieure, puisque la dette de l'Union soviétique avait été transférée à la Russie.

En 1992, l'Ukraine a signé un mémorandum avec le FMI, et de 1992 à 1996, nous avons créé une dette, s'élevant à 9,7 milliards de dollars. Le prêt de 400 millions de dollars pour acheter du pétrole russe a été purement et simplement volé. Aujourd'hui, la dette s'élève à 25 milliards de dollars et elle ne cesse d'augmenter. Qui a signé cet accord avec le FMI ? C'est l'ancien président Kravtchouk, qui soutient Ianoukovitch, et son vice-premier ministre de l'époque, qui aujourd'hui soutient Iouchtchenko. Dans la même période, jusqu'en 1997, l'Ukraine qui comptait 22 millions de postes de travail en a perdu 8, et aujourd'hui, ce sont 10 millions de postes de travail qui ont disparu.

Voilà ce qu'ont fait les "bleu-blanc" et les "orange". Il n'y a aucune opposition de principe entre les blocs des deux candidats, c'est juste une lutte entre deux clans.»



Les aspirations du peuple ukrainien à devenir une nation libre et souveraine peuvent-elles être satisfaites par Iouchtchenko ou Ianoukovitch ? Peuvent-elles être satisfaites sous l'égide de Bush,

de Poutine ou de l'Union européenne ? A cela, les participants ont répondu, dans une résolution unanime :

"Les délégués de la conférence ont affirmé que, dans la situation présente, la défense de l'indépendance des organisations ouvrières dans les Etats de l'ex-URSS, de l'Europe centrale et orientale était la tâche majeure du mouvement ouvrier (...). Nous ne pouvons soutenir une quelconque fraction de l'ancienne nomenklatura, dont le programme est pour toutes orienté vers les privatisations et la destruction de l'économie, comme les faits portés à la connaissance de la conférence l'ont démontré."

Résolution qui, reprenant les initiatives des travailleurs de l'usine de Poltava pour le paiement des arriérés de salaires, celle de l'usine de transport de Kiev pour les revendications, des revendications du comité étudiant de Mikolaev... se conclut par ces lignes : *"Les participants à la conférence affirment leur opposition à l'ingérence de gouvernements étrangers et d'institutions internationales dans les affaires intérieures des pays de l'ex-URSS, et appellent les travailleurs à défendre la souveraineté de leurs nations."*

Payer la dette, soumettre le pays à l'impérialisme conduit à la destruction de la nation. Mais, à l'inverse, quand les étudiants définissent leurs revendications, quand les ouvriers de Poltava font grève et s'organisent en comité ouvrier pour exiger le paiement des salaires qu'on ne leur

Moldavie : interview d'un militant de l'Association pour la justice sociale

verse plus depuis des mois, exigeant de se réapproprier leurs salaires, donc leur usine... n'expriment ils pas la volonté de tous les ouvriers à se réapproprier leur nation ?

« La situation en Moldavie est la suivante : le parti de Voronine, c'est ainsi que j'appelle le "Parti communiste de Moldavie" qui est au pouvoir, contrôle 70 % des sièges au Parlement. Ce qui signifie qu'il a la majorité absolue du point de vue constitutionnel pour faire ce qu'il veut. Mais ce qui se passe, c'est que ce parti ne fait rien pour élever le niveau social du peuple. L'homme le plus riche de Moldavie n'est autre que le propre fils de Voronine. En Moldavie, le salaire moyen est un des plus bas de toute l'Europe. Le salaire moyen s'élève à 80 dollars américains. Mais il arrive que l'on touche 30, voire 20 dollars par mois. Je peux vous donner l'exemple d'un de nos camarades, un jeune enseignant, qui gagnait 30 dollars par mois pour 14 heures de cours par semaine. Et les syndicats ne font rien parce que le gouvernement peut décider quand il veut de remplacer les chefs des syndicats. »

“LE PARTI COMMUNISTE MOLDAVE AU POUVOIR OBEIT A L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS”

« Le Parti communiste de Moldavie, qui est au gouvernement depuis plusieurs années, est au service direct de l'impérialisme américain. Je voudrais vous donner deux exemples parmi les très nombreux qui démontrent cela. La Moldavie a participé à l'agression militaire impérialiste contre le peuple irakien. Certes, de façon "symbolique" : vingt de nos soldats ont été envoyés en Irak, mais comme vous vous le rappelez, le gouvernement Bush avait besoin à l'époque que la coalition contre l'Irak soit la plus large possible pour faire croire que l'opinion publique internationale s'était rangée derrière la politique de Bush. Et ils ont trouvé pour cela Voronine de Moldavie, qui a répondu servilement à cette demande. Le deuxième exemple concerne le projet de fédéralisation de la Moldavie. Je ne dis pas que c'était un bon projet de loi. Mais il se trouve que, alors que tout était prêt à être signé par Voronine, l'ambassade des Etats-Unis a

appelé, et dit "Pas maintenant...". Et l'opinion de Voronine sur ce document a changé du jour au lendemain, il ne l'a pas signé.

La médecine n'est plus gratuite, les avantages sociaux, notamment les transports gratuits pour certaines catégories de travailleurs, ont été liquidés par les gouvernements successifs, dont celui de Voronine. Voilà des mois et des mois que le prix du pain — un des produits de consommation de base du peuple — a été augmenté, suite à la crise qui a suivi la mauvaise récolte de l'année dernière. Mais rien n'a été fait pour subventionner le prix du pain. L'agriculture, un des secteurs majeurs de l'économie, est menacée d'étranglement. La population est passée, en quelques années, de 4,6 millions à 3,6 millions. La population vit dans des conditions extrêmement difficiles, elle n'a plus aucune confiance dans les partis bourgeois qui dirigent la société. Mais il n'existe pour le moment aucune alternative à ces partis. »

« UN SCENARIO A L'UKRAINIENNE EST DEJA PRÊT, MÊME SON NOM : LA "REVOLUTION DU TOURNESOL" »

« Si jamais Voronine ne disait pas oui à tout ce qu'exige l'ambassade américaine, il y a de sérieux risques qu'aux prochaines élections le bloc électoral "Moldavie démocratique", dirigé par le maire de Chisinau (Kichinev), soit en mesure de parvenir au pouvoir, dans des conditions tout à fait particulières, c'est-à-dire que ces gens-là seraient prêts à prendre le relais. Et en même temps, Voronine fait tout ce que l'impérialisme américain demande... »

Mais il y a une véritable possibilité de répétition de ce qui vient de se passer en Ukraine. Depuis le mois de mai dernier, nous entendons parler d'une possible "révolution du tournesol", qui, s'appuyant sur des institutions financées par les Etats-Unis, pourrait se produire pendant et après les élections d'avril-mai 2005. Un "Comité pour des élections libres et propres", rassemblant des ONG, s'est déjà mis en place pour jouer le rôle "d'observateur", comme en Ukraine. Ils viennent de toucher 5 000 dollars de la part des fonds américains : Fonds Eurasie, National Institute for Democracy, Fonds

LA VERITE Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer La Vérité :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : *La Vérité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

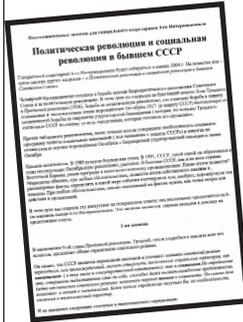
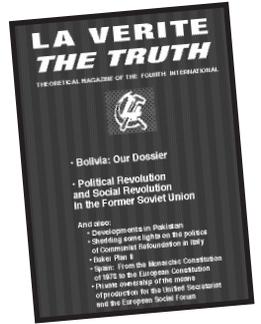
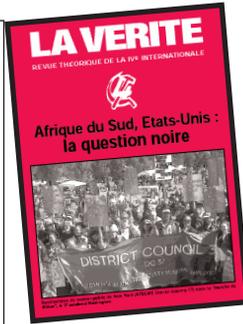
• **Edition allemande** : Vierte Internationale, *La Vérité*, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** :
The Truth, Bill Hooldsworth ;
14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP.
Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



De Tentulia à Teknaf : la nation bangladeshie veut vivre

Par Tafazzul Hussain

Le 11 décembre 2004, du nord au sud du pays, des millions de Bangladeshis se sont mobilisés dans une immense manifestation de protestation. De Tentulia, à l'extrême nord du pays, jusqu'à Teknaf, à son extrême sud, ils ont formé une immense chaîne humaine continue pour protester contre la politique de soumission à l'impérialisme. Les estimations sur le nombre de manifestants vont de deux à cinq millions de participants. C'est tout un peuple qui a affirmé sa volonté de vivre.

Le principal parti d'opposition, l'Awami League, et un ensemble de partis politiques avaient appelé à cette manifestation pour exprimer leur refus d'accorder leur confiance à l'actuel gouvernement, reposant sur une coalition dirigée par le BNP (1).

Le Parti démocratique des travailleurs, affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et dont l'une des composantes est constituée par la section de la IV^e Internationale au Bangladesh, appelait à cette manifestation sous ses propres mots d'ordre. Dans certaines villes et certains villages, l'organisation de la chaîne était placée directement sous la responsabilité du Parti démocratique des travailleurs. Au cours de cette journée du 11 septembre,

le Parti démocratique des travailleurs a diffusé un tract pour l'indépendance et la souveraineté du pays. Nous le reproduisons intégralement en conclusion de cet article.

Si cette manifestation a connu un tel succès, c'est que, pour la masse de ceux qui y ont pris part, ce qui était en jeu était beaucoup plus qu'un message de "refus de confiance" à l'égard du gouvernement actuel. Le message formulé avec une force exceptionnelle par ces centaines de milliers de manifestants alignés d'un bout du pays à l'autre dépassait de loin cet aspect.

Ce qu'ils exprimaient, c'était la volonté du peuple du Bangladesh de sauver le pays, d'en préserver la souveraineté et l'unité. La manifestation montrait que les travailleurs

(1) Les deux principaux partis qui se réclament de la bourgeoisie nationale au Bangladesh et qui dominent le Parlement sont l'Awami League et le Bangladesh National Party (BNP). L'Awami League, qui a son origine dans la guerre d'indépendance aboutissant à la constitution du Bangladesh (voir note 2), a des racines plus profondes dans le mouvement populaire. L'Awami League et le BNP, qui se succèdent au pouvoir dans une sorte d'alternance, ont en commun d'avoir, lorsqu'ils étaient au pouvoir, appliqué les directives et les plans du FMI et de la Banque mondiale. Aujourd'hui, c'est le BNP qui forme le gouvernement.

du Bangladesh entendaient défendre leur vie contre la terreur, leurs emplois et leurs salaires contre les privatisations et les destructions.

UNE LOI D'IMMUNITÉ DE LA BANQUE MONDIALE

Cette manifestation se déroulait à quelques jours d'un vote au Parlement sur un honteux projet de loi présenté par le parti gouvernemental à la demande du FMI et de la Banque mondiale. Une loi qui assurerait une immunité totale à la Banque mondiale, au FMI et à leurs employés pour toute poursuite à contre des d'actes commis par ces institutions sur le territoire du Bangladesh.

En d'autres termes, les lois du Bangladesh ne s'appliqueraient pas à ces institutions et à leurs agents. Le Bangladesh est sommé de renoncer à l'un des attributs constitutifs de son indépendance nationale : le droit souverain à juger devant ses propres tribunaux ceux qui mettent en cause les lois du pays.

Dans quelles conditions d'ensemble s'inscrivent ces développements ?

Dans les dernières années, la situation politique et sociale du Bangladesh n'a cessé de se détériorer. L'enlèvement pour obtenir une rançon est devenu une activité courante. Le terrorisme, les assassinats, le pillage, les vols, les viols et, de manière générale, le climat d'illégalité ont atteint un point tel que l'existence de ce pays comme "Etat de droit", comme pays civilisé, est mise en cause.

Pratiquement, il existe un Parlement censé avoir été démocratiquement élu (!). Mais le gouvernement de ce pays, l'un des plus pauvres du monde, même s'il est riche en ressources, compte cent ministres ! Pour son budget national, le gouvernement est tributaire de prêts étrangers, quelles que soient les conditions qui les accompagnent — et pour ce qui est du paiement des salaires des ministres et des bureaucrates, il doit emprunter auprès des banques locales.

Après une longue période de pouvoir autocratique et militaire, un gouvernement élu est arrivé au pouvoir en 1991. Mais auparavant, deux anciens chefs de l'Etat

avaient été abattus, dans un pays où la guerre de libération de 1971 (2) a provoqué la mort de plus de trois millions de personnes.

Le retour à une forme parlementaire de gouvernement, en 1991, ne fut pas un don du ciel, mais a pu bénéficier de l'appui des grandes puissances impérialistes sous certaines conditions. Immédiatement après son arrivée aux affaires, le gouvernement a entrepris des privatisations massives, des licenciements et des fermetures d'entreprises. Il a cédé à des compagnies américaines et britanniques le contrôle des terrains potentiellement riches en pétrole. La privatisation de l'éducation et des services de santé, des affrontements armés dans les universités, y compris entre étudiants membres du même parti, le parti gouvernemental, ont eu lieu.

Le résultat en a été la fermeture pendant de longues périodes de l'Université, ce qui a facilité le développement d'unités d'enseignement privées. Le terrorisme, la corruption, les enlèvements, et même les meurtres par les gros bras des services du pouvoir et leurs complices, ont été tolérés. Les investisseurs, les prétendus fournisseurs d'une aide internationale escomptaient recueillir à leur profit les fruits de ce désordre.

L'impérialisme américain, avec l'Union européenne, patronna le maintien au pouvoir de la clique actuelle en poursuivant les buts suivants :

- remise des champs potentiellement riches en pétrole et en gaz aux multinationales américaines et britanniques, comme UNOCAL ;
- cession du port de Chittagong à la compagnie américaine SSA ;

(2) Le Bangladesh est la partie du Bengale où la population est très largement musulmane. Lors de la partition, ce territoire fut séparé du reste du Bengale, qui forma pour sa part l'un des Etats de la République indienne, sous le nom de West Bengale (Bengale-Occidental), avec Calcutta comme capitale. Ce qui constitue aujourd'hui le Bangladesh fut d'abord une partie du Pakistan, sous le nom de Pakistan-Oriental. La tentative du gouvernement militaire pakistanais d'imposer l'ourdou comme langue officielle aux dépens du bengali, langue parlée et écrite depuis des siècles, est l'un des éléments qui provoquèrent la révolte du peuple du Bangladesh. Le cadre d'un Etat "musulman" ne put contenir les aspirations nationales. Au terme d'une guerre sanglante, le Bangladesh se constitua en nation indépendante.

- exportation du gaz naturel produit au Bangladesh par UNOCAL (sans satisfaire les besoins nationaux) ;
- signature de traités comme SOPA et HANA avec les Etats-Unis ;
- soutien à toutes les actions des Etats-Unis et à leurs agressions dans le monde ;
- après privatisation, prise de contrôle par les Etats-Unis des banques et des institutions financières du Bangladesh ;
- mise en œuvre de toutes les mesures destructrices du FMI et de la Banque mondiale ;
- ouverture de corridors à travers le Bangladesh pour le “Triangle d’or” (3) ;
- passage libre à travers le Bangladesh des marchandises indiennes pour les Etats de l’est de l’Inde.

La soumission de l’actuel parti gouvernemental aux impérialistes a été démontrée sans équivoque par la manière dont les ambassadeurs successifs des Etats-Unis interviennent sans vergogne dans les affaires nationales. Cette ingérence a atteint un point tel que les politiques gouvernementales en matière d’industrie, de commerce, de relations du travail — et même de la politique étrangère dans son ensemble — sont dictées par les représentants des puissances impérialistes à Dacca.

Le peuple a de plus en plus largement saisi ce qu’était le plan des impérialismes et a engagé avec force la résistance à ces plans. Si la situation au Bangladesh est marquée par une profonde offensive impérialiste et ses conséquences, elle l’est aussi par la résistance continue des masses populaires.

Aussi, le projet d’exportation du gaz par l’entremise d’UNOCAL — contraire aux intérêts du Bangladesh — a-t-il été dénoncé, et des manifestations s’y opposant ont eu lieu dans tout le pays. Le gouvernement a dû battre en retraite, comme cela a aussi été le cas par rapport à plusieurs traités correspondant aux exigences impérialistes.

Le peuple s’est fortement opposé à ce que le pays se joigne à la guerre d’invasion de l’Irak menée par les Etats-Unis, et les cliques dirigeantes n’ont pu effectivement participer à cette guerre. Comme on le verra plus loin, la volonté de mainmise de l’impérialisme a connu d’autres échecs, notamment à propos du port de Chittagong.

L’ADMINISTRATION AMERICAINE ENTEND METTRE EN ŒUVRE SES PROPRES DECISIONS

En dépit de tout cela, l’intérêt de l’impérialisme américain à l’égard du Bangladesh n’a fait que s’accroître et, avec cet intérêt, la volonté d’agir en maîtres. Le journal *Daily Janakantha*, daté du 12 octobre 2004, écrivait à ce sujet :

« Des représentants de haut rang de l’administration américaine visitent fréquemment le Bangladesh. Tous parlent dans les mêmes termes des affrontements politiques, de la corruption, des problèmes de sécurité. Ils rencontrent — en les plaçant sur le même plan — le Premier ministre et le leader de l’opposition. Cet enthousiasme manifesté par la superpuissance américaine inquiète le peuple du Bangladesh. Aujourd’hui, le responsable pour l’aide des Etats-Unis, Andrew Natscios, est à Dacca. Le mois dernier, l’adjoint au ministre des Affaires étrangères, Torcal Peterson, a visité le Bangladesh ; il avait été précédé par Copper Black, ancien responsable de la CIA et de la lutte antiterroriste. Il a été signalé qu’ils reviendraient tous d’ici peu.

L’administrateur pour l’aide étrangère des Etats-Unis a dit aux journalistes que, lors de son entretien avec le Premier ministre, il a parlé de “la faiblesse de l’administration et de la corruption comme constituant un système d’alarme pour le pays”.

Auparavant, Torcal Peterson avait déclaré que la démocratie était fragile au Bangladesh et qu’elle pouvait être perdue à tout moment. Il a ajouté que, “alors que toute la maison est en feu, les politiciens se battent entre eux pour savoir qui couchera dans la chambre du maître”. Analysant la situation critique du pays, il en a rendu responsables à la fois le parti au pouvoir et les partis d’opposition.

Les experts internationaux considèrent que l’administration américaine ne tient qu’à une chose : mettre en œuvre partout ses propres décisions. C’est pour cela que l’adjoint au ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis a critiqué à la fois le gouvernement en place et ceux qui veulent le remplacer, le parti d’opposition Awami League. Il les a critiqués l’un et l’autre,

(3) La grande zone du trafic de la drogue.

car il n'a pas confiance en eux, et il est sans doute à la recherche d'une troisième force qui pourrait mieux faire prévaloir les intérêts américains. Cette année, les visites de représentants de l'administration américaine deviennent plus fréquentes.

En février dernier, M. Michael Sison, en charge des affaires de l'Asie du Sud, a visité le Bangladesh. En mai, ce fut le tour de la secrétaire d'Etat adjointe, Cristina Rocca. En juin, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, lui-même, s'est rendu au Bangladesh. En août, Marc Taylor, coordinateur du service gouvernemental américain qui s'occupe des problèmes d'enlèvements de femmes et d'enfants, s'est également rendu au Bangladesh.

M. Torcal Peterson, dont nous avons déjà signalé la présence, a été le plus direct des représentants américains : il a clairement signifié à la presse qu'il était là pour exprimer le mécontentement de l'administration américaine à l'égard de l'état de choses existant au Bangladesh. Il a été signalé qu'il reviendrait prochainement.

Quand on a demandé au docteur Akmal Hossein, professeur à l'Institut des affaires internationales de l'université de Dacca, ce qu'il pensait de tout cela, il a répondu que de tels propos émanant de dignitaires étrangers n'étaient pas sans signification. Quand on lui a demandé quelle était cette signification, il a répondu :

« Les Etats-Unis sont aujourd'hui dans une meilleure position pour exprimer ouvertement leur suprématie mondiale. Aussi, sont-ils très clairs quant à leurs motivations, sans rien cacher. Les gouvernements précédents et le gouvernement actuel du Bangladesh ne peuvent servir les buts des Etats-Unis. Aussi ceux-ci n'ont-ils confiance ni dans les uns ni dans les autres (...). Les Etats-Unis suivent toujours leur propre programme. Il est donc naturel qu'ils recherchent quelqu'un qui puisse faire ce qu'ils estiment nécessaire. »

D'ailleurs, pendant son séjour, M. Peterson a donné une interview à une TV locale pour déclarer « que le peuple du Bangladesh était en faveur de l'exportation du gaz par UNOCAL et que seuls les politiciens s'y opposaient ».

Pour sa part, le professeur Akmal a conclu en disant qu'« exercer une pression sur les deux grands partis politiques et exprimer des doutes quant à l'avenir de la démocratie au Bangladesh ne sont que des moyens pour mettre en œuvre les mesures voulues par les Etats-Unis ». »

« POUR LE BANGLADESH, L'ATTENTAT DU 21 AOÛT EST EQUIVALENT A CELUI DU 11 SEPTEMBRE 2001 »

Un autre journal à grand tirage, le *Manab Zamin*, dans son numéro du 6 octobre, publiait un article sur le même sujet, qui se référait à Hamid Karzaï, le président de l'Afghanistan :

« Hamid Karzaï occupe maintenant une place importante dans les discussions au sujet de la situation politique en Asie du Sud. Personne ne peut prédire si dans cette zone un nouvel Hamid Karzaï apparaîtra ou non. Mais son nom est souvent prononcé au sujet du Bangladesh. Certains pensent que le rapport de la commission d'enquête sur l'attentat du 21 août (4) implique clairement l'existence d'un Hamid Karzaï pour le Bangladesh. D'après ce rapport, les motifs qui se trouvent derrière cette attaque pourraient être la mise en place d'un gouvernement de soumission semblable à celui existant aujourd'hui à Kaboul.

Les déclarations de M. Mannan, secrétaire général du BNP, pointent dans la même direction. S'adressant aux journalistes, il a déclaré : « Si le BNP est jeté hors du pouvoir, qui le remplacera ? Un gouvernement contrôlé par des experts étrangers ? » Certains observateurs disent que la même idée se trouve dans le rapport du juge Joynal Abedin, qui ne mentionne pas le nom d'un pays étranger à propos de l'attentat, mais on peut deviner quel est ce pays par rapport à la position géographique du Bangladesh, le rapport disant explicitement qu'un pays étranger est impliqué. Il est aussi présumé qu'aucun groupe fondamentaliste n'a les moyens d'une attaque de cette ampleur, incluant l'assassinat de la dirigeante de l'opposition et ex-Premier ministre, Sheik Hasina.

Des sources bien informées expliquent que certains des voisins du Bangladesh passent des nuits sans sommeil en pensant aux développements dans ce pays. Dans la prochaine décennie, la population du Bangladesh atteindra les 150 millions, dont 92 % de musulmans (et, parmi ceux-

(4) Le 21 août, l'Awami League tenait au centre de Dacca un grand meeting, présidé par sa principale dirigeante, Sheik Hasina, ancien Premier ministre. Le meeting fut attaqué à la grenade et au fusil-mitrailleur. Sheik Hasina échappa de peu à la mort. Plus de 100 personnes furent tuées.

ci, une large majorité de sunnites).

Le nombre des madrasas (écoles coraniques) est de 64 000. La plupart des jeunes sont amenés à être en contact avec ces institutions religieuses. Comme celles-ci dispensent un enseignement des techniques modernes, elles peuvent aussi former au terrorisme. Elles ont un poids considérable sur les services de maintien de l'ordre et sur la justice. Par ailleurs, on note également des entrées de fonds considérables au compte d'institutions de charité islamistes.

Tous ces développements sont responsables de l'accroissement des affrontements armés au Bangladesh. Le résultat ultime de ces développements pourrait aboutir à une situation similaire à celle existant dans l'une des provinces du nord-ouest du Pakistan.

Si le gouvernement du Bangladesh n'élimine pas ces forces, le Bangladesh pourrait devenir un boomerang comme le Pakistan.

De cette appréciation, il ressort que la voie précaire vers un transfert "démocratique" de pouvoirs ne pourrait suffire pour faire face aux éléments décrits plus hauts. Ces forces pourraient conduire à un tournant dramatique comparable à celui du 11 septembre 2001.

Certains observateurs font remarquer que sans le 11 septembre, il eût été impossible de chasser le gouvernement taliban de l'Afghanistan. Aussi, pour aboutir ici à un développement "révolutionnaire", quelque chose de particulier doit se produire : l'attentat du 21 août est équivalent au 11 septembre pour le Bangladesh. Certaines sources soulignent que la manière dont les forces étrangères ont établi un réseau de transmissions radiophoniques pour ordonner les développements politiques en Afghanistan pourrait être introduite à brève échéance au Bangladesh.

Des commentateurs sérieux font remarquer qu'il ne manque pas de personnalités du type Hamid Karzaï ou Ahmed Chalabi (5) (...). Nommées par les impérialistes, ces personnalités sont les mieux à même de réaliser leurs plans.

Hamid Karzaï est devenu président de l'Afghanistan après avoir quitté son poste à UNOCAL. On ne sait quel type de Karzaï est en réserve pour le Bangladesh, mais le travail préparatoire est pratiquement terminé. La répétition générale (l'attentat du 21 août) a déjà eu lieu. La situation est telle que le peuple a perdu toute confiance dans les politiciens, les

forces de l'ordre et le pouvoir judiciaire. »

DES MARCHES DE PROTESTATION DE PLUSIEURS CENTAINES DE KILOMÈTRES

Les partis qui sont au gouvernement comme ceux qui sont dans l'opposition savent quels sont les objectifs véritables de l'impérialisme. Mais ni les uns ni les autres, engagés dans un conflit pour le pouvoir, ne dévoilent la réalité, ni ne mettent en avant les dangers imminents qui menacent le pays. Ils sont, les uns et les autres, en concurrence pour apparaître comme les alliés les plus fiables de l'impérialisme.

Les Etats-Unis utilisent les relations qu'ils ont établies avec l'Inde comme un atout. Lors des élections générales de 2000 au Bangladesh, les dirigeants du BJP, le parti hindouiste fondamentaliste, qui était alors au pouvoir en Inde, a ouvertement soutenu — et financé — le Bangladesh National Party (BNP), pourtant allié à des organisations fondamentalistes islamistes au Bangladesh. Pourquoi ? Dans l'espoir de voir le BNP accepter l'exportation de son gaz par le truchement d'UNOCAL, ainsi que le libre transit des marchandises indiennes à travers le Bangladesh vers les Etats de l'est de l'Inde.

Le BNP était en effet prêt à signer un tel accord au lendemain de sa victoire électorale, mais la résistance déterminée de la population modifia la donne. Le Comité national pour sauver l'énergie et les ressources du pays, dont le porte-parole est l'ingénieur S.-K. Shahidullah, organisa de grandes manifestations.

D'emblée, notre parti mobilisa ses forces pour soutenir ce mouvement et agit pour l'élargir. De nombreuses organisations politiques, des organisations syndicales, des militants et personnalités apportèrent également leur soutien. C'est le développement de cette résistance qui fit échouer l'accord avec UNOCAL et avec le gouvernement indien.

Trois longues marches eurent lieu : l'une de Dacca aux champs pétrolifères de Sylhet

(5) Ahmed Chalabi : le protégé des services secrets américains en Irak. Depuis, il est tombé en disgrâce et a été remplacé par Iyad Allaoui.

(450 km), une autre de Dacca à Khulna (400 km) et une troisième de Dacca à Chittagong (300 km). Des milliers d'hommes et de femmes participèrent à ces marches. Ces marcheurs furent rejoints par des dizaines de milliers de manifestants tout au long de leur marche. Sur les lieux d'arrivée, des rassemblements furent organisés avec une large participation de la population locale. Le long du parcours, les marcheurs étaient accueillis par des délégations de chaque village qui leur apportaient de l'eau et de la nourriture et leur offraient des fleurs. Les meetings principaux eurent lieu à Chittagong, Sylhet et Khulna.

Par moments, la police chercha à entraver ces marches, où se retrouvaient des travailleurs, des étudiants et des jeunes, cherchant à les intimider et procédant à des arrestations. Des douzaines de journées de grève générale eurent lieu contre le pillage du pays, la privatisation de l'énergie et la tentative de vendre le port de Chittagong. Les lignes de chemin de fer furent bloquées. Plusieurs manifestations eurent lieu à Dacca en direction du Parlement. Notre parti, le Parti démocratique des travailleurs, a largement participé à toutes ces activités.

En dépit de cette opposition de masse, l'impérialisme n'a pas mis fin à ses plans de démembrement du pays. Son intention était de s'emparer du principal port du pays, Chittagong. Le précédent gouvernement du Bangladesh, celui de l'Awami League, et l'actuel gouvernement du BNP étaient l'un et l'autre prêts à solder le port de Chittagong au complice de Bush et de Blair, la multinationale américaine SSA. Dans ce cas également, le peuple s'est dressé contre ce plan de destruction. Partant de Chittagong, avec l'appui du maire de la ville et du syndicat des dockers, un puissant mouvement uni a commencé à s'organiser sous le mot d'ordre : *"Le pays n'est pas à vendre ! Chittagong n'est pas à vendre !"*

L'EXPÉRIENCE DU COMBAT À CHITTAGONG

Notre parti prit l'initiative d'appeler à une conférence nationale pour sauver Chittagong. Cette conférence a réuni des délégations représentatives d'organisations syn-

dicales et de mouvements politiques de Chittagong et de tout le pays. Cette conférence fut une étape essentielle dans le développement du mouvement de résistance contre la privatisation du port.

Des représentants d'organisations ouvrières d'Inde, du Pakistan, des Etats-Unis et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ont participé à cette conférence. Le camarade Clarence Thomas, du syndicat des dockers des Etats-Unis (ILWU), représentant la section 10 (San Francisco), était présent. La résistance exprimée notamment dans cette conférence et s'appuyant en particulier sur le combat des travailleurs de Chittagong, notamment des travailleurs du port, a contraint pour le moment le gouvernement à renoncer à la remise de ce port à la multinationale SSA. Cette expérience est d'une très grande importance pour notre parti. Dans un échange de courriers sur notre activité, un camarade écrit :

« L'impérialisme, dominé par l'impérialisme américain, a toujours cherché, depuis que la nation bangladeshie est nation, à la subordonner à ses besoins. Depuis quinze ans, avec les partis BMP et Awami League alternant au pouvoir, l'impérialisme a mené, avec l'aide des différents gouvernements, une politique de privatisation. Cette dernière est toujours et partout une politique remettant en cause les intérêts de la classe ouvrière et des peuples. Mais, dans notre pays, où, en relation avec les résultats de la guerre de libération nationale de 1971, 80 % à 90 % des entreprises relèvent du secteur public, il y a un rapport direct entre la remise en cause de ces secteurs publics, leur privatisation et la nation elle-même. C'est une remise en cause de la souveraineté de la nation.

Il nous faut comprendre, dans le cadre de l'accélération de l'offensive générale de la politique de dislocation des nations (Irak, Ukraine, Côte-d'Ivoire), qu'une autre étape devrait être franchie avec l'éclatement de la nation bangladeshie.

Dès lors, toute la politique de la IV^e Internationale a comme point de départ le droit impérialiste, imprescriptible, de la nation bangladeshie à préserver sa souveraineté, à préserver l'unité du pays et à vivre dans la paix et la démocratie.

C'est pourquoi nous avons pu développer une véritable politique de front unique anti-impérialiste dans la préparation de la conférence de Chittagong, qui a permis de poser la question de la souveraineté de la

nation.

Insistons : la section de la IV^e Internationale, insérée dans le Parti démocratique des travailleurs, développant une politique de front unique, a aidé la nation bangladeshie à se défendre, car si nous avons dit : “Sauver Chittagong c’est sauver le pays”, aujourd’hui, le succès à Chittagong est un point d’appui pour toute la nation.

Partant de l’aspiration des masses, “le pays n’est pas à vendre”, nous avons aidé par une campagne continue à ce que se constitue un large regroupement dans la conférence avec l’ensemble des organisations syndicales et populaires de la ville. Et de point de vue, il est positif que le maire de la ville, membre de l’Awami League, y ait participé. Dans la conférence, il a souligné l’importance de la présence des militants venus des Etats-Unis. En effet, nous avons inscrit cette conférence dans le cadre de la lutte de classe internationale, en associant à sa préparation et à sa tenue les militants ouvriers américains, en particulier Clarence Thomas. Ce camarade est par ailleurs un des responsables de la “marche du million”, qui s’est déroulée à la veille de l’élection présidentielle aux Etats-Unis. N’y a-t-il pas là la démonstration la plus éclatante qu’en partant des besoins vitaux des masses, en se tournant vers elles et en prenant l’initiative, sans se subordonner à quiconque, nous jouons notre rôle dans l’aide à la mobilisation des peuples bangladeshis ? Le résultat est là : le gouvernement a renoncé à ce stade à son plan de vente du port. Les multinationales ont été amenées à reculer et à installer le port qu’elles voulaient à l’entrée du golfe du Bengale, à Calcutta, sur la base d’un accord avec le gouvernement dirigé par le PC indien. »

“NOUS AVONS UN AVENIR. CE PAYS EST LE NÔTRE”

L’escalade actuelle de la terreur, des attentats, des meurtres, du désordre avait été prévue par notre parti. En 2000, le parti avait pris l’initiative d’une conférence pour la paix contre les menaces de démembrement du pays par le moyen de la terreur. Cette conférence, à laquelle étaient représentés l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, des délégués d’organisations ouvrières de l’Inde, du

Pakistan, du Sri Lanka et d’Europe, avait clairement caractérisé les plans impérialistes visant à démanteler la souveraineté du Bangladesh pour tirer de plus grands profits d’une exploitation forcenée, permise par l’instabilité et le chaos.

Malgré l’accentuation de ces plans destructeurs de l’impérialisme, nous sommes convaincus que le Bangladesh est un pays qui a un avenir. Cela est inscrit dans la résistance de notre peuple. Non seulement parce qu’il dispose d’immenses ressources, mais du fait de la combativité de sa classe ouvrière. La manière dont s’est développée la résistance est un avertissement aux impérialistes.

La présence du maire de Chittagong et d’autres responsables de différentes composantes du mouvement ouvrier a une grande signification. Le maire de Chittagong est l’un des dirigeants de l’Awami League, qui était auparavant au gouvernement. Ce parti avait alors approuvé l’accord conduisant à la remise du port de Chittagong à la multinationale SSA. Mais le maire était en désaccord avec la direction de son parti sur ce point. Non seulement, il était conscient du fait qu’une telle mesure signifiait la ruine et la misère pour la ville dont il était responsable, mais il considérait qu’elle constituait également un coup inacceptable contre la souveraineté du Bangladesh. C’est pourquoi il s’est joint au mouvement pour interdire la privatisation du port de Chittagong.

Les militants et responsables de différentes tendances, les intellectuels, les personnalités qui se sont aussi engagés dans ce mouvement représentent des éléments d’espoir.

Le développement d’un mouvement de front unique de ce type démontre que nous avons un avenir : ce pays est le nôtre. C’est nous qui déciderons de son destin et non les impérialistes.

Après l’attentat sanglant du 21 août, tous les partis politiques — à l’exception du BNP et du parti fondamentaliste Jamat — ont manifesté et ont condamné cet acte de terreur. De leur côté, le gouvernement des Etats-Unis et l’Union européenne ont condamné l’attentat. Ils ont envoyé au Bangladesh des représentants d’Interpol, de la CIA et du FBI pour mener l’enquête. Le gouvernement du Bangladesh a aussi mis sur pied une commission judiciaire spé-

ciale. L'opinion du peuple à l'égard de ces activités diverses est qu'il s'agit de tentatives de camouflage de la réalité, de couverture des véritables coupables.

Il est d'ailleurs remarquable que tous les éléments matériels de l'attentat, les armes utilisées et les grenades qui n'avaient pas explosé aient disparu avant que les enquêteurs ne puissent les examiner...

LA DÉFENSE DE LA SOUVERAINETÉ ET DE L'UNITÉ DU PAYS EST LA TÂCHE CENTRALE

Plus que jamais, aujourd'hui, la tâche centrale est celles de défendre le Bangladesh, de défendre sa souveraineté et son unité.

Le Parti démocratique des travailleurs n'a pas modifié son attitude. Il reste fermement attaché à la défense inconditionnelle de notre pays, conscient du fait que la préservation de l'unité nationale et de l'indépendance à l'égard d'interférences étrangères ne peut être séparée de la démocratie et de la satisfaction des revendications des masses travailleuses des villes et des campagnes.

Le Parti démocratique des travailleurs a immédiatement pris position contre le projet de loi d'immunité. Le parti a déclaré que, sur ce point, il était prêt à organiser l'action commune avec toutes les forces s'opposant à cette loi honteuse. Nous publions d'ailleurs en annexe de cet article le tract diffusé par les militants de notre parti lors de la manifestation nationale du 11 décembre.

Répetons-le : les terribles événements qui deviennent maintenant la réalité quotidienne dans notre pays n'ont pas leur origine principale au Bangladesh. Les forces

qui ont pour but la destruction de notre pays ont leurs racines ailleurs. Ce sont les mêmes forces que celles qui sèment la ruine et la destruction dans le monde entier.

Le Parti démocratique des travailleurs est prêt à agir pour la défense et l'indépendance du Bangladesh avec tous ceux qui font leur cet objectif. Il est naturel que dans un pays comme le Bangladesh existent différents partis avec leur propre plate-forme politique, leur propre orientation et leurs propres objectifs. C'est la démocratie.

Quels que soient leurs désaccords, ces partis, s'ils entendent demeurer fidèles à ceux qui ont voté pour eux, qui se regroupent autour d'eux, devraient avoir en commun la lutte pour l'existence même du Bangladesh.

Plus haut, dans cet article, nous avons cité ce journal qui expliquait que les Etats-Unis étaient à la recherche d'un Karzaï pour le Bangladesh. Si un parti politique ou un individu ne veut pas devenir un Karzaï, il doit demeurer fidèle au Bangladesh, à son indépendance et à sa souveraineté. Pour continuer à exister comme une force nationale, il doit rompre avec l'impérialisme, avec les plans de celui-ci pour détruire le pays. Un premier pas est l'élimination de la honteuse loi d'immunité, la loi "à la Karzaï", qui cristallise les tentatives de soumettre totalement le pays aux besoins impérialistes.

La présente situation critique que connaît le Bangladesh pourrait conduire à un futur encore plus désastreux : c'est cela qui résume les véritables buts de l'impérialisme. Le combat incessant, la résistance de notre peuple indiquent une autre voie : la rupture avec l'impérialisme ouvre la voie à un autre futur, celui qui sera forgé par la volonté démocratique de notre peuple.

Le tract du Parti démocratique des travailleurs du Bangladesh diffusé dans la manifestation du 11 décembre

“Pour l’indépendance et la souveraineté, non à la loi sur l’immunité”

**Tafazzul Hussain,
président du Parti démocratique
des travailleurs du Bangladesh**

« Aujourd’hui, dans tout le pays, nous manifestons par centaines de milliers. Pourquoi ?

Nous voulons, par notre unité, montrer que notre pays n’est pas à vendre, que la richesse créée par le peuple du Bangladesh appartient au peuple. Nous avons réussi à obtenir notre indépendance et nous voulons préserver la souveraineté de notre pays.

Nous voulons proclamer haut et fort que l’unité et la souveraineté du Bangladesh ne seront pas détruites ; elle ne seront sauvegardées que par l’action du peuple pour défendre ses droits, le droit de vivre en paix, par la défense de la démocratie.

Récemment, les travailleurs du Bangladesh ont repoussé de nombreuses attaques visant à dépouiller leur nation de ses richesses. Le peuple a résisté et a empêché ces tentatives de réussir :

— Chittagong était à vendre : aujourd’hui, il demeure un port public.

— L’électricité et le gaz devaient devenir propriété d’entreprises étrangères : ce but n’a pas été atteint.

— Les cheminots se sont dressés contre la privatisation des transports publics.

Dans la dernière période, le Bangladesh a vu déferler une vague de terreur, d’attaques, de viols isolés et en bandes, de meurtres, tous dirigés contre le peuple du Bangladesh, contre son droit à s’organiser et à manifester.

Et maintenant, ceux qui portent la responsabilité de la situation dramatique qui règne sur le pays exigent une loi leur accordant l’impunité totale pour leurs crimes. Cette loi constitue une attaque directe contre la souveraineté du Bangladesh.

Ceux qui ont pillé le Bangladesh, ceux qui portent les responsabilités des “plans d’ajustement structurel” dévastateurs, ceux qui sont impliqués dans la façon dont les digues ont été construites, ceux-là mêmes qui ont détruit la santé, l’éducation et l’agriculture veulent interdire au peuple du Bangladesh de réclamer son dû.

Le FMI et la Banque mondiale doivent rendre des comptes sur les forfaits qu’ils ont commis dans ce pays. Ils doivent payer ; et, en premier lieu, il faut que la prétendue dette et les intérêts soit immédiatement annulés. S’ils ne sont pas responsables de tous les méfaits commis, alors pourquoi donc demandent-ils l’impunité ? Et nous réclapons qu’ils remboursent les intérêts qu’ils ont illégalement perçus jusqu’à présent.

Qui pourrait accepter que le Bangladesh renonce à sa souveraineté ? Qui pourrait accepter que ces forces agissent au Bangladesh comme en pays conquis et bénéficient de la même impunité que celle dont jouissent les forces d’occupation en Irak ?

Grâce à l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, à laquelle il est affilié, le WDP (Parti démocratique des travailleurs) informe le mouvement ouvrier international de cette loi inique.

Ceux qui font pression pour que cette loi soit adoptée, malgré les hésitations du gouvernement lui-même, sont ceux qui manipulent et sont responsables des actes de terreur et de violence ; ils ne sont pas basés au Bangladesh, ces actes sont commis par ceux qui veulent détruire le Bangladesh, le dépecer, le réduire à une série de fiefs sous contrôle de l’impérialisme, ceux qui veulent briser la résistance du peuple.

Que veut le peuple du Bangladesh ? Qu’est-ce qui unit l’immense majorité du pays, de tous ceux qui travaillent et produisent les richesses, les paysans, les petits fer-

miers et les paysans sans terre, les ouvriers, les intellectuels et la jeunesse ?

- la terre et les moyens de la cultiver ;
- un travail et un salaire décent correspondant au coût de la vie ;
- la propriété publique des richesses de la nation ;
- la défense de l'industrie du jute, etc.

Ce qui signifie le respect de la souveraineté nationale du Bangladesh, inséparable de la souveraineté du peuple, du droit du peuple à décider par lui-même, à s'organiser, à manifester. L'instruction et la santé pour tous. Nous voulons vivre débarrassés de la terreur et de l'oppression. Cette voie est celle que notre peuple a suivie il y a 33 ans ; toutes les forces qui se réclament de l'existence du Bangladesh et de sa souveraineté doivent s'y engager. C'est la voie choisie par le WDP.

Nous adressons à tous un appel solennel.

Alors que le pays souffre des conséquences désastreuses des récentes inonda-

tions — la pluie est certes un phénomène naturel, en revanche, les catastrophes sont imputables à des programmes conçus, eux, par les hommes et contraires aux intérêts du peuple bangladeshi —, le FMI et la Banque mondiale osent faire pression sur le Parlement pour qu'on leur accorde l'impunité pour tous les méfaits qu'ils ont commis, car ce sont eux qui sont responsables de la crise dans laquelle se débat le Bangladesh.

Cette loi prive le Bangladesh de son droit souverain à demander des comptes à ceux qui menacent ses droits et son peuple, et à exiger réparation. Elle vise à obliger le peuple du Bangladesh à accepter de se faire piller en silence pour payer les intérêts d'une dette envers le FMI et la Banque mondiale, une dette qui n'est pas celle du peuple, alors que le peuple demande son annulation.

Cette loi inique devait être discutée ces jours-ci ; le débat a été ajourné à la prochaine session.

Faisons le premier pas vers l'unité et la souveraineté du Bangladesh, pour le droit du peuple, pour la démocratie ; mobilisons-nous pour le retrait de ce projet honteux. »

Venezuela : la place des travailleurs dans le processus révolutionnaire

Par Julio Turra

L'année 2004 a été riche en événements montrant qu'un véritable processus révolutionnaire est en cours au Venezuela. Le 15 août, le président Hugo Chavez a gagné le "référendum révocatoire", convoquée à l'initiative de l'opposition pro-impérialiste. Le non l'a emporté, avec environ 60 % des votes des Vénézuéliens.

Le 31 octobre, les partisans de ce qu'on appelle la "*révolution bolivarienne*" (expression utilisée par Chavez en référence au libérateur Bolivar, héros de l'indépendance de cinq pays de l'Amérique du Sud) ont obtenu une victoire écrasante aux élections municipales et des gouverneurs d'Etats, gagnant, en plus de Caracas, 20 gouvernements d'Etats sur les 22 qui étaient en jeu, et d'autres importantes villes du pays.

Ces résultats reflètent au plan institutionnel l'extraordinaire mobilisation des masses exploitées et opprimées du Venezuela, qui ont fait d'abord obstacle à la tentative de coup d'Etat d'avril de 2002 — directement alimentée par le gouvernement Bush — et qui ont ensuite empêché le sabotage de l'industrie pétrolière de décembre 2002 et janvier 2003, organisé par la même opposition pro-impérialiste qui avait tenté le coup d'Etat.

Faisant irruption sur la scène politique, les masses vénézuéliennes ont, à ces deux moments cruciaux, fait échec à la contre-révolution, modifiant le rapport de force dans le sens de l'approfondissement du processus révolutionnaire, réaffirmant ainsi sa volonté de construire une nation souveraine

contre toute ingérence de l'impérialisme nord-américain. Ce sont les masses elles-mêmes qui ont permis le maintien de Chavez au pouvoir jusqu'à ce jour.

La représentation politique traditionnelle de la bourgeoisie au Venezuela, les partis du "pacte de Punto Fijo", qui, depuis 1958, se sont succédé au pouvoir, Accion Democratica (AD, section de l'Internationale socialiste) et Copei (démocratie chrétienne), ont volé en éclats, entraînant avec eux tout un secteur de la gauche institutionnelle" (MAS, Causa R), qui faisait partie de la "coordination démocratique" de l'opposition anti-Chavez.

DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES...

Il n'en découle pas, cependant, que les provocations et les menaces contre la volonté de souveraineté du peuple vénézuélien auraient cessé. Au contraire, bien que politiquement défaits, les agents de l'impérialisme, à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela, n'ont pas hésité, récemment, à recourir à des attentats terroristes, comme celui dont a été victime le promoteur Danilo Anderson le 18 novembre 2004. Anderson enquêtait justement sur les personnes impliquées dans la tentative frustrée du coup d'Etat d'avril 2002 (*lire à ce sujet l'appel conjoint UNT-EIT*).

Les événements qui se déroulent au Venezuela font partie de ces événements à propos desquels le programme de fondation de la IV^e Internationale (le *Programme de transition*, 1938) envisageait l'hypothèse suivante :

“Il est impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique que, sous l'influence d'une combinaison de circonstances tout à fait exceptionnelles (guerre, défaite, crack financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petit-bourgeois, y compris stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de rupture avec la bourgeoisie.”

Nous vivons, il est vrai, dans l'actuelle situation mondiale, des “*circonstances exceptionnelles*”. La politique de guerre et de pillage de l'impérialisme dominant (l'impérialisme américain) ne laisse aucune marge de manœuvre aux gouvernements d'origine petite-bourgeoise.

Il ne leur laisse prendre aucune mesure, même limitée, qui aille contre ses intérêts. Le gouvernement Chavez et son “Mouvement V^e République” (MVR, constitué par des officiers nationalistes (“bolivariens”) qui avaient tenté de prendre le pouvoir en 1992, et qui, ayant échoué, se sont organisés, avec d'autres secteurs, en une force politique qui a porté Chavez au pouvoir à l'élection présidentielle de 1998, n'y échappe pas.

Le pourrissement du mode de production capitaliste, créant une situation de crise économique et financière chronique et de destruction des forces productives, pousse en même temps à la mobilisation des travailleurs et des masses exploitées, pour la défense de leur propre survie. Cette mobilisation se convertit en “pression révolutionnaire” sur le gouvernement Chavez.

Il n'y a cependant ni automatisme, ni fatalisme qui font que cette mobilisation révolutionnaire des masses, par elle-même, garantirait l'émancipation nationale et sociale, sans l'intervention consciente des travailleurs organisés sur leur propre terrain de classe.

Le problème fondamental auquel la IV^e Internationale est confrontée, c'est comment avancer dans l'organisation et l'intervention politique indépendante de la classe ouvrière, pour que le processus révolutionnaire commencé au Venezuela trouve une issue positive pour les masses : un gou-

vernement ouvrier et paysan (comme le définit le *Programme de transition*), qui rompe définitivement les liens de subordination à l'impérialisme, exproprie la bourgeoisie et avance sur le terrain de la socialisation des moyens de production. Processus qui ne pourra pas rester limité à une nation, mais devra se combiner avec le développement de la lutte des classes sur tout le continent et au plan international.

En d'autres termes, pour que le prolétariat vénézuélien puisse jouer un rôle de “*leader de la nation opprimée*” (Léon Trotsky, thèses de *La Révolution permanente*) dans la solution des tâches démocratiques, comme la réforme agraire, l'émancipation nationale, la rupture avec la domination impérialiste (ALCA, FMI), il doit être organisé de manière indépendante au plan syndical et au plan politique, se dotant d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Or ce parti n'existe pas et n'a même jamais existé au Venezuela.

De ce fait découle l'objet principal de cet article, bien que de manière limitée : mettre en évidence les efforts que fait le mouvement ouvrier vénézuélien pour édifier ses propres organisations, en particulier en construisant une centrale syndicale indépendante avec la création de l'Union nationale des travailleurs (UNT), en avril 2003.

COMMENT EST APPARUE L'UNION NATIONALE DES TRAVAILLEURS (UNT) ?

En juin 2004, la coordination nationale de l'UNT a distribué aux participants de la 92^e Conférence internationale du travail de l'OIT un document intitulé “La vérité sur la liberté syndicale au Venezuela”. Après avoir fait l'historique de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), dont les dirigeants, depuis 1958, s'identifient avec l'Action démocratique, ce document explique la constitution de l'UNT de la manière suivante :

“En décembre 2002, la direction de PDVESA (la compagnie pétrolière d'Etat) a organisé une grève avec l'appui de la Fedecamaras (fédération patronale) et de la CTV. La majorité des gérants, des directeurs et des administrateurs de la PDVESA ont abandonné leurs postes, obligeant les

ouvriers à cesser le travail. Le troisième jour de mobilisation, les organisations syndicales du pétrole ont appelé les ouvriers, contre le sabotage de la direction de l'entreprise, à reprendre le travail. Ignorant les ordres supérieurs de la direction, 90 % des ouvriers ont répondu à l'appel des syndicats et ont affronté la direction. Ils ont engagé la bataille pour le contrôle de l'industrie pétrolière (...). Et les ouvriers du pétrole ont gagné cette bataille. Presque 80 % de l'activité de l'industrie ont été traités manuellement pour surmonter le sabotage informatique. Les ports sont passés sous le contrôle des travailleurs des docks et les bateaux sous celui des marins, qui ont démis les officiers et les ont emprisonnés en haute mer. Les raffineries ont assuré la production d'essence et le gaz qui manquaient à la population, et les syndicats de camionneurs ont garanti la distribution de combustible dans tout le pays. A la fin du mois de janvier 2003, le blocage de la production du pétrole a été mis en échec ; en février, on était déjà revenu à une situation normale.

(...) Comme conséquence du sabotage de la production, 250 000 travailleurs ont été licenciés dans les entreprises privées, qui, de manière irresponsable, ont fermé durant deux mois. Ils se sont trouvés de ce fait en situation économique difficile et ont procédé à des réductions de personnel. Le même nombre d'ouvriers a été obligé de renoncer à des avantages ou ont vu leurs conditions de travail détériorées (...). Maintenant, les employeurs refusent d'appliquer les ordres de réintégration et de restituer leurs droits aux travailleurs.

La direction de la CTV s'est placée dans le camp opposé à celui des travailleurs. Elle a appuyé ouvertement les licenciements, les réductions ou retenues de salaires et la détérioration des conditions de travail. Après l'échec du sabotage, elle a appelé les travailleurs à accepter les sacrifices imposés par les patrons.

La fracture interne à l'intérieur de la CTV s'est transformée en division. Ce n'était déjà plus des différences politiques ou de méthode. La direction illégitime de la CTV était ouvertement le bras armé des décisions de la Fedecamaras.

En avril 2003, deux mois après la fin du sabotage, plus de 1 000 syndicats, 60 % d'eux provenant de la CTV, ont participé à une rencontre syndicale. De cette rencontre est née l'Union nationale des travailleurs (UNT)."

Comme on peut le voir, la participation de la direction de la CTV au sabotage de

l'industrie pétrolière, au service de la Fedecamaras et de la haute direction de la PDVESA (*"Un Etat dans l'Etat"*, comme on dit au Venezuela), a été la goutte d'eau qui a conduit à la création de l'UNT.

Mais la "fracture interne" à laquelle le texte fait référence existait déjà auparavant. Ainsi, lors du coup d'Etat manqué du 11 avril 2002, les militaires putschistes nommèrent Pedro Camma, président de la Fedecamaras, comme président de la République, à la tête d'un gouvernement fantoche pro-impérialiste, dans lequel la CTV assumait deux ministères (du Travail et du Plan). Durant les 48 heures d'existence de ce gouvernement, il a supprimé la Constitution, dissous l'Assemblée nationale et destitué les membres du Tribunal suprême de justice.

A la PDVESA, la direction a licencié tous ceux qui n'ont pas appuyé le putsch, et il y a eu plus de 2 000 licenciés, en particulier les dirigeants d'organisation des travailleurs. Plusieurs dirigeants syndicaux ont vu leurs maisons envahies et ont été arrêtés aux premières heures du coup d'Etat.

Mais, à partir du 12 avril, une grève a commencé de manière spontanée dans les principales industries du pays. Des manifestations populaires exigeant le retour de Chavez se sont propagées dans les principales villes, y compris dans des garnisons militaires entières.

Le 13 avril, une énorme masse populaire a entouré le palais du gouvernement de Miraflores, provoquant la fuite des putschistes. A l'aube du 14 avril, Chavez est récupéré sur l'île de La Orchila par des militaires hostiles au coup d'Etat, et il est ramené au palais Miraflores.

Après avoir participé au coup d'Etat, la direction de la CTV, dirigée alors par Carlos Ortega, a continué à agir au sein de la coordination de l'opposition. Il n'est donc pas surprenant que 60 % des organisations syndicales qui ont donné naissance à l'UNT soient des syndicats ayant rompu avec la CTV, exprimant ainsi "la fracture ouverte" qui s'est développée sous l'impact de la situation politique du pays.

INDEPENDANCE DE CLASSE

Lors de la fondation de l'UNT, en avril 2003, une coordination nationale de 21

membres a été élue, avec mandat de construire des UNT régionales, qui existent déjà dans 23 Etats du pays (l'Etat vénézuélien est un Etat fédéral, comme le Brésil, les Etats-Unis ou le Mexique) et de convoquer une Assemblée nationale de délégués pour adopter les statuts définitifs et organiser l'élection par la base de la direction. Celle-ci est prévue pour le début de 2005.

La direction de la CTV, main dans la main avec la Fedecamaras, a commencé aussitôt à organiser une campagne internationale, en particulier à l'OIT, attaquant le gouvernement vénézuélien pour avoir "ignoré" la liberté syndicale et accusant l'UNT de "gouvernementalisme".

Dans le même document déjà cité, l'UNT a répondu à cette pseudo-argumentation de la manière suivante :

"L'UNT est accusée d'être une organisation syndicale du gouvernement. La CTV projette sa propre image, parce que, durant 40 ans, elle fut le bras officiel du gouvernement (...). L'UNT défend la Constitution bolivarienne et ses principes, les travailleurs et leurs droits, contre tous leurs ennemis, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, et que ce gouvernement soit dirigé par Chavez ou non.

Environ 70 % de ses dirigeants ont plus de quinze ans d'activité syndicale et n'ont été formés au sein d'aucun gouvernement. Les seuls véritables conflits du travail auquel le gouvernement a été confronté sont des conflits menés par des syndicats de l'UNT. Mais il est aussi vrai que, face à la menace fasciste, nous avons mobilisé toutes les organisations syndicales et les travailleurs pour défendre le gouvernement constitutionnellement élu (...). A la direction de l'UNT, on retrouve des courants venus de la social-démocratie, du socialisme chrétien, du marxisme, du maoïsme, du trotskysme, de l'anarchisme, du christianisme, du nationalisme, du latino-américanisme, des indépendants, etc. C'est l'histoire du mouvement ouvrier vénézuélien (...). Nous avons rejeté la privatisation des services publics et des entreprises d'Etat. Nous participons comme travailleurs à la gestion des entreprises d'Etat. Nous sommes contre l'ALCA, contre l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Nous appuyons tout cela, non parce que nous sommes aux côtés du gouvernement Chavez, mais parce que nous l'avons toujours exigé et toujours défendu. C'est le gouvernement Chavez qui coïncide avec nos positions, celles des travailleurs. Nous

défendons la liberté syndicale, non pas en paroles, ni avec des discours, mais avec le sens moral de ceux qui ont été victimes des persécutions antisyndicales. Aucun membre de la CTV n'a été emprisonné, ni torturé, ni enlevé par ce gouvernement. Malheureusement, nous ne pouvons pas dire la même chose des gouvernements que la CTV a appuyés. Oui, nous sommes en faveur de la pluralité syndicale et pour que toutes les centrales aient les mêmes droits, que soient supprimées toutes les aides, que soit supprimée l'adhésion obligatoire des fonctionnaires, que ce soient les travailleurs qui décident quel syndicat doit négocier leur convention collective, que les travailleurs choisissent leurs dirigeants (...). Dans le processus de construction de l'UNT, ont en effet conflué des courants distincts, comme la Force bolivarienne des travailleurs (influencée par le MVR de Chavez), Autonomie syndicale (qui regroupe des syndicalistes de "Patrie pour tous" (PPT), originaire de la scission de "Causa R"), le courant classiste, mené par des dirigeants comme Orlando Chirino et Marcela Maspero, et d'autres groupements. C'est ce qui lui donne son caractère d'organisation syndicale plurielle.

En même temps, l'UNT a occupé pleinement sa place dans le front unique anti-impérialiste pour la victoire du "non" au référendum révocatoire en août 2004, développant sa propre campagne indépendante. L'UNT a aussi joué un rôle décisif pour la construction d'une représentation politique propre des travailleurs vénézuéliens, tâche nécessaire à la poursuite du processus révolutionnaire.."

UN PROCESSUS CONTRADICTOIRE

En effet, les contradictions que connaît le gouvernement Chavez et les formations politiques qui y participent (dont les piliers aujourd'hui sont le MVR et le PPT de Aristobulo Isturiz, ministre de l'Education) sont évidentes.

D'un côté, le gouvernement Chavez rejette l'ALCA, condamne le renversement d'Aristide en Haïti et l'occupation militaire inhérente à la politique de domination de l'impérialisme nord-américain ; il condamne la guerre de Bush en Afghanistan et en Irak. Attitudes qui augmentent incontestablement son prestige auprès des peuples d'Amérique latine, ce qui contraste avec la politique servile d'autres gouvernements de la région.

D'un autre côté, même s'il n'applique pas directement les diktats du FMI, comme le font les gouvernements de pays voisins (en particulier Lula, au Brésil), Chavez continue de payer la dette externe du Venezuela. Selon les porte-parole du gouvernement, les prix élevés du pétrole (dont le Venezuela est le quatrième producteur mondial) rendraient la charge de la dette "administrable".

Par ailleurs, après la défaite de la paralysie-sabotage de l'industrie pétrolière, Chavez a fait le ménage dans les hautes sphères de la PDVESA et le gouvernement a pris le contrôle des milliards de ressources de l'entreprise nationale (une des dix plus grandes entreprises du monde), pour les investir dans des programmes sociaux (les "missions") apportant des services publics de base (santé, éducation, distribution d'aliments) auprès des secteurs les plus pauvres, qui constituent l'écrasante majorité de la population.

Mais, en même temps, Chavez poursuit sa politique d'"ouverture pétrolière", qui, sous la forme d'une participation du capital public de 51 %, offre aux multinationales l'exploitation des gisements du pays.

C'est notamment le cas pour la concession de trois blocs de la plate-forme du delta du Rio Orinoco (gaz) à Chevron-Exxon, Conoco-Phillips et Statoil.

Récemment, lors d'une visite à Madrid, Chavez a annoncé un accord similaire avec la multinationale Repsol. Si "l'ouverture pétrolière" continue, avec sa logique contradictoire à la défense du caractère national et monopolistique de l'exploitation du pétrole, il faut bien cependant considérer que la politique de l'impérialisme visait (et vise) à la privatisation totale et au démantèlement de la PDVESA.

Chavez avance par ailleurs une politique dite "d'intégration latino-américaine", animée par une idéologie "bolivarienne" de "Grande Patrie". Baptisée ALBA (Alliance bolivarienne), elle se présente comme une "alternative à l'ALCA", visant à créer un "bloc latino-américain et caribéen", à l'intérieur duquel circuleraient librement marchandises et capitaux. Mais elle fait abstraction de la pénétration impérialiste dans le sous-continent — 70 % de l'échange commercial à l'intérieur du Mercosul sont réalisés entre des filiales

d'entreprises multinationales installées dans les pays membres.

On notera également qu'au plan intérieur, la Constitution bolivarienne respecte les cadres de la propriété privée des grands moyens de production, en même temps qu'elle reprend l'idée de "démocratie participative", tentant de contourner la question clé du régime de propriété.

Ces garanties constitutionnelles sont insuffisantes face à l'offensive de l'impérialisme nord-américain et de la bourgeoisie compradore locale, qui ne cessent de s'attaquer à la "révolution bolivarienne".

En dernière analyse, les contradictions et hésitations du gouvernement Chavez sont dues à sa nature de classe : un gouvernement nationaliste bourgeois, dirigé par des secteurs petit-bourgeois anti-impérialistes, dans une situation mondiale particulière où la politique impérialiste vise à détruire les nations et le moindre vestige de la souveraineté des nations.

C'est ce qui explique pourquoi, même après le coup d'Etat d'avril 2002, Chavez a appelé au dialogue avec "l'opposition". Celle-là même, qui, quelques mois plus tard, organisait le sabotage de l'industrie pétrolière. C'est l'impunité des putschistes et des saboteurs qui leur a permis d'avoir assez de force pour imposer le référendum révocatoire du 15 août 2004, au cours duquel ils ont de nouveau été battus.

A chacune de ces occasions, répétons-le, ce sont les masses exploitées et opprimées, les travailleurs, qui se sont levés en tant que nation contre l'impérialisme et ses agents internes. Ce sont elles qui ont maintenu Chavez au pouvoir.

Devant les attaques de l'impérialisme, la IV^e Internationale et ses sections ont été et seront inconditionnellement aux côtés du peuple vénézuélien.

C'est pour cela qu'en avril 2002, dans la situation tumultueuse qui a même vu des militants dits "de gauche" s'aligner derrière l'ambassade des États-Unis et les patrons dans la tentative de coup d'Etat contre Chavez, la section brésilienne de la IV^e Internationale, courant *O Trabalho* du PT, a diffusé une déclaration publique disant "Impérialisme : bas les pattes au Venezuela ! Défense inconditionnelle de sa sou-

veraineté nationale”, tout en combinant ces mots d’ordre avec ceux du respect des revendications pour la terre, l’emploi, les salaires, les droits sociaux, la défense des entreprises publiques et concluant que :

“Ce sont les conditions pour forger la plus large alliance ouvrière, paysanne et populaire face à l’impérialisme et l’oligarchie locale. L’impérialisme ne peut accepter la moindre velléité d’indépendance, il veut, avec l’ALCA, transformer le Venezuela et tout le continent en un champ libre d’exploitation, ce qui implique plus de privatisations et le paiement de la sacro-sainte dette” (déclaration d’O Trabalho, 23 avril 2002).

L’ACTIVITE RECENTE DE L’ENTENTE INTERNATIONALE AU VENEZUELA

En juin 2004, une délégation de l’Entente internationale des travailleurs (EIT) s’est rendue au Venezuela, porteuse d’une déclaration de syndicalistes du Brésil, du Pérou, d’Equateur, du Mexique, des Etats-Unis et du Canada, intitulée : *“Arrêt de l’ingérence du gouvernement des Etats-Unis au Venezuela.”* Leur participation à une assemblée plénière nationale de délégués du l’UNT a facilité l’échange d’idées et le début d’une collaboration politique.

Le 31 juillet, en tant que représentant de l’EIT, j’ai été invité à prendre la parole dans le rassemblement des *“Travailleurs en lutte pour la victoire du non”*, organisé par l’UNT dans le polyèdre de Caracas, avec des milliers de participants.

En août, une délégation de l’EIT, composée de 8 camarades du Brésil, des Etats-Unis et du Mexique, a développé une intense activité au Venezuela à la demande de dirigeants de l’UNT, à l’occasion du référendum qui a vu la victoire du non. Le syndicaliste des Etats-Unis, Fred Hirsh, membre du conseil syndical de San José (organisation locale de l’AFL-CIO), a porté à la connaissance des camarades de l’UNT et du commando (ou commandement) Maisanta (qui centralisait la campagne pour le non) la résolution adoptée par le congrès de la fédération des travailleurs de Californie de l’AFL-CIO, qui condamnait l’utilisation de fonds par cette centrale pour appuyer la CTV (*voir La Vérité, n° 38-39*).

Le 14 octobre, dans un rassemblement

public contre l’ALCA, organisé par l’UNT à Caracas, a été adoptée une motion de soutien à la Marche du million du 17 octobre, pour le retrait des troupes d’Irak et pour la défense des revendications ouvrières, déclaration qui a été envoyée aux syndicalistes des Etats-Unis qui l’organisaient.

Deux des principaux dirigeants de l’UNT sont aujourd’hui signataires de la convocation à la conférence mondiale de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui aura lieu entre le 18 et le 20 mars 2005 à Madrid (Espagne).

Le 10 décembre dernier, un appel commun de la délégation de l’EIT qui s’était rendue au Venezuela et de membres de la coordination nationale de l’UNT a été lancé pour combattre la campagne de désinformation et de provocations que la Fedecamara et la direction de la CTV développent contre le gouvernement Chavez et l’UNT elle-même dans le cadre de l’OIT et d’autres forums internationaux. Cette campagne appelle une large adhésion des militants du mouvement ouvrier de tous les continents (*voir l’appel publié page suivante*).

Une réunion syndicale s’est tenue au cours du II^e Congrès bolivien des peuples, dans la ville de Maturin (Etat de Monagas). Les syndicalistes présents, venus de plusieurs pays d’Amérique latine et des Caraïbes, ont décidé d’organiser, au deuxième trimestre 2005 (avril-mai), une rencontre de travailleurs du secteur énergétique (pétrole, électricité, eau) pour former un front contre les privatisations et conjuguer les efforts, afin d’affronter l’impérialisme et sa politique sur le continent, rencontre ouverte à la participation de délégations du monde entier.

C’est ainsi que sont en train de se forger les liens entre un mouvement ouvrier combatif, et qui cherche à se situer sur un terrain d’indépendance de classe, présent avec force au Venezuela, et la nécessaire dimension internationale du combat des travailleurs pour leur émancipation.

Ce qui a été possible grâce au cadre fourni par l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, et qui nécessite en même temps que les militants de la IV^e Internationale assument leurs propres responsabilités dans l’aide à la construction d’une section de la IV^e Internationale au Venezuela.

Julio Turra,

**“Appel à la solidarité avec le peuple et les travailleurs du Venezuela
contre les menaces et les provocations
qui pèsent sur la souveraineté nationale,
pour la défense de la véritable liberté d’organisation syndicale”**

Ayant été contraints de renoncer — pour l’instant — à priver le peuple vénézuélien de sa souveraineté par la force (deux tentatives de coups d’Etat armés, une institutionnelle), le patronat vénézuélien, puissamment appuyé par l’administration américaine, concentre aujourd’hui tous ses efforts dans le but de détruire la centrale syndicale indépendante Union nationale des travailleurs (UNT), que les travailleurs vénézuéliens ont fait surgir et bâti dans le feu de la lutte.

La délégation de l’Entente internationale qui était présente en août dernier, à Caracas, pour soutenir les travailleurs et le peuple vénézuéliens dans sa résistance contre le “référendum révocatoire”, lance aujourd’hui, avec la direction de l’UNT, un appel international pour la défense de l’UNT, de la souveraineté du peuple sur son pétrole, pour la souveraineté de la nation.

Nous, membres de la délégation de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), qui nous trouvions à l’occasion du référendum du 15 août à Caracas aux côtés de dirigeants de l’Union nationale des travailleurs (UNT) du Venezuela, nous nous adressons à nos camarades syndicalistes, aux militants du mouvement ouvrier et aux défenseurs des droits démocratiques et syndicaux de l’ensemble du monde.

Ce 18 novembre, un assassinat brutal a bouleversé le peuple vénézuélien. Le procureur Danilo Anderson, qui menait une enquête sur des personnes impliquées dans le coup d’Etat d’avril 2002 contre le gouvernement élu d’Hugo Chavez, a été victime d’une bombe terroriste placée dans son véhicule.

Le 24 novembre, l’UNT a réagi à l’attentat en déclarant :

“Assez, maintenant, de tant d’impunité. Ils l’ont tué parce qu’il combattait l’impunité et agissait pour que les tribunaux rendent justice. Il n’est pas nécessaire d’être policier pour savoir que ceux qui ont ordonné la mort de Danilo sont ceux qui sont impliqués dans les faits sur lesquels ce juge enquêtait. Y sont impliqués de puissants secteurs économiques, des hommes politiques et certains groupes de militaires putschistes qui subsistent encore dans et en dehors des FAN (forces armées nationales), qui, de tout temps, se sont crus intouchables. Ce sont ces mêmes minorités qui ont voulu imposer des coups d’Etat, des blocages illégaux de la production et des actions paramilitaires et terroristes.”

De fait, après la victoire du non le 15 août ratifiant le maintien au pouvoir de Chavez, après le résultat des élections régionales du 31 octobre, où l’opposition putschiste et pro-impérialiste a été écrasée, il y a des secteurs, comme le démontre l’assassinat de Danilo Anderson, qui continuent à essayer, avec les méthodes les plus barbares, de défier la volonté souveraine du peuple vénézuélien.

C’est pourquoi nous faisons appel à tous les camarades pour qu’ils se joignent aux exigences formulées par l’UNT :

Assez d’impunité ! Châtiment des assassins et de leurs commanditaires !

Blocage des comptes bancaires des personnes et des institutions incriminées !

Arrêter l’offensive des patrons dans l’OIT !

Le juge Anderson enquêtait, en particulier, sur les centaines de personnes qui firent de Pedro Carmona Estanga, principal responsable de la Fedecamaras (fédération des employeurs), le “président de la République” pour moins de 48 heures en avril 2002. Comme on le sait, l’extraordinaire mobilisation du peuple vénézuélien reconduisit Hugo Chavez au pouvoir, faisant échec à la tentative de coup d’Etat !

A la suite du coup d’Etat manqué, la Fedecamaras joua un rôle central dans l’arrêt-sabotage de l’industrie pétrolière, de la fin 2002 jusqu’au début 2003. Aucune assemblée de travailleurs ne décida de cet “arrêt”. Les employeurs, suivant les ordres de Fedecamaras, fermèrent leurs entreprises et payèrent les salaires pour “ne pas travailler”. Aucune organisation syndicale n’assuma la responsabilité de ce prétendu “arrêt”, en vérité un véritable lock-out décidé par des politiciens, des chefs d’entreprises et quelques syndicalistes autoproclamés pour saboter la principale source de revenus de la nation vénézuélienne, imposant des sacrifices énormes à tout le peuple, en particulier à ses couches les plus exploitées.

Mais, avec un cynisme sans pareil, la Fedecamaras, lors de la 92e Conférence internationale du travail de l'OIT (juin 2004, à Genève) — avec l'appui des délégués des employeurs de 22 autres pays (Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Canada, Chypre, France, Allemagne, Inde, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Norvège, Arabie Saoudite, République sud-africaine, Espagne, Suède, Suisse, Tunisie, Royaume-Uni et Etats-Unis), qui, pour beaucoup d'entre eux, attaquent dans leur propre pays les droits du travail et les droits syndicaux des travailleurs —, présenta une nouvelle "plainte" contre le gouvernement vénézuélien, invoquant l'article 26 de la Constitution de l'OIT (constitution d'une commission d'enquête).

Dans cette "plainte", le gouvernement est accusé de ne pas observer la convention relative à la liberté syndicale et à la protection du droit à se syndiquer (n° 87) et la convention sur le droit à se syndiquer et à la négociation collective (n° 98) de l'OIT, toutes deux ratifiées par le Venezuela.

Le conseil d'administration de l'OIT de novembre 2004 a reporté l'appréciation de cette "plainte" à sa prochaine réunion de mars 2005 (vote à la majorité pour déterminer s'il procède ou non à l'application de l'article 26 de la Constitution de l'OIT).

Camarades !

La preuve évidente de l'existence de la liberté syndicale au Venezuela est l'existence même de l'UNT, constituée en avril 2003 à partir d'un mouvement des bases syndicales qui rejetaient la participation des sommets de la CTV, dans le dos et contre les travailleurs, à l'alliance de Fedecamaras et des secteurs putschistes de l'opposition.

Ainsi, l'attaque que prétend porter Fedecamaras avec sa "plainte" contre le gouvernement vénézuélien est, en vérité, une attaque contre l'existence même de l'UNT, comme centrale syndicale indépendante et autonome vis-à-vis du gouvernement et des partis politiques, au bénéfice d'un "monopole" de représentation de ses alliés de la CTV, qui ne correspond, en rien, à la réalité concrète du mouvement syndical au Venezuela, qui, aujourd'hui, majoritairement, s'organise dans l'UNT.

Ce sont les travailleurs vénézuéliens qui ont le droit de choisir l'organisation syndicale qui les représente et non les patrons de la Fedecamaras !

Et quant aux supposées violations du "droit de grève", il aurait été nécessaire que se produisît une grève des travailleurs et non un arrêt-sabotage patronal, comme ce fut le cas dans les faits.

Ces faits ont été clairement établis lors d'une entrevue de trente-cinq dirigeants de l'UNT avec la mission de contact direct de l'OIT qui visita le Venezuela les 13 et 14 octobre 2004.

C'est pour cela que nous nous adressons aux syndicalistes, aux militants du mouvement ouvrier et aux défenseurs des droits démocratiques et syndicaux, pour leur dire qu'il n'y a aucune raison d'accepter la "commission d'enquête" réclamée par la Fedecamaras et le groupe des employeurs, sauf à s'attaquer à la volonté souveraine du peuple travailleur du Venezuela de construire son propre destin et de se doter des organisations syndicales de son choix.

Cette "plainte" de la Fedecamaras est une provocation, et, comme telle, doit être rejetée.

Nous demandons à tous les camarades d'informer leurs organisations syndicales, à tous les niveaux, de cette offensive patronale, pour que, en particulier, les délégués du Groupe des travailleurs au conseil d'administration de l'OIT (sans renoncer à des pressions dans le même sens sur les représentants gouvernementaux) se prononcent contre la prétention de la Fedecamaras et de ses alliés d'appliquer l'article 26 contre le Venezuela.

L'UNT prépare son assemblée nationale de délégués pour discuter et adopter ses statuts définitifs au début de 2005. A cette occasion, nous invitons les syndicalistes à venir faire connaissance avec l'UNT. Dans le même temps, nous organisons une réunion internationale pour discuter des questions soulevées par la lutte des travailleurs pour leur émancipation.

Le 10 décembre 2004

Coordinateurs nationaux de l'UNT du Venezuela : Orlando Chirino, Marcela Maspero, Stalín Perez Borges, Ruben Linares et Eduardo Piñate.

Délégation de l'EIT : Julio Turra (CUT, Brésil), Fred Hirsh (conseiller du travail de San José, Californie, Etats-Unis), Robert Irminger (conseiller du travail de San Francisco, Californie, Etats-Unis), Armando Pasos (SITUAM, Mexique), Isaac Oliveira (SINTRAJUF Pernambuco, Brésil), Walter Matos (CUT Amazonie, Brésil), José Ricardo Jacome (SINDSEP DF, Brésil), Tomas Jensen (association Notre Amérique, São Paulo, Brésil).

Les signatures de soutien peuvent être envoyées à : untve_23@hotmail.com ; julioturra@cut.org.br

Palestine : une conférence internationale pour le droit au retour des réfugiés organisée par la revue *Dialogue* (4 décembre 2004)

Par Emilie Narjac

Coincidence des dates : la Conférence internationale pour le droit au retour des réfugiés palestiniens a eu lieu quelques semaines après la mort de Yasser Arafat.

Une situation dans laquelle l'impérialisme américain a multiplié les déclarations exprimant sa volonté d'écraser la résistance palestinienne et de prendre appui à cet effet sur la nouvelle direction palestinienne. Quelques jours après la mort d'Arafat, l'administration américaine indiquait que

« la tâche première de l'Autorité palestinienne était de mettre au pas les organisations extrémistes pour permettre une relance du processus de paix. "L'Autorité palestinienne doit se mettre en position de mettre fin aux violences et de mettre au pas les groupes responsables de ces violences", a souligné, mardi 16 novembre, Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat » (Le Monde, 17 novembre).

L'impérialisme a apprécié dans toute sa signification la mobilisation qui s'est exprimée avec force à Ramallah, lorsque des dizaines de milliers de personnes se sont massées pour accueillir le cercueil de Yasser Arafat.

C'est dans ces circonstances que s'est tenue la conférence appelée par la revue *Dialogue*. Cette revue, rappelons-le, a été fondée il y a deux ans par des militants juifs et arabes de Palestine, afin d'ouvrir la discussion autour d'une solution politique en Palestine, celle d'un seul Etat, laïque et démocratique, intégrant à égalité toutes les composantes de la région.

Dès le début de la conférence, l'un des rapporteurs, membre du Conseil national palestinien, déclarait :

« Tout le monde explique que la prochaine direction palestinienne devra privilégier les négociations. Mais sur quelles bases ? Celles de la "feuille de route". L'article premier de la "feuille

de route” exige de la direction palestinienne qu’elle liquide toutes les forces d’opposition, qu’elle récupère toutes les armes illégales, qu’elle poursuive tous ceux qui incitent à des actes anti-israéliens... Ceux qui s’opposent par exemple à la construction du mur en Cisjordanie, ou qui s’opposent à la poursuite de l’occupation. (...) Si les négociations reprennent, la direction palestinienne devra se soumettre aux 14 points de Sharon, ratifiés par les Etats-Unis. Que prévoient ces 14 points ? Que la question du droit au retour n’est pas inscrite à l’agenda, que Jérusalem unifiée est la capitale éternelle d’Israël, qu’Israël ne se retirera pas des frontières de 1967, que les colonies sont intouchables (...), qu’Israël contrôle les espaces aériens et maritimes... Si la direction palestinienne doit renoncer au droit au retour, il n’y aura pas de négociations. Et nous entreprenons dans une nouvelle période de massacres. En préparant cette conférence, nous avons fait une proposition. Il y a beaucoup de débats organisés autour du droit au retour. Il faut que nous fassions un pas de plus. Pouvons-nous constituer un comité de suivi d’une campagne internationale sur le droit au retour ? »

Le second rapporteur, membre de la rédaction de la revue *Dialogue*, a, quant à lui, insisté

“sur l’aspect politique du problème des réfugiés (...). Nul ne saurait nier l’effroyable génocide subi par le peuple juif durant la Deuxième Guerre mondiale, génocide dans lequel, rappelons-le, le peuple palestinien n’a aucune responsabilité. Mais cela peut-il justifier que, sur la terre de Palestine, des Juifs aient des droits qui sont niés aux non-Juifs ? (...) Sous n’importe quelle latitude, sur n’importe quel continent, comment appellerait-on un Etat où des habitants aient tous les droits parce qu’ils appartiennent à une religion ou à une culture, tandis que d’autres habitants, du fait de leur religion, de leur langue ou de leur culture, seraient, eux, privés de tous les droits de citoyens et chassés de la terre de leurs ancêtres ? A cette question, de nombreuses contributions publiées dans la revue *Dialogue* pour préparer cette conférence ont apporté des réponses. Ces contributions parlent de discrimination, de régime raciste, de régime d’apartheid, comparent la situation du peuple palestinien à celle des Noirs d’Afrique du Sud parqués dans des bantoustans (...). Toutes ces affirmations sont exactes. Peut-il y avoir une solution aux droits

des réfugiés dans le cadre d’un tel Etat ? On peut, bien sûr, avoir plusieurs réponses à cette question, et, je le répète, la discussion est libre. Pour ma part, j’estime que seul un Etat laïque et démocratique où tous les citoyens soient strictement à égalité de droits, indépendamment de la culture, de la religion et de la langue, seul un tel Etat, conforme au principe universel de démocratie et d’égalité, serait à même de garantir le droit imprescriptible au retour des réfugiés palestiniens (...).

Alors, nous devons, dans cette conférence, poser clairement les principes fondamentaux de la démocratie. Nous ne pouvons accepter une cantonisation qui suppose la reconnaissance de la loi du plus fort, en l’occurrence qui supposerait la reconnaissance de la loi d’un peuple élu qui s’arrogerait tous les droits (...). Il existe une nation palestinienne qui a la capacité d’intégrer en son sein toutes les composantes, musulmane, juive, chrétienne, quelles que soient la langue et la culture, mais qui ne peut le faire que sur la base de l’égalité des droits (...).”

Comment échapper au cycle des violences et de la discrimination, comment ouvrir une perspective politique en Palestine ? C’est sur ces questions qu’un véritable dialogue s’est engagé au sein de la conférence, entre militants juifs et arabes.

Ainsi, un participant juif vivant en Israël est intervenu pour dire comment il avait découvert la sinistre réalité de l’expulsion des Palestiniens :

“Je voudrais raconter, si vous le permettez, une histoire personnelle. Dans les années 60, j’appartenais à un parti d’extrême gauche sioniste, et je me trouvais donc dans un kibboutz. Un jour, je suis allé me promener dans la forêt avoisinante, qui avait été plantée à peu près au même moment que l’installation du kibboutz. Et là, j’ai découvert des ruines de maisons. Je suis étonné. Quand je retourne au kibboutz, j’interroge les anciens. Ils sont très embarrassés, ils m’expliquent : notre kibboutz a été installé en 1952. Avant, il y avait un village palestinien. Un jour, une jeep de l’armée est arrivée avec un officier, ils ont appelé le responsable du village et ils lui ont dit : vous avez un mois pour partir d’ici. Au bout d’un mois, les paysans de ce village sont partis. A la place, on a installé le kibboutz.”

Et il poursuit :

“J’ai alors dit aux anciens : pour moi, cette terre est maudite. On a spolié des gens qui travaillaient leur terre, on a installé à leur place d’autres gens pour des raisons qui n’ont rien d’humain, pour des raisons d’origine ethnique. Je ne resterai pas ici. Je suis parti, et j’ai entamé des recherches, j’ai consulté les archives, pour savoir si c’était un cas unique ou s’il y avait eu plus. Et je me suis aperçu que le long des frontières d’alors, frontières libanaises, syriennes, et l’ancienne frontière avec la Jordanie, une multitude de villages avaient été ainsi détruits pour y installer des colonies juives (...). N’oublions pas que tous ces gens qui ont été expulsés de chez eux étaient formellement des citoyens israéliens, ayant la carte d’identité bleue des citoyens israéliens.”

Réponse du rapporteur palestinien :

“Lorsqu’on a ouvert cette conférence, il a été question d’ouvrir un dialogue libre et démocratique entre nous, pour échanger nos idées sans qu’aucune partie n’impose quelque chose à l’autre. Cela m’a beaucoup réconforté pour la suite de cette rencontre (...). J’ai été très soulagé d’entendre une critique à l’égard d’Israël venant d’un Juif. Dans ma jeunesse, je pensais qu’il fallait rejeter dans un même mouvement sionisme et judaïsme. Puis l’expérience m’a montré que cette conception était fautive (...). Je pense que nos camarades juifs doivent à leur tour nous aider dans l’étude de la pensée sioniste (...). L’histoire évoquée par l’un de nos frères juifs, l’histoire du kibboutz, cette réaction qu’il a eue à l’encontre du kibboutz, cela doit être connu en Israël. Israël avoue que ces kibboutz-là ont été établis sur des terres palestiniennes et que telle est la réalité historique.”

C’est la réalité historique d’un Etat bâti sur l’expulsion d’un peuple entier. Parmi les participants à la conférence se trouvait un représentant de l’association “Une voix alternative en Galilée”, association juive qui lutte contre la construction de villages “communautaires” sur l’emplacement de villages arabes. Il a indiqué :

“Notre association s’est constituée pendant les événements d’octobre 2000, quand la police israélienne tirait à balles réelles sur les manifestants dans notre région (...). Une chose est claire, c’est qu’au-delà de la solidarité avec la population arabe palestinienne en Israël, avec les Palestiniens réprimés dans les territoires occupés, il existe une situation

chronique de ségrégation, une situation d’inégalité totale pour la population palestinienne (...). Il est impossible de parler d’un modèle d’égalité réelle entre Juifs et Palestiniens, si on ne prend pas en compte le problème des réfugiés, des déracinés palestiniens.”

Le même intervenant avait écrit dans un texte préparatoire à la conférence :

“Pour toute personne qui aspire à un futur qui n’implique ni discrimination-ségrégation ni expulsion massive de population (...), il n’existe qu’une seule perspective à la fois humaine et rationnelle : égalité des droits et des obligations sans aucune différence pour cause d’appartenance religieuse, ethnique (...), et le droit de chacun d’habiter là où il l’entend !”

C’est là le contenu, simple, de cette conférence : l’affirmation de principes démocratiques universellement reconnus, le droit de vivre en paix chez soi. Seule la satisfaction de ces droits élémentaires pourrait rétablir la paix dans la région. C’est d’ailleurs ce qu’exprime ce délégué palestinien, réfugié du camp de Aïda :

“Nous n’avons aucun héritage de haine. Le droit au retour, individuel, collectif, ne se négocie pas. Ce que nous revendiquons, c’est notre humanité. Nous refusons de vivre comme des bêtes, d’être considérés comme des terroristes assoiffés de violence. Personne ne peut s’habituer au malheur. Il faut arrêter les bantoustans. Il faut reconnaître que nous sommes un peuple sous occupation.”

Comment aboutir à la paix dans la région ? La réponse fuse de la bouche d’un membre de l’association palestinienne Abna el Balaad (“Les Fils de la terre”) :

“Le droit au retour doit être mis en application pour arriver à la stabilité et à la paix dans la région. La solution des deux Etats est irréalisable, bien plus que l’instauration d’un seul Etat laïque.”

Un autre renchérit :

“Rappelons-nous de la signature des accords d’Oslo en 1993 : c’était un rêve pour nombre d’entre nous. Celui de vivre en paix dans un Etat indépendant. Nous avons dansé dans les rues. Mais le rêve a vite tourné au cauchemar. Dans les années 90, une partie seulement de notre peuple avait conscience que les accords étaient utopiques. Aujourd’hui, après quatre ans d’Intifada, la population voit sur le terrain les conséquences du mur de séparation. Comment, dans ces condi-

tions, croire à la solution des deux Etats ?”

Comment y croire ? C’est aussi la question que se pose un membre du collectif Aidoun (“Ceux qui retourneront”). Il explique :

“Nos comités pour le droit au retour sont nés durant les dernières années. C’était une réponse aux accords d’Oslo, qui n’ont pas pris en compte le droit au retour. Ces accords ont fait un pied de nez aux principes nationaux palestiniens. Comment appliquer ce droit au retour, dans quel Etat palestinien ? Deux Etats, un Etat binational, un seul Etat ? Cette dernière solution me paraît la plus réaliste. L’instauration de deux Etats, ce serait la consécration d’un certain racisme de l’Etat d’Israël, par rapport à la minorité non juive. Cela ne permettrait pas de résoudre le conflit.”

En effet, qui peut croire que la paix pourra voir le jour dans la région tant que le territoire de la Palestine restera morcelé, tant que la population sera divisée entre citoyens et non-citoyens ? On compte aujourd’hui officiellement 4,5 millions de réfugiés palestiniens. Mais que dire du sort de la population arabe qui vit au sein de l’Etat d’Israël ?

Voici ce qu’a raconté un militant juif :

“Le Parlement israélien a adopté une loi, il y a deux ans. C’est une loi raciste, qui ne pourrait être votée par aucun Parlement démocratique. Ce texte s’oppose au regroupement familial entre les citoyens israéliens et les habitants des territoires. Prenons l’exemple de deux femmes qui habitent à Hébron. Elles se marient avec deux hommes qui habitent à Haïfa. L’une est juive, de la colonie d’Hébron : elle peut aller à Haïfa, le couple peut ensuite se déplacer dans tout le pays, et vivre où il veut. L’idéologie qui domine dit : le pays est ouvert à tous les Juifs. Mais la femme palestinienne ne peut se marier qu’à Hébron, et l’homme qu’elle veut épouser devra venir vivre à Hébron, parce que Haïfa n’est pas ouverte aux Arabes. Cette loi est une loi d’apartheid absolument flagrante, fondée sur la ségrégation ethnique et religieuse.”

Un autre militant, membre de l’association “Pour une voix alternative en Galilée”, précise :

“Les Palestiniens qui vivent en Israël ont le statut de citoyens, mais ils ont perdu leurs propriétés, leurs maisons. Il

leur est interdit ne serait-ce que de revenir là où habitaient leurs familles.”

Aujourd’hui, en Israël, aux Etats-Unis et en Europe, certains gouvernements veulent assimiler toute critique d’Israël à un discours antisémite. Un militant juif a tenu à rappeler les conditions historiques de l’émergence du mouvement sioniste :

« Dès son origine, le sionisme a, d’une certaine manière, accepté le principe de l’antisémitisme, puisque c’est un mouvement qui vise à séparer les Juifs du reste de la population. En Russie, au début du XX^e siècle, le tsarisme a utilisé le mouvement sioniste pour séparer la lutte des Juifs de la lutte contre le tsar. Et ce régime était connu pour son antisémitisme. Plus tard, dans les années 30, en Europe centrale, on pouvait lire sur les murs des inscriptions comme : “Les Juifs en Palestine.” Mais il était impossible de savoir si les auteurs étaient antisémites ou sionistes... »

Le même militant poursuit :

“Israël tente aujourd’hui de mobiliser les communautés juives dans le monde entier pour le soutenir. On voit en France certains intellectuels assimiler antisionisme et antisémitisme. Mais je précise que ce sont deux choses bien différentes. Quand la télévision israélienne diffuse les images de la répression contre les Palestiniens, cela provoque une réaction de révolte de la part des populations arabophones de toute la région, elles-mêmes opprimées. Ce n’est pas de l’antisémitisme.”

Cette intervention montre une chose : le maintien d’un Etat fondé sur la discrimination dans la région n’est pas une impasse uniquement pour les masses palestiniennes. Il l’est tout autant pour les masses juives, soumises à la militarisation et à la violence. Citons à ce sujet cette lettre d’un soldat réserviste israélien, extraite de l’une des contributions préparatoires :

“Mon message est clair et bref. Je ne veux pas porter l’uniforme de la prétendue Force de défense d’Israël, et je ne la servirai en aucune qualité. Je refuse d’être lié à une organisation qui tire des obus de tank sur des foules d’êtres humains comprenant aussi bien des enfants que des adultes. Je refuse d’être associé à une organisation qui construit un mur de béton, pur produit du racisme, qui empêche des gens ordinaires d’aller sur leur lieu de travail, dans leurs

champs, dans leur stade de foot et même dans leur cimetière.

Je refuse toute implication avec une organisation qui défend les colons fascistes hors la loi, qui abattent et brûlent les oliveraies, qui s'attaquent aux enfants, qui détruisent les biens et qui humilient les gens ordinaires.

Je refuse tout simplement de faire partie d'une organisation criminelle. L'IDF aurait dû rester une petite armée, dynamique, mais l'Etat en a fait un monstre, car cet Etat est en train d'aliéner ses relations avec ses voisins du Moyen-Orient en construisant le mur du racisme et de l'apartheid (...). Ce faisant, il foule aux pieds l'incroyable potentiel de coexistence avec les Arabes, un peuple qui n'est ni plus ni moins talentueux ou bon que les Juifs. Il suffit d'imaginer seulement quel merveilleux pays ce pourrait être si seulement nous pouvions nous rapprocher d'eux... si nous apprenions tous à parler l'arabe avant l'anglais (...). Mais non (...), nous continuons à nous enfermer dans la haine et à rester confinés dans notre ghetto polonais (...).

Loin de constituer une solution à la question juive, l'Etat d'Israël a depuis sa création isolé un peu plus chaque jour les Juifs dans les murs d'un ghetto. C'est également ce qu'ont démontré les militants juifs de Palestine présents à la conférence. Bien sûr, on ne peut ignorer que ce point de vue reste celui d'une extrême minorité au sein de la société israélienne. Mais le dialogue qui s'est instauré entre militants juifs et arabes au sein de la conférence manifeste la compréhension d'une chose : les masses arabes et juives en Palestine ont un intérêt commun, celui de vivre en paix, sur une terre qui accueille à égalité toutes les composantes de la région.

Et pourtant, depuis l'ONU jusqu'aux rangs du mouvement altermondialiste, l'on n'entend parler que de l'instauration de "deux Etats", ou d'un "Etat binational" (ce qui revient à peu près au même). Un participant à la conférence est notamment revenu sur la position adoptée il y a deux ans par l'association ATTAC :

« ATTAC a fait circuler dans le monde entier un document sur le mouvement contre la mondialisation et la Palestine. Et dans ce document, ils disent en substance : "L'Etat d'Israël est un Etat reconnu par la communauté internationale et par les Nations unies. On peut penser que l'entreprise sioniste fut une

entreprise coloniale, et, en même temps, il faut reconnaître les faits accomplis." Mais faut-il reconnaître le fait accompli ? Aujourd'hui en Irak, qu'est-ce que le fait accompli ? C'est que l'Irak est occupé par des troupes sous la direction des Etats-Unis, que l'Irak est déchiré. Faudrait-il reconnaître le fait accompli ? Ou alors faut-il reconnaître le droit légitime du peuple irakien à vivre libre sans occupation et à prendre son sort entre ses mains ? (...) Le document d'ATTAC conclut :

"Un certain nombre d'intellectuels prônent la création d'un Etat unique. Cette vision soulève des débats passionnants et nécessaires (...). Mais cette solution d'un seul Etat ne représente sûrement pas un programme d'action politique. De surcroît, alors que le fossé entre les deux peuples s'est élargi ces derniers mois, la perspective de voir les Juifs et les Arabes coexister au sein du même Etat paraît, dans le court et moyen terme, totalement illusoire."

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que quelques intellectuels pourraient discuter, mais cela ne doit rester que des discussions, et, en aucun cas, cela ne doit être une perspective possible d'une solution démocratique à la fois pour les masses palestiniennes et pour les Juifs immigrés en Palestine ? »

Faut-il donc reconnaître comme fait accompli l'expulsion du peuple palestinien, l'enfermement des masses juives dans des ghettos ? Faut-il demander de reconnaître le "fait accompli" aux vieux Palestiniens qui ont vécu la Nakba et brandissent encore aujourd'hui la carte de leur village en réclamant le droit de retourner mourir sur leur terre, aux enfants qui sont nés dans les camps de réfugiés ?

"J'ai vu un documentaire à la télévision il y a quelques jours sur un camp de réfugiés de Gaza",

a raconté une déléguée palestinienne.

"Les journalistes demandaient à un enfant de cinq ans ce qu'il désirait le plus au monde. Il a répondu : rentrer à Jaffa. Et pourtant, il n'a que cinq ans, il est né dans ce camp, il n'a jamais connu Jaffa."

Une contribution préparatoire à la conférence indique :

"Plus qu'une référence à une période précise, à une série d'actes réalisés il y a 56 ans, la Nakba est aujourd'hui devenue

un processus permanent pour tous les Palestiniens, qui se poursuit à chaque fois qu'un enfant est fauché par un sniper, à chaque fois qu'une maison est détruite, à chaque fois qu'une terre est confisquée, qu'un olivier est arraché."

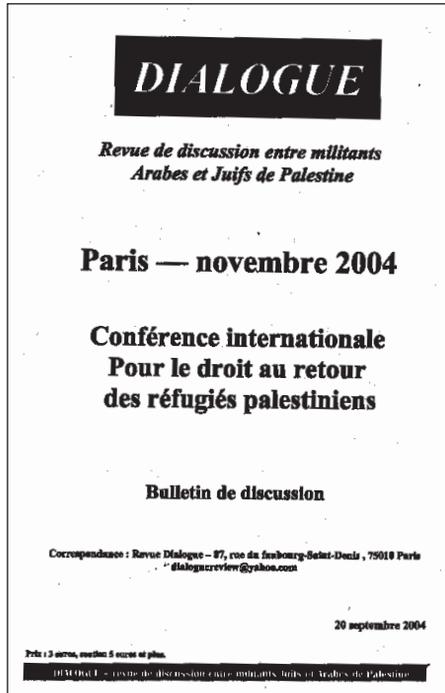
Même constat dans un autre texte préparatoire :

"Plus de 50 ans ont passé. Les réfugiés palestiniens exilés et jusqu'ici interdits de retourner sur leur terre n'ont de cesse de revendiquer le droit au retour. Plus de 8 millions de Palestiniens, réfugiés ou non, revendiquent leur droit à l'existence."

C'est au nom du fait accompli qu'ATTAC et bien d'autres défendent donc la solution de "deux Etats", présen-

tée depuis des décennies comme la seule réaliste... Selon ATTAC, il serait illusoire de croire à la coexistence des Juifs et des Arabes. Mais les interventions lors de la conférence l'ont bien montré : l'obstacle majeur à cette coexistence, c'est précisément l'existence d'un Etat fondé sur la discrimination, c'est précisément la négation de l'égalité des droits, sur des critères religieux ou culturels. Le dialogue entamé entre militants juifs et arabes, lors de cette conférence, doit à présent se poursuivre, s'étendre, être relayé en Palestine, dans le monde arabe, mais aussi en Europe, aux Etats-Unis et dans le monde entier.

Emilie Narjac



**Le numéro de compte rendu intégral
de la Conférence internationale
pour le droit au retour des réfugiés palestiniens (Paris, 4 décembre 2004)
vient de sortir**

**Soutenez Dialogue,
"revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine"**

ABONNEZ-VOUS !

Quatre numéros (un an) : 15 €. Chèques à l'ordre de "Les Amis de Dialogue", à Dialogue, c/o Pierre Lambert, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris (France).

Conférence pour le droit au retour (Paris, 4 décembre 2004)**Appel à la constitution
d'un Comité international permanent
pour le droit inconditionnel au retour dans leur foyer
de tous les réfugiés palestiniens**

Les participants à la conférence pour le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens, ayant entendu tous les intervenants, déclarent : rien ne peut justifier que soit nié le droit du peuple palestinien à vivre et retourner vivre sur sa terre ancestrale. Nul ne peut être reconnu comme un partisan de la démocratie, de la liberté et des droits de l'homme s'il ne se prononce non seulement pour la reconnaissance, mais aussi pour l'application du droit au retour de chaque réfugié palestinien — droit historique, collectif et individuel — sur sa terre d'origine, et cela sans limitation, sans restriction, quelle que soit la date de son expulsion ou de celle de sa famille depuis 1947.

Notre conférence a établi, sur la base des faits, que toutes les tentatives faites pour apporter une solution à la situation inhumaine des réfugiés palestiniens chassés de leur terre n'ont fait qu'aboutir à une aggravation des souffrances imposées au peuple palestinien.

A cela, nous l'avons constaté, il y a une explication. Le droit de vivre dans sa patrie ancestrale est un droit en principe reconnu à tous les peuples. Mais ce droit est nié au peuple palestinien. Et la raison pour laquelle il est nié, c'est que les principes mêmes qui fondent l'Etat d'Israël reposent sur une discrimination qui reconnaît aux populations juives des droits qui sont refusés aux populations arabes.

Nul ne saurait nier l'effroyable génocide subi par les populations juives en Europe sous le régime nazi (génocide dans lequel le peuple palestinien n'a d'ailleurs aucune responsabilité).

Mais cela peut-il justifier que, sur la terre de Palestine, les Juifs aient des droits qui soient niés aux non-Juifs ?

Il y a une question juive.

N'y a-t-il pas une question palestinienne ?

Les principes universels de justice et de droit des peuples désignent comme discriminatoires et racistes les Etats fondés sur la négation des droits d'une partie de la population en fonction de sa religion, de sa culture ou de sa langue.

N'est-ce pas sur cette réalité que sont venues échouer toutes les tentatives d'apporter une réponse à la question des réfugiés dans le cadre des "solutions politiques", qui, d'Oslo à Genève en passant par Madrid, reviennent à poursuivre la partition et la discrimination sous les formes les plus diverses (deux Etats, cantons, etc.) ?

Résoudre la question des réfugiés ne peut se faire en dehors d'une solution globale du conflit. Une solution qui apporte la paix. C'est-à-dire une solution conforme aux intérêts des masses arabes et des masses juives.

Voilà pourquoi, nous, soussignés, nous sommes parvenus à la conclusion

que l'application effective du droit de chaque réfugié au retour sur sa terre exige une solution politique nationale et démocratique, c'est-à-dire excluant toute forme de discrimination et d'inégalité entre citoyens d'un même Etat. Cette solution politique, c'est, à notre avis, l'édification d'un Etat laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine, garantissant à toutes ses composantes une stricte égalité des droits quelles que soient les religions, les langues et les cultures.

C'est à notre avis une solution conforme à la justice, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'intérêt de tous, des masses arabes palestiniennes comme des masses juives elles-mêmes. Car l'aspiration légitime à la paix ne peut trouver satisfaction sur le terreau de l'injustice, de l'oppression, de l'occupation, de l'inégalité et de la discrimination raciale.

Ce sont nos conclusions. Nous ne les imposons à personne.

Mais c'est sur cette base conforme à la démocratie que nous décidons de nous constituer en **Comité international permanent pour le droit inconditionnel au retour dans leur foyer de tous les réfugiés palestiniens**. Nous appelons tous les hommes et les femmes épris de justice et de liberté dans le monde entier à rejoindre notre comité, à organiser dans chaque pays des conférences pour le droit inconditionnel au retour comme celle que nous venons d'organiser à Paris, à multiplier les initiatives et activités sous toutes les formes pour le droit inconditionnel au retour.

Nous proposons d'éditer une feuille de liaison régulière de notre comité.

Rejoignez-nous pour le droit du peuple palestinien à vivre libre dans son Etat indépendant, pour le droit du peuple palestinien à prendre en main sa destinée.



Le compte rendu intégral de la conférence sera publié dans la revue *Dialogue*, revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, publiée en arabe, hébreu, anglais, français. Seront publiés également les messages et contributions envoyés par des militants qui n'ont pu participer à nos travaux. La conférence a adressé son salut aux prisonniers politiques palesti-

Palestine : la signification du combat pour le droit au retour

Par François Lazar

Les images de l'enterrement de Yasser Arafat à Ramallah, le 11 novembre 2004, ont fait le tour du monde.

En exigeant de pouvoir enterrer Arafat à Jérusalem, la masse palestinienne exigeait la reconnaissance et l'application du droit au retour pour tous les réfugiés depuis 1948 et pour leurs descendants. Comme l'a établi la Conférence internationale pour le droit au retour, réunie à Paris le 4 décembre 2004, cette revendication démocratique élémentaire, tout simplement humaine, se heurte à l'existence d'un Etat théocratique (1), structuré par une législation raciale et communautariste, dans laquelle des droits fondamentaux sont reconnus aux Juifs et pas aux Arabes.

**DEPUIS 40 ANS,
TOUTES LES SOLUTIONS
JUGÉES "REALISTES"
N'ONT ABOUTI
QU'A AGGRAVER LA SITUATION**

Comme le montrent les débats de la conférence du 4 décembre, toutes les solutions et "plans de paix" concernant la

Palestine depuis plus de 40 ans, depuis la solution "juste", véhiculée par les accords d'Oslo en 1993 — qui ont eu comme conséquence immédiate... un développement sans précédent de la colonisation sioniste en Cisjordanie —, jusqu'au "plan de Genève", niant toute possibilité de retour pour 4,5 millions de Palestiniens exilés, en passant par les négociations de Camp David (été 2000), sous la présidence de Bill Clinton, qui ne feront que constater l'étendue des nouvelles colonisations comme un fait accompli et interdire définitivement aux Palestiniens tout espoir même partiel de souveraineté sur Jérusalem : tous ces plans ont en commun d'éloigner toujours davantage le peuple palestinien du droit au retour.

La dernière solution en date, celle du retrait unilatéral de la bande de Gaza proposé par Sharon dans le cadre de la "feuille de route", vise en fait à isoler définitivement ce territoire et ses habi-

(1) Traditionnellement, il s'agit d'un système de gouvernement fondé sur l'autorité "divine". Bien entendu, dans les faits, cette autorité est exprimée par l'intermédiaire de représentants autoproclamés et de prêtres, qui s'expriment et agissent au nom de leur doctrine religieuse, et dans l'intérêt exclusif de leurs semblables.

tants du reste du monde.

Nous verrons dans cet article comment s'opère depuis 1948 l'acte de purification ethnique contre le peuple palestinien. Nous verrons aussi comment l'Etat d'Israël, loin d'avoir résolu la question juive — c'est-à-dire le problème de l'émancipation politique et sociale des Juifs et de leur intégration pleine et entière dans le reste de la société, sans discrimination aucune —, l'a aggravée, au contraire. Bien plus encore, l'Etat ghetto israélien ne fait aujourd'hui que reproduire et concentrer territorialement cette question juive en faisant de la population de cet Etat l'ennemi des masses palestiniennes et arabes.

D'où la recherche de solutions prenant en compte les intérêts fondamentaux des peuples de la région, à commencer par la discussion sur la reconnaissance du droit au retour de tous les réfugiés palestiniens et de leurs familles depuis 1948. En apporte la démonstration la signature, côte à côte, de militants arabes palestiniens et juifs israéliens au bas de l'appel issu de la conférence du 4 décembre, se prononçant ensemble pour *“l'application du droit au retour de chaque réfugié palestinien — droit historique, collectif et individuel — sur sa terre d'origine, et cela sans limitation, sans restriction, quelle que soit la date de son expulsion ou de celle de sa famille depuis 1947”* et pour *“une solution politique nationale et démocratique, c'est-à-dire excluant toute forme de discrimination et d'inégalité entre citoyens d'un même Etat”,* à savoir *“l'édification d'un Etat laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine, garantissant à toutes ses composantes une stricte égalité des droits, quelles que soient les religions, les langues et les cultures”* (2).

UN PROCESSUS CONTINU DE DEPOSSESSION ET D'EXPULSION

Si les conditions de la naissance de l'Etat d'Israël sont devenues un thème très important de la recherche historique israélienne, certains mythes, comme celui *“du peuple sans terre pour une terre sans peuple”* (3), marquent toujours autant de

points auprès du grand public israélien ou américain. Malgré la publication de dizaines d'ouvrages sur le sujet, le consensus autour de la création de l'Etat maintient l'idée qu'Israël était une *“victime innocente de l'hostilité implacable et de l'agressivité des Arabes”* (4).

La révélation des massacres qui ont sous-tendu la création de l'Etat d'Israël relève toujours d'un véritable tabou dans la société israélienne, qui interdit toute recherche, tout débat “grand public” sur les conditions de la constitution de l'Etat. Il y a deux ans, un étudiant israélien, Teddy Katz, était ni plus ni moins expulsé de l'université de Haïfa pour avoir soutenu une maîtrise sur *“L'épuration des villages de Basse Galilée”* et fait apparaître le massacre de plus de 200 civils à Tantoura.

Les Palestiniens parlent de la création de l'Etat d'Israël comme de la “Nakba”, c'est-à-dire la catastrophe. Bien plus qu'un acte historique déterminé dans le temps, la Nakba ne s'est en fait jamais arrêtée et est devenue un long processus d'exclusion, de spoliation, de négation du simple droit à l'existence pour le peuple palestinien.

Les chiffres relatifs à la création de l'Etat d'Israël ne sont plus aujourd'hui contestés par qui que ce soit et sont d'ailleurs parfois publiquement justifiés par les sionistes. Le courant dit des “nouveaux historiens” en Israël a démontré que, sur les

“850 000 Palestiniens qui vivaient sur les territoires désignés par les Nations unies comme ceux de l'Etat Juif, seulement 160 000 restèrent chez eux où à proximité de leurs quartiers et maisons. Ceux qui restèrent devinrent la minorité palestinienne d'Israël. Le reste fut expulsé ou s'enfuit sous la menace d'une expulsion, et quelques milliers moururent

(2) L'intégralité de cet appel est reproduit dans le numéro spécial de *Dialogue*, revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, qui rend compte de l'intégralité des débats de la conférence internationale du 4 décembre.

(3) L'expression vient du dirigeant sioniste Israël Zangwill, qui dira cependant plus tard, en 1920, que le sionisme est plongé dans une grande difficulté, car la Palestine a déjà ses propres habitants...

(4) D'après Avi Shlaïm, historien israélien.

(5) Ilan Pappé, *A History of Modern Palestine*, ouvrage publié en anglais à Cambridge en 2003, qui n'est toujours pas traduit en hébreu à ce jour.

dans des massacres” (5).

Pendant l’année 1948, la Palestine a connu une transformation profonde et radicale. Au début de l’année 1948, les Arabes représentaient plus des deux tiers de la population et possédaient plus de 90 % des terres privées de Palestine. Dès la fin de l’été, ils étaient devenus une minorité meurtrie.

Dans son ouvrage (6) majeur sur la question, l’historien Benny Morris (qui, aujourd’hui, prétend justifier les expulsions au nom d’une nécessité historique de l’Etat juif) donne une liste précise des villages détruits. Sur plusieurs pages sont référencés les villages, le nombre de leurs habitants et le nom de l’implantation juive qui viendra s’installer sur la terre “nettoyée” : Al-Bassa, avec ses 2 950 habitants, sera détruit et remplacé en 1949 par Betzet ; Al-Birwa, avec ses 1 460 habitants, sera détruit et remplacé en 1949 par le kibboutz Yas’ur ; Al Kabri, avec ses 1 520 habitants, sera détruit et remplacé par le kibboutz Kabri... La liste semble interminable. Les études de Morris établissent notamment que 228 villes et villages furent désertés en raison des attaques des groupes paramilitaires juifs. Dans 41 d’entre eux, les habitants furent expulsés manu militari. Plusieurs massacres de civils eurent également lieu, comme à Lod, à Deir Yassin, à Tantoura...

La guerre de 1948 fut en effet l’occasion espérée par les dirigeants sionistes (7) pour annexer le plus grand nombre de terres palestiniennes, tout en se débarrassant de leurs habitants. Le sociologue israélien Baruch Kimmerling écrit (8) :

« J’ai trouvé, sur de seules sources israéliennes, qu’environ 350 villages arabes avaient été “abandonnés” et que leurs 325 000 hectares de terres agricoles avaient été confisqués et étaient devenus, après plusieurs étapes, la propriété de l’Etat israélien ou du Fonds national juif. J’ai également trouvé que Moshé Dayan, étant ministre de l’Agriculture, avait révélé qu’environ 700 000 Arabes, qui avaient “quitté” les territoires, avaient possédé 400 000 hectares de terre. »

Jusqu’en 1947, les sionistes n’avaient pu acheter que 7 % des terres situées dans la Palestine sous contrôle britannique. Le

projet sioniste s’est donc très vite heurté au problème de la possession de la terre. Et c’est grâce à un plan militaire, en brutalisant, massacrant, faisant fuir une population essentiellement civile, que l’Etat d’Israël pourra proclamer sa création le 14 mai 1948 sur 56 % de la Palestine mandataire.

En 1969, le général Moshé Dayan, principal chef de la guerre dite des Six-Jours, déclarait (selon le journal israélien *Haaretz*, 4 avril 1969), lors d’une conférence à Haïfa :

“Nous sommes venus dans ce pays, qui était peuplé par les Arabes, et nous établissons un Etat hébreu, juif, ici. Dans ces zones importantes du pays, nous avons acheté des terres aux Arabes. Des villages juifs ont été construits là où étaient des villages arabes dont je ne sais même pas le nom. Je ne vous blâme pas, car ces livres de géographie n’existent plus, mais les villages arabes ne sont pas là non plus. Nahal (le village de Dayan lui-même) a surgi là où était Mahalu, Gevat là où était Jibta, le kibboutz Sarid a pris la place d’Haneifs et Kefar Yehoshu celle de Tel Shamman. Il n’est pas un lieu dans ce pays qui n’ait pas eu avant une population arabe.”

La création de l’Etat d’Israël, le 14 mai 1948, est bien un acte de purification ethnique, de pillage et de dépossession. Une réunion du Conseil des ministres israéliens en juin 1948 décida très vite d’interdire aux réfugiés de revenir.

L’établissement d’un Etat “juif” sur la Palestine mandataire, c’est-à-dire d’un point de vue tant britannique que sioniste, d’ailleurs, une colonie essentiellement occidentale, contenait la négation de toute présence non juive sur ce territoire. Dans les années 1930, l’Agence juive préconisait d’ailleurs “l’occupation de la terre pour qu’elle devienne une propriété juive et qu’elle reste une propriété juive irrévocable”. La politique de dépossession des

(6) *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, Cambridge University Press, 1989.

(7) Le sionisme est une doctrine coloniale, séparatiste et communautariste revendiquant l’installation des Juifs sur la totalité de la terre de Palestine, au moyen, si nécessaire, de l’expulsion de la population autochtone. A ses débuts, c’est dans le mouvement ouvrier juif internationaliste d’Europe de l’Est que le sionisme a trouvé ses principaux opposants.

(8) 26 janvier 2004.

terres a toujours été un axe essentiel de la politique du sionisme à l'encontre des Palestiniens. Dans l'Etat d'Israël même, de 1961 à 1994, la proportion d'Arabes travaillant la terre pour leur propre compte passa de 48,8 % à 4,6 %. A cause de cet exode rural massif, les Palestiniens on ainsi pu fournir une main-d'œuvre très rentable pour l'économie israélienne.

Comme l'explique Elie Aminov (9) :

« La partition et la guerre de 1948 n'ont pas sonné le glas seulement de la confiscation de la terre palestinienne, mais aussi du vol de leur propriété (...). 800 villes et villages arabes, avec leurs terres, leurs maisons, et leurs dépendances, sont passés aux mains du sionisme, ainsi que 670 556 hectares de terre cultivée et non cultivée, 7 800 bureaux, échoppes, entrepôts et usines — représentant au total une valeur de 3 à 4 milliards de livres sterling (au cours de 1948). Un tiers des "nouveaux immigrants" du début des années 1950 ont été logés dans des maisons arabes volées. 10 % des revenus du commerce extérieur israélien du début des années 1950 provenaient de l'exportation des agrumes de vergers palestiniens "abandonnés". Tandis que 1 % de la terre était restée entre les mains des Arabes, 80 % des terres des kibboutzim, villages, villes et municipalités provenaient du vol de la terre arabe. Un vol dans de telles proportions est inconnu dans l'histoire humaine, à part le vol de la propriété des Juifs sous le régime nazi. Le vol de la propriété a continué après 1948 à travers des lois foncières discriminatoires telles que la loi "absent-présent" (...). »

L'acte de dépossession propre à la création de l'Etat d'Israël et à l'idéologie sioniste est devenu un processus mis en œuvre sur le long terme.

En 1967, l'Etat Israélien prend possession de la Cisjordanie, jusqu'alors administrée par la Jordanie. La Cisjordanie, région agricole très riche en bassins aquifères, s'étendant sur une surface de 5 800 km², a toujours été un objectif de conquête pour les sionistes, bien plus que la bande de Gaza (362 km²), qui ne représente que 1 % de la surface de la Palestine historique revendiquée. En raison de l'importance de sa population arabe, l'Etat d'Israël n'a jamais fait le choix ouvert de l'annexion directe. Les dirigeants sionistes, qui voient sur le très long terme, n'ont cessé depuis

1967 de créer en Cisjordanie des colonies juives, comme autant de points de non-retour. Mais le coup d'accélération est surtout intervenu après les accords d'Oslo, en 1993. Il y avait trois colonies implantées à la fin de l'année 1967 en Cisjordanie. En 1993, on compte une population de 247 000 colons. Fin 2001, cette population atteignait 380 000 et ils sont plus de 425 000 aujourd'hui (ce chiffre inclut la population de la zone de Jérusalem-Est).

La logique du sionisme, c'est la recherche permanente par tous les moyens de l'extension territoriale. L'expérience montre que, dans tous les plans proposés par les Israéliens, quel que soit le nom du plan, celui-ci est animé par une logique de bantoustans (10).

"UNE PURIFICATION ETHNIQUE EFFECTIVE ET DEVASTATRICE" (LE JOURNAL HAARETZ)

Le seul cadre proposé dans les faits par les forces d'occupation, c'est la cantonisation et le refoulement des Palestiniens vers des bantoustans, que ces entités territoriales aient pour non "Etat palestinien" ou pas. La division et l'émiettement du peuple palestinien sont essentiels à la stabilité d'Israël, de même que la division du Moyen-Orient est nécessaire à qui le contrôle de l'extérieur.

Depuis fin septembre 2000, début de la deuxième Intifada, la répression contre le peuple palestinien est entrée dans une nouvelle phase. L'Etat d'Israël, se présentant comme toujours en situation d'autodéfense, a ouvertement décidé d'en finir avec toute velléité de résistance palestinienne. L'opération essentielle qui permet aujourd'hui la poursuite à grande échelle de la politique de purification ethnique est la construction du "mur de sécurité", commencée en juin 2002 sous le gouvernement travailliste, et mise en œuvre par Ariel Sharon. La construction du mur de séparation a notamment coûté l'arrachage de plus de 100 000 arbres,

(9) Revue *Dialogue*, n° 5, février 2004.

(10) En référence aux bantoustans de l'apartheid en Afrique du Sud, véritables réserves de main-d'œuvre noire, clôturées et contrôlées par l'armée.

parmi lesquels des oliviers plusieurs fois centenaires. Plusieurs milliers d'hectares de terres cultivées ont été saccagés par les bulldozers. Certaines prévisions parlent d'un mur (ou barrière électrifiée à certains endroits) qui pourrait s'étendre sur 750 km.

Selon l'association israélienne de défense des droits de l'homme Bt'selem, 660 kilomètres ont d'ores et déjà été construits ou programmés. En mars 2004, on établissait à 206 le nombre de villes ou de villages directement affectés par la construction du mur, soit 875 600 habitants, c'est-à-dire 38 % de la population arabe de Cisjordanie. Environ 100 000 hectares, soit près de 20 % de la superficie du territoire, ont été expropriés ou se trouvent entre l'ouvrage et la "Ligne verte" (limite entre la Cisjordanie et l'Etat d'Israël).

Des dizaines de milliers de villageois ne peuvent plus accéder à la terre qu'ils cultivaient, des dizaines de milliers d'enfants ne peuvent tout simplement plus aller à l'école, ou seulement en fonction du bon vouloir de la soldatesque qui contrôle les check-points, points de passage au nombre de 700 et qui entravent considérablement tous les mouvements de circulation, même les plus simples, comme le fait d'aller à l'école pour des enfants. Le journal israélien *Haaretz* indiquait le 18 mai 2003 que,

"pour des centaines de milliers de paysans, le mur représentera une prison sans gardien, avec aucun moyen pour approvisionner leur propre famille — jusqu'à un point qui forcera beaucoup d'entre eux à simplement quitter leur maison et essayer de vivre ailleurs en tant que réfugiés. C'est la mise en œuvre d'une purification ethnique calme, qui ne peut être photographiée, mais qui pourtant est effective et dévastatrice."

Selon Abdel Rahman Tamini, directeur du Groupe hydrologique palestinien pour le développement des ressources en eau et de l'environnement,

"la construction du mur a jusqu'ici eu comme conséquence la confiscation de 36 puits, une perte totale de 6,7 millions de mètres cubes d'eau par an. Un réseau d'irrigation par égouttement de 35 000 mètres de long est tombé sous contrôle israélien, et 10 000 têtes de bétail ont perdu l'accès à leurs pâturages. Pendant l'année 2003, la perte pour la production

agricole palestinienne a été de 2 200 tonnes d'huile d'olive, de 50 000 tonnes de fruits et de 100 000 tonnes de légumes. Dans des secteurs autrefois fertiles, un processus de désertification a commencé, avec 83 000 arbres déracinés et 1 468 hectares qui sont déjà en train de devenir stériles.

Pour illustrer ces effets sur un simple village, Jayous, qui se trouve juste à l'est de Qalqiliya, a perdu 72 % de sa terre irriguée avec le mur, sept puits, et 300 familles ont perdu 100 % de leurs revenus. La destruction de l'industrie agricole pourrait à son tour également avoir des répercussions sérieuses sur les négociations finales du statut de l'eau. Le côté palestinien aura plus de mal à justifier sa réclamation concernant des ressources en eau si son besoin a diminué en même temps que l'industrie. Sa partie sera affaiblie. Le mur laissera les secteurs palestiniens secs et assoiffés, et c'est pour cela qu'il est conçu » (11).

Un des principaux objectifs du "mur de l'apartheid" est bien d'effacer, le plus possible, la présence palestinienne sur les territoires non conquis par les sionistes lors de la guerre de 1948. Cela par tous les moyens, notamment l'étouffement des populations privées de leurs terres.

La ville de Qalqiliya, qui a la particularité de se trouver sur une pointe avancée dans le territoire israélien, regroupait 50 000 habitants en 1995 et 42 000 aujourd'hui.

Elle *"a été isolée de ses terres et du reste de la Cisjordanie (et) est déjà une ville morte. Beaucoup de ses habitants sont partis pour chercher de quoi subsister sur les bords des autres villes du territoire ; ceux qui restent ont succombé au désespoir et au déclin qui caractérise les prisonniers"*, indiquait Tanya Reinhart dans un article publié par le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, le 23 juin.

LE CAS DE JERUSALEM-EST

(11) Texte paru dans la revue *Bitterlemons* (16 août), publiée conjointement par des responsables politiques israéliens et palestiniens. Les nappes phréatiques dans les territoires occupés depuis 1967 sont directement gérées par l'administration militaire. Ainsi, dans la bande de Gaza, où vivent entassés 1,4 million de Palestiniens, 60 % des ressources en eau du territoire reviennent à une population juive de 7 500 personnes.

Selon *The Palestine Monitor* (3 mai 2004),

« depuis 1967, Israël a exproprié environ 34 % des terres de Jérusalem-Est à des fins d'usage public ». 53 % de terres supplémentaires ont été mises de côté pour des colonies ou pour des prétendues "zones vertes".

Les Palestiniens de Jérusalem-Est ne peuvent donc vivre et construire que sur seulement 13 % de leur terre. Les permis de construction à Jérusalem-Est peuvent coûter jusqu'à 25 000 euros (le prix d'un petit appartement à Jérusalem-Ouest) et le processus pour obtenir ces permis peut prendre jusqu'à cinq ans. Les Palestiniens ne se trouvent donc souvent avec aucune autre alternative que celle de construire sans permis, et ils deviennent ainsi sujets à des évictions forcées et des démolitions de maisons. Plus de 2 000 maisons palestiniennes dans la Jérusalem-Est occupée ont été détruites depuis 1967 par les forces israéliennes d'occupation.

Les habitants palestiniens de Jérusalem-Est font aujourd'hui face à d'autres problèmes dus à la construction du mur, qui va annexer de facto 320 kilomètres carrés (5,6 % de toute la superficie de la Cisjordanie — et quasiment l'équivalent de la superficie de la bande de Gaza — NDLR) en coupant à travers Jérusalem.

Le mur va isoler de Jérusalem plus de 120 000 Palestiniens. Beaucoup de Palestiniens se retrouvant du côté est du mur vont être détachés de la ville, vont perdre leurs cartes d'identité bleues de Jérusalem et n'auront donc plus le droit de travailler dans la ville, et plus de droit aux services d'éducation et de santé, à l'assurance et aux bénéfices sociaux. Une autre possibilité décourageante est que, n'ayant plus la possibilité de répondre aux exigences d'Israël, qui réclame que les détenteurs de la carte d'identité résident à Jérusalem, les maisons et les lieux d'affaires vont être confisqués et démolis, comme cela s'est passé après l'exode massif des réfugiés d'Israël en 1948. »

habitations palestiniennes, jetant plus de 40 000 personnes à la rue. Depuis 1967, plus de 11 000 habitations ont été détruites, des dizaines de milliers partiellement détruites, la plupart sans aucune considération "sécuritaire", pour faire place à des projets d'expansion de colonies dans les territoires. Et ces chiffres évoluent jour après jour !

Un rapport du "Conseil économique et social pour l'Ouest asiatique" de l'ONU (ESCWA), publié le 19 juillet dernier, indique que 63 % des Palestiniens vivent sous le seuil de pauvreté.

Selon le rapport, quelque deux millions de Palestiniens vivent avec moins de 2,1 euros par jour (statistiques pour le milieu de l'année 2003). En mars 2003, 42 % des familles étaient totalement dépendantes de l'assistance humanitaire. La Banque mondiale indique de son côté qu'en 2000, un salarié supportait en moyenne quatre personnes en Cisjordanie et six personnes dans la bande de Gaza. Les ratios sont maintenant respectivement de 7 et de 9. Le journal *Haaretz* indiquait le 22 juillet 2004 que, dans la seule ville de Naplouse, qui était il y a encore quatre ans la capitale industrielle de la Cisjordanie, le marché central des fruits et légumes, aujourd'hui quasiment asphyxié, rapportait 3 millions de shekels par mois (environ 540 000 euros). 52 usines fonctionnaient à plein temps, contre 18 aujourd'hui, avec une production très affaiblie.

En 2002 déjà, une étude de l'université américaine John Hopkins indiquait les très hauts niveaux de déficience alimentaire dans la population palestinienne. L'étude analysait que 17,5 % des enfants entre 6 et 59 mois souffraient de malnutrition chronique. 53 % des femmes en âge d'avoir des enfants et 44 % des femmes se trouvaient être anémiques. Compte tenu de l'aggravation régulière des conditions d'existence de la population palestinienne, la situation est aujourd'hui particulièrement préoccupante. Selon la Banque mondiale, les détériorations de ces seules trois dernières années ont anéanti tous les gains réalisés depuis quinze ans. Une nouvelle étude de John Hopkins indique que les deux tiers de la population ne paye plus ou diminue le paiement des factures de services publics, afin de payer des rations élémentaires de nourriture. Un autre rap-

LA SITUATION DES ENFANTS PALESTINIENS

Matériellement, depuis octobre 2000, l'armée israélienne a détruit près de 5 000

port, publié par la clinique Ard al-Insan, à Gaza, précise que 9 % des familles dans la bande de Gaza mangent seulement un repas par jour, mais que 40 % empruntent de l'argent à des proches pour simplement se nourrir. L'achat de lait a diminué de 80 % en raison du coût trop élevé du produit. 46,8 % des ménages palestiniens reçoivent de l'aide pour pouvoir se nourrir (ce chiffre atteint 72 % dans la seule bande de Gaza).

Le rapport de l'ESCWA précisait de son côté que

“la plupart des données économiques montrent une détérioration des conditions de vie du peuple palestinien, incluant de nouvelles formes de dépossession et de destruction des biens publics et privés de toutes sortes”.

Le rapport note par ailleurs qu'Israël a intensifié les assassinats extra-judiciaires de Palestiniens suspectés d'avoir mis en œuvre des attaques contre les Israéliens. Le quotidien israélien *Haaretz*, rendant compte de ces informations à ses lecteurs, a choisi de donner les éléments suivants :

“Entre octobre 2000 et mars 2004, ce sont 349 Palestiniens qui ont ainsi été assassinés, dont 137 simples passants. Entre décembre 2002 et décembre 2003, l'ESCWA indique que 785 Palestiniens ont été tués et 5 130 blessés. Depuis septembre 2000, 512 enfants palestiniens ont été tués. Dans le même temps, le rapport indique que 946 Israéliens ont été tués ou blessés. Environ 8 000 Palestiniens restent dans les prisons israéliennes et les centres de détention. Des centaines sont soumis à la torture ou à des traitements inhumains. Le chômage était de 26 % dans le dernier trimestre 2003, mais atteignait 70 % dans certains endroits. La consommation alimentaire a chuté de 86 %.”

La jeunesse palestinienne, première victime de la politique de purification ethnique et de terreur, est plongée jour après jour dans une spirale destructrice. Dans un article intitulé *“La mort et la désorientation des enfants de Gaza”*, Chris McGreal, correspondante du journal britannique *The Guardian*, écrivait le 17 septembre que,

« dans leurs maisons, dans la rue, dans les écoles de l'ONU, les jeunes Palestiniens ne sont pas à l'abri des balles israéliennes (...). En quatre ans d'Intifada, le Centre palestinien pour les droits

de l'homme indique que l'armée a tué 136 enfants dans Rafah et Khan Younis, soit un quart de tous les enfants palestiniens qui sont morts pendant le soulèvement, “à cause de ses tirs sans distinction, de sa force excessive, de sa politique du tirer-pour-tuer et du ciblage délibéré des enfants (...).” “Les enfants qui sont physiquement blessés ne sont pas les seuls à souffrir”, dit Ousama Freona, psychologue à la clinique de l'ONU dans Rafah. “Les niveaux de violence auxquels les enfants sont exposés sont terrifiants. Nous travaillons dans beaucoup d'écoles pour traiter les enfants. Dans celle qui se trouve à côté de Kfar Darom (colonie juive dans Gaza), tous les enfants souffrent d'un désordre lié à un stress post-traumatique. La plupart d'entre eux étaient en train de pleurer et de trembler lorsqu'ils parlaient de leurs expériences. Beaucoup d'entre eux ont des incontinences nocturnes.” Mohamed Abou Yusuf est conseiller à l'école de Raghda Alassar (enfant palestinien tué dans sa classe par un sniper israélien — NDT). “Après le tir contre Raghda, dit-il, les enfants de l'école pleuraient et criaient. Cinq filles de sa classe ne sont toujours pas revenues à l'école. Nous avons enlevé le bureau de Raghda et en avons apporté un autre, mais aucun des élèves ne veut s'y asseoir”. »

Une étude récente du “Programme de la Communauté de Gaza pour la santé mentale” va plus loin que le *Guardian* en donnant les chiffres suivants : 97 % des enfants souffrent d'un désordre lié à un stress post-traumatique et 60 % étaient présents lorsqu'un membre de leur famille a été tué ou blessé par l'occupant.

“La vie des enfants palestiniens est loin d'être normale. Leurs déplacements journaliers vers l'école prennent des heures et non pas des minutes. Selon le Washington Post, il y a 659 check-points, barrages routiers, murs, dans la Cisjordanie. Ceux qui cherchent à rejoindre leur école sont désorientés et fatigués. Les enfants palestiniens réalisent rapidement que leurs parents ne pourront pas les protéger. Ils pensent qu'il est normal d'être le témoin de la mort d'amis, les tireurs israéliens ouvrent le feu dans certaines écoles et dans les maisons détruites. C'est désastreux pour nous et non sans conséquences pour Israël. Récemment, je n'étais pas capable de garantir à un enfant que les soldats israéliens ne lui feraient pas de mal. Dans un tel environnement incertain, les

enfants deviennent privés d'aide, agressifs, effrayés, extrêmement désobéissants ou accommodants, dépressifs et fatigués. Le Programme de la Communauté de Gaza pour la santé mentale a noté que les enfants sont atteints par de sérieuses maladies psychologiques, causées par le stress de l'occupation militaire" (12).

Chassé violemment de sa terre en 1948, aujourd'hui parqué massivement dans des camps, soumis à une terreur quotidienne et à la répression dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, le peuple Palestinien n'en finit pas de vouloir exister. Dans l'Etat d'Israël même, les Palestiniens, qui représentent 20 % de la population totale, "vivent" uniquement sur 3 % du territoire. Au fait : en quoi l'existence, sur les terres de leurs ancêtres, de 5 millions de Palestiniens serait-elle incompatible avec l'existence à égalité, sur ces mêmes terres, de 5 millions de citoyens juifs ?

LA GUERRE OUVERTE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN MENE L'ÉTAT ISRAËLIEN A LA DECADENCE

L'enseignement du mépris à l'égard du peuple palestinien passe à la fois dans l'éducation et dans les médias. En Israël, les médias passent en boucle à tous les journaux télévisés, ou sous forme de flashs spéciaux toutes les informations relatives à des actes de violence faits à l'encontre des Juifs. C'est tout juste si la mort d'un enfant palestinien dans sa salle de classe, tué par la balle d'un sniper israélien, est évoquée. Les médias présentent toujours avantageusement l'Etat d'Israël tel un nouveau David combattant le Goliath palestinien.

Pourtant, malgré la propagande d'Etat, malgré l'instrumentalisation militaire de la jeunesse israélienne dès le plus jeune âge, la brutalité sur le terrain provoque des résultats de plus en plus inattendus pour l'état-major.

Ainsi, le quotidien israélien *Maa-riv* (13) révèle :

« Les suicides sont la première cause de décès dans l'armée israélienne (...). Selon un rapport de la division "réhabili-

tation" du ministère de la Défense pour l'année 2003, le nombre de soldats qui ont commis un suicide était significativement plus élevé que le nombre de soldats tués durant des opérations militaires (...). L'an passé, 43 soldats se sont suicidés, en contraste avec les 30 soldats tués dans des opérations militaires, une augmentation de 30 % par rapport à 2002, où 31 soldats avaient mis fin à leurs jours (...). Le ministère de la Défense a révélé que le suicide n'était pas un phénomène passager. Dans la première moitié de l'année 2004, 15 autres soldats se sont égarément suicidés. »

Le 4 août, une dépêche de l'Associated Press indiquait que l'armée israélienne utilisera bientôt du THC, l'ingrédient actif du cannabis, pour traiter, pour le moment de façon expérimentale, les soldats souffrant du stress du combattant.

Récemment, le journaliste Gideon Levy indiquait, dans le journal *Haaretz* : *"Il faudra bien que les langues se délient."* Bien entendu, beaucoup sont convaincus d'agir pour la sécurité de leur Etat... mais, comme le révèlent les témoignages, très peu en sortent sans séquelles psychologiques.

Parmi les actes les plus récents visant à dénoncer la terreur militaire, l'exposition "Briser le silence" (14), tenue à Tel-Aviv, a contribué à développer le débat sur le comportement de l'armée dans les territoires occupés, notamment dans la ville de Hébron, dont la caractéristique est de comporter 600 colons juifs religieux, protégés jour et nuit par 1 500 soldats au milieu d'une population de 120 000 Palestiniens.

Comme l'indiquait l'un des organisateurs de l'exposition de Tel-Aviv :

"Depuis notre démobilisation, nous en sommes venus à réaliser que ces mémoires sont communes à tous les gars qui servent autour de nous."

Les quatre concepteurs de l'initiative ont par ailleurs subi la colère de la police militaire, qui les a interrogés plus d'une journée, confisquant un enregistrement

(12) Marianne Albina, dans le journal *Seattle Post-Intelligencer*, édition du 15 octobre.

(13) Edition du 15 juillet 2004.

(14) Qui s'est tenue en juin à Tel-Aviv. On peut consulter en anglais l'ensemble des témoignages présentés dans cette exposition sur le site www.israelblog.org.

vidéo de l'exposition.

Les photos de cette exposition ne montraient pas de scènes de guerre, mais la vie quotidienne, les vexations, les humiliations subies par la population civile palestinienne. On voit que rien n'empêche un soldat des forces d'occupation de retenir prisonniers pendant plusieurs heures des hommes les mains attachées dans le dos avec un sac sur la tête, on apprend que parmi les "jeux" des soldats israéliens, il y a celui qui vise à confisquer les clés des voitures, obligeant tout simplement les propriétaires à abandonner leur voiture sur place.

Un autre indiquait, relatant la perquisition d'une maison choisie au hasard :

"Si j'essaye d'imaginer la situation inverse, si des soldats avaient enfoncé ma porte, poussé ma mère et ma petite sœur dans ma chambre, poussant mon père, mon jeune frère et moi dans le séjour, pointant leurs armes sur nous, rigolant, se moquant, sans que nous ne comprenions ce qu'ils disaient, en vidant les meubles, cherchant des choses dans mes affaires, cassant plein d'objets sentimentaux (...). Nous avons causé beaucoup d'injustices, nous avons certainement affirmé notre présence militaire... et nous nous sommes remis en marche."

Un autre témoin expliquait encore :

"Si j'avais été l'un des enfants humiliés par l'un de nos officiers, je n'en serais pas sorti pacifiste, mais extrémiste."

Dans un ouvrage (15) publié en 2003, Ronit Chacham-Herson avait déjà regroupé divers témoignages, tel celui du commandant de réserve Rami Kaplan, qui relate ainsi son expérience à Gaza :

"La colonie de Netzarim compte une cinquantaine de familles juives au beau milieu de la bande de Gaza. Il n'y en a pas d'autres aux environs. Un bataillon entier, appuyé par des chars et des forces annexes, est chargé de la défendre — autant dire qu'il y a beaucoup plus de soldats que de colons. Personne ne se rend à Netzarim en voiture ; on n'y va que dans des autobus blindés, qui, parfois, n'emportent qu'un seul enfant, accompagnés de trois jeeps blindées et d'un char (...). L'armée influence les croyances et les processus mentaux du soldat : nous entretenons une idéologie qui présente l'Arabe comme un ennemi dégénéré, sournois, déshumanisé ; notre socialisation exalte ceux qui ont tué et renforce

leur goût du sang, on nous encourage à faire partie du gang. Quand ces facteurs convergent dans le cadre d'une situation d'occupation, un désastre se prépare."

Le lieutenant de réserve Guy Grossman rapporte de son côté :

"Les gens n'ont pas vraiment idée de ce qui se passe là-bas (...). Quand vous entendez un bulletin d'information parler de fouille, vous n'avez pas la moindre idée de ce que cela signifie réellement. Cela veut dire entrer dans une maison la nuit, tirer les gens du lit, repousser la famille dans un coin et pointer une arme sur la tête du père."

Un gamin hurle, se pisse dessus, si bien que la grand-mère se met à hurler aussi. Vous la giflez, vous la menacez d'une arme pour éviter qu'elle ne réveille tout le quartier. Finalement, vous devez aussi fouiller les maisons voisines."

Le sergent chef Shamai Leibowitz, avocat, religieux et petit-fils du philosophe juif Yeshayahou Leibowitz, indique :

"Bien sûr, j'aimerais conclure un accord de paix. Mais il ne peut y avoir de paix entre occupant et occupé ; c'est un peu comme si on demandait qu'il y en ait une entre le violeur et sa victime pendant le viol même."

L'occupation doit d'abord prendre fin, parce que c'est un crime moral. Ensuite, nous pourrions discuter d'arrangements à long terme."

Ishai Rosen-Zvi, sergent chef de réserve, explique :

« Pas une maison de colons n'a été déplacée d'un pouce pour des "raisons de sécurité". Pas un de leurs arbres n'a été déraciné. Mais que des rangées entières de maisons palestiniennes, des milliers de kilomètres carrés d'oliviers, des mondes entiers soient détruits parce qu'ils bouchent la vue d'un quelconque commandant de compagnie, ça ne pose aucun problème (...). Il faut le dire clairement : la politique du gouvernement israélien dans les territoires occupés est le terreau des attentats suicides. C'est nous qui produisons la terreur. Qui pourrait penser qu'elle sera jugulée par davantage de destructions et d'humiliations ?

(...) On n'a jamais emprunté le chemin de la paix. Les constructions dans les colonies n'ont jamais été interrompues.

(15) *Rompre les rangs : être refuznik dans l'armée israélienne*, Paris, Fayard, 2003. Extraits choisis.

Bien au contraire, elles n'ont fait que prospérer depuis Oslo. Jamais les Palestiniens n'ont eu d'authentique partenaire pour la paix.»

C'est un simple soldat, David Chacham-Herson, qui écrit du fond de sa prison (16) :

“Nos craintes ne disparaîtront que lorsque nous instaurerons l'égalité entre peuples et individus. Nous vivrons tous dans la peur tant que nous refuserons aux gens leurs droits fondamentaux.”

Pour exister, l'Etat d'Israël a besoin d'un état de guerre permanent, dont l'objectif essentiel est de maintenir ses membres sous une pression permanente. L'argument fallacieux de la sécurité ne tient pas une seconde. Chacun sait qu'une répression permanente contre les civils ne peut qu'entraîner radicalisation et riposte.

En quoi l'aggravation considérable des conditions d'existence de la population palestinienne, notamment le long du passage du mur de l'apartheid ou dans la bande de Gaza, est-elle un facteur de sécurité pour la population juive israélienne ?

Même s'ils demeurent toujours très minoritaires, les mouvements de résistance au sein des populations juives en Israël tendent à se développer. Ainsi, en septembre 2004, circulait en Israël une pétition, réalisée à l'initiative de 14 associations israéliennes de défense des droits de l'homme, qui dénonçait les expulsions brutales de 2 000 Palestiniens vivant dans des habitations façonnées dans les montagnes du sud de Hébron (sud de la Cisjordanie). Leur mode de vie est unique dans la région et sans doute dans tout le Moyen-Orient. Dans leur texte, les associations expliquent :

“Les colons juifs de Susya, Maon, Yatir et autres lieux dans les montagnes de Hébron sont parmi les plus militants et les plus violents dans les territoires occupés, et ils ont transformé en cauchemar les vies des Palestiniens troglodytes. Avec le soutien de l'armée israélienne et de l'administration civile, les colons ont systématiquement détruit presque 80 % des cavernes, et, dans certains cas, allant jusqu'à empoisonner les puits. Dans la plupart des cas, même de simples travaux agricoles sont devenus impossibles ; colons et soldats terrorisent les familles palestiniennes et les chassent, armes au poing, de leurs champs (...).”

Les associations indiquaient engager toutes les procédures légales pour défendre cette population. A l'heure où nous écrivons cet article, l'affaire a été portée devant la Haute Cour de justice israélienne.

On s'en doute : toute intervention politique indépendante, clairement opposée à la politique du gouvernement sioniste, est en butte à une pression considérable dans l'Etat d'Israël. Pour autant, nombreux sont les jeunes et les militants qui cherchent, à la fois honnêtement et confusément, à lutter contre la propagande nationaliste et à se dégager du communautarisme raciste.

LE DROIT AU RETOUR EST-IL NEGOCIABLE ?

Publié en juillet 2004 en Israël, *“l'appel d'Olga”* décrit l'apartheid israélien et revendique le respect de principes démocratiques que l'on ne saurait désavouer, tels que : *“La reconnaissance du droit au retour fait partie intégrante de nos principes.”* L'appel contient cependant des déclarations très discutables :

“Il n'est pas utile, dès à présent, d'essayer de prédire la future forme matérielle que pourra prendre cette vision d'une vie commune : deux Etats ou un ? Peut-être une confédération ? Ou bien une fédération ? Et que dire des cantons ? Dans tous les cas, la condition incontournable pour promouvoir la vision d'une vie commune s'impose d'elle-même, tant comme impératif moral suprême que comme question pratique dans l'instant présent : la fin immédiate de l'occupation.”

Cet appel a trouvé un écho réel auprès de militants ouvriers et des droits démocratiques en Israël, qui, honnêtement et courageusement, combattent la politique de l'Etat sous lequel ils vivent et recherchent des solutions. Mais que dire de la

(16) Les jeunes Israéliens qui refusent de porter les armes sont passibles de peines de prison de plus de 30 jours renouvelables. Début octobre, étaient ainsi libérés cinq d'entre eux, ayant purgé entre 250 et 500 jours de prison.

(17) Organisation internationale dont fait partie en France la LCR.

position de Warshawski, représentant du Secrétariat unifié (17) en Israël, initiateur de cet appel ? Comment peut-il présenter à égalité avec la solution d'un seul Etat les "formes matérielles" concrétisées par des cantons (18) comme une perspective ? N'y a-t-il pas là la volonté d'entraîner les militants démocratiques juifs israéliens vers le "réalisme" de la conférence de Genève, qui soumet le droit au retour à des conditions inadmissibles ? A nouveau, nous posons cette question : comment peut-on réclamer le droit au retour sans combattre pour la seule solution permettant de réaliser sa mise en œuvre ? Avec des cantons, les camps de réfugiés du pays resteront en place, dans des conditions d'existence encore plus dégradées ! Comme le soulignait l'un des intervenants à la conférence du 4 décembre :

« Ayant le privilège d'être Européen, j'ai donc l'avantage d'avoir vu de très près ce que veut dire la solution des cantons. Je veux dire en Yougoslavie. Tous les plans de l'impérialisme en ex-Yougoslavie depuis dix ans ont consisté à couper l'ancienne Yougoslavie et ensuite l'ancienne Serbie, l'ancienne Bosnie, l'ancienne Croatie dans une mosaïque de cantons, certains serbes, d'autres bosniaques, d'autres croates, d'autres albanais. Mais pour aboutir à ces cantons, il a fallu l'épuration ethnique, il a fallu les nettoyages ethniques.

Et quand ces cantons ont été dessinés par l'impérialisme — je pense en particulier aux accords de Dayton, qui sont l'équivalent des différents "accords de paix" concernant la Palestine —, ils ont entraîné des nouvelles épurations ethniques, des nouveaux déplacements de populations. La carte de la Palestine aujourd'hui, c'est déjà une Palestine cantonisée, avec des petits bouts de territoires où s'exerce un infime pouvoir de l'Autorité palestinienne, coupés entre eux par des centaines de postes militaires, de check-points, de colonies de peuplement juives. Elle existe, la cantonisation, ce n'est pas une solution. C'est déjà la réalité. Comment peut-on sincèrement se prononcer pour le droit au retour des réfugiés palestiniens et suggérer que ce droit puisse se réaliser dans le cadre de la cantonisation ? C'est pour moi une contradiction absolue. Je le répète, la cantonisation, c'est nécessairement le droit du plus fort. »

En France, Janette Habel ou Michaël

Löwy, dirigeants de la LCR, sont publiquement signataires du manifeste "*Une autre voix juive*", initié en avril 2003, notamment par des membres du PCF, qui se prononce pour la solution des deux Etats et indique :

"Le peuple palestinien a le droit imprescriptible (de) fonder, dans les conditions garanties par la Charte des Nations unies, l'Etat de son choix ; le peuple palestinien a des droits imprescriptibles sur la ville de Jérusalem, capitale à partager ; le peuple palestinien a le droit de voir ses exilés et ses réfugiés choisir, dans des conditions à négocier, entre un retour viable sur la terre de leurs ancêtres et une juste indemnisation."

"Choisir, dans des conditions à négocier"... Où est le droit au retour dans une telle proposition ? Non, le droit au retour ne peut se négocier. C'est un droit, un point c'est tout.

Comme le précise le député palestinien Hussam Khader (19) :

"Finalement, il est important de souligner que la position concernant le droit au retour est le critère pour mesurer le sérieux de toute organisation, ou comité ou individu. Ce droit ne doit pas être considéré comme un ballon d'essai. Notre peuple doit être totalement instruit, prêt, et cela fermement, pour se confronter à toutes les tentatives qui cherchent à enfreindre le droit au retour."

UNE QUESTION SE POSE POUR TOUS : COMMENT REALISER LES OBJECTIFS NATIONAUX INCLUS DANS LES ASPIRATIONS DES POPULATIONS VIVANT EN PALESTINE ?

(18) La cantonisation de la Palestine n'est rien d'autre que l'application des accords d'Oslo, c'est-à-dire, selon les conditions d'aujourd'hui, l'établissement d'un Etat archipel sur environ 12 % de la Palestine historique, flanqué de gouverneurs locaux chargés de faire la police pour le compte de l'Etat israélien. Ce plan, qui rencontre l'aval des dirigeants américains, s'oppose en outre radicalement à toute revendication nationale, dont la matérialisation exige un Etat souverain et géographiquement homogène.

(19) Conclusion de son article "*The Nakba and the dynamics of the Refugees' Problem*", *Al Majdal*, n° 22, juin 2004. Hussam Khader est actuellement emprisonné en Israël.

Le compte rendu de la Conférence internationale pour le droit au retour, organisée par la revue *Dialogue* (20), qui figure dans ce numéro de *La Vérité*, montre que la discussion à égalité de droits entre militants est à même de dégager les questions et les solutions conformes aux intérêts fondamentaux de tous les peuples.

Plusieurs interventions, dans cette conférence, se sont accordées pour expliquer que le plus grand malheur qui a pu frapper les populations arabes et juives, c'est l'expulsion, en 1948, des populations palestiniennes des territoires qui constituent leur foyer national. Seule l'unité des populations arabes et juives, "dissolvant" et la zone de Gaza, et la Cisjordanie, et l'Etat d'Israël en une Palestine unifiée où seraient reconnus les droits égaux des uns et des autres, permettrait au "Moyen-Orient" un développement pacifique.

Ce qui est en cause au premier chef, c'est l'exigence nationale permettant, avec le droit au retour des Palestiniens, aux Arabes et aux Juifs de cohabiter pacifiquement dans le respect de l'égalité des droits des uns et des autres. Cette exigence implique la fin de la partition de la Palestine et la fondation d'un seul Etat laïque et démocratique, en dehors duquel, et tout le monde le sait, la mise en œuvre de la revendication du droit au retour serait impossible.

L'alternative en Palestine demeure "socialisme ou barbarie" : cela est vrai pour le peuple palestinien, mais aussi pour toutes les populations juives d'Israël. Pour elles, c'est ou bien la barbarie, la décadence et la décomposition politique et sociale de l'Etat israélien, ou bien la reconnaissance de l'émancipation sociale des Juifs en dehors du carcan théocratique, premier pas vers leur émancipation politique au sein de la nation palestinienne. Nous disons palestinienne, parce que si les agents sionistes de l'impérialisme américain, que nous ne confondons pas avec le peuple juif, sont responsables de la situation, les traditions démocratiques du peuple juif seront à même de trouver, avec le peuple palestinien asservi et opprimé, une solution positive à la question de cette terre, la Palestine, et de ceux qui y vivent.

Les Juifs vivant sur le territoire de la Palestine historique ont été enfermés dans

un Etat ghetto, aujourd'hui menacé. Le sionisme, au lieu de résoudre la question juive, comme il l'a prétendu, l'a considérablement amplifiée en créant les conditions d'une immigration organisée massive et la création d'un Etat communautaire. L'existence d'un tel Etat, où le statut des citoyens est défini sur des bases ethniques et confessionnelles, est contradictoire avec l'établissement de la démocratie. Et l'établissement de la démocratie exige de supprimer le cadre institutionnel et juridique de l'Etat ghetto. Il n'y a pas d'autre possibilité pour les masses juives elles-mêmes. C'est par la constitution d'un seul Etat organisant pratiquement le droit au retour, mettant en œuvre la séparation de la religion et de l'Etat, établissant une république laïque et démocratique, que les citoyens palestiniens d'origine juive accéderont à une vie démocratique, qui ne pourra émerger et se déployer que dans l'égalité totale avec les citoyens palestiniens arabes, et cela au-delà des frontières de 1948.

Comme le note Pierre Lambert dans son article "*Quelques réflexions pour une approche marxiste de la question palestinienne*" (21) :

« *L'Etat sioniste ne peut que remettre en cause les bases de la démocratie, d'une part, en refusant "l'Etat démocratique" aux Arabes, et, d'autre part, en amenant, par voie de conséquence, à l'anéantissement programmé de la "démocratie" pour les Juifs. En Palestine, l'Etat confessionnel se trouve imbriqué, du point de vue de la démocratie, dans une contradiction insoluble qu'il cherche à surmonter en niant aux Arabes (Palestiniens) le droit d'être des citoyens, le droit à la nation. Par là même, la prétendue revendication des deux Etats est une duperie antidémocratique pour les Arabes palestiniens qui vivent dans l'Etat théocratique d'Israël et dans toute la Palestine. Ainsi, le droit au retour est inséparable de la revendication d'un seul Etat palestinien, avec des droits égaux pour les deux composantes, arabe et juive. C'est à partir de là que les deux composantes pourraient définir elles-mêmes la forme et le contenu de la Palestine démocratique.* »

(20) Publié par la revue *Dialogue*, revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine.

(21) Revue *Dialogue*, bulletin n° 1 de préparation à la Conférence internationale pour le droit au retour, 20 septembre 2004.

La Palestine avant 1948



Le plan de partition de l'ONU en 1947



■ Israël

□ Palestine

✳ Zone internationale de Jérusalem

Avant l'occupation de 1967
(22 % du territoire historique)



La "feuille de route"
(12 % du territoire historique)



Chine

Le premier numéro de *Tribune* vient de paraître

Par Olivier Doriane

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, nous avons indiqué que la IV^e Internationale avait pris l'initiative, avec des militants d'Asie, de lancer un bulletin de discussion pour que s'organisent à l'échelle internationale des échanges libres et fraternels avec les militants et travailleurs chinois.

Le premier numéro de *Tribune*, publié en chinois, anglais et français, vient de paraître. Son titre éclaire le type de débat auquel il invite :

“Pour la défense et la reconquête des conquêtes de la révolution chinoise, pour la défense de la souveraineté et de l'unité de la nation chinoise, contre la politique de privatisation-pillage et de démantèlement, pour la défense des intérêts des ouvriers et des paysans chinois.”

Il nous a semblé utile de porter à la connaissance des lecteurs de *La Vérité* de larges extraits de l'éditorial de ce bulletin, rédigé en novembre 2004, en constatant

que les développements de l'actualité récente permettent de nourrir cette discussion avec de nouveaux faits.

QUI PEUT DÉFENDRE LES CONQUÊTES ARRACHÉES PAR LES GÉNÉRATIONS PRÉCÉDENTES ?

« La révolution ouvrière et paysanne chinoise de 1949 a soulevé un immense espoir pour les ouvriers et paysans du monde entier, plus particulièrement pour tous les peuples de l'Asie et du continent indien : il était enfin possible, à l'image de la victoire de la révolution russe, de ne plus subir le joug et d'exproprier le gros propriétaire foncier, de se débarrasser de l'usurier et de l'industriel privé exploiteur. En Chine, les exploités étaient en passe de devenir les “maîtres du pays”.

Aujourd'hui, cinquante-cinq ans plus tard, on ne parle à propos de la Chine

que d'« économie socialiste de marché », de réformes, d'ouverture au marché mondial.

Un accord OMC a été signé entre la Chine et les Etats-Unis en 1999 et la Chine a adhéré à l'OMC fin 2001. L'examen des accords et des faits montre que ces accords favorisent la mainmise des multinationales sur les richesses du pays, accélèrent le démantèlement du monopole d'Etat du commerce extérieur et visent à la destruction des rapports sociaux issus de la révolution de 1949 (...).

Une question vitale se pose donc aux travailleurs, paysans et militants chinois, qui concerne tout le mouvement ouvrier international :

— ou bien la politique d'ouverture économique, favorisant la pénétration du capitalisme et l'invasion des multinationales, se poursuit avec son lot de misère pour le peuple par le pillage des richesses du pays, le démantèlement de la propriété d'Etat et la corruption, et devient un facteur de démantèlement et d'effondrement de secteurs entiers de l'économie, avec le risque de dislocation de la nation elle-même ;

— ou bien ouvriers et paysans prendront leur destin en main, avec l'appui de la jeunesse et des intellectuels, pour sauver le pays, à savoir la propriété collective des moyens de production et l'unité de la nation, et cela ne peut se faire que par un combat contre les dirigeants qui bradent les richesses de la nation et les conquêtes du peuple chinois.

Le peuple chinois a-t-il, en conséquence, d'autre voie pour repousser les visées de l'impérialisme que d'assurer par lui-même, de façon indépendante, la défense des conquêtes que la génération précédente a arrachées ?

Il est incontestable que le marché chinois attire les multinationales. Mais pour combien de temps et à quel prix pour les ouvriers chinois ? Le capitalisme n'assure sa survie aujourd'hui que par la destruction de millions d'emplois industriels aux Etats-Unis et en Europe, par la spéculation financière plutôt que la production de marchandises (depuis dix ans, quand il s'échange chaque jour 1 milliard de dollars de marchandises, dans le même temps, on enregistre 1 000 milliards de dollars en transactions financières) et par la guerre. L'exploitation du travail salarié ne se fait que dans le cadre d'un effort permanent pour abaisser les coûts sociaux de production pour des profits maximaux (...). »

Significatifs, à cet égard, sont les développements récents dans la zone économique spéciale de Shenzhen. Celle-ci fut l'une des premières zones économiques spéciales (ZES) constituées au début des années 1980. Il s'agit d'une zone où les lois chinoises ne s'appliquent pas, où les multinationales étrangères bénéficient d'avantages de toutes sortes pour venir exploiter les travailleurs chinois. Les conditions d'exploitation dans ces zones économiques sont abominables. Tout droit à l'organisation y est interdit, toute plainte est brutalement réprimée. Et pourtant, parce que la lutte des classes a ses lois, la concentration des ouvriers, travailleurs migrants pour la plupart, venus des régions les plus pauvres de tout le pays, a abouti à ce que la résistance se développe. L'exploitation appelle la résistance à l'exploitation. Les grèves se sont multipliées. Pour prendre un exemple récent, début octobre, dans l'usine de composants électroniques Computime, 3 000 ouvrières en grève sont sorties dans la rue et ont bloqué les artères de cette métropole : elles ont arraché 170 % d'augmentation de salaires. Il faut dire que les conditions de travail dans cette entreprise sont proches de l'esclavage. Environ 230 yuans (23 euros par mois) pour 14 heures de travail par jour, sept jours sur sept. Et cette résistance a comme conséquence que le « coût du travail » est plus élevé qu'il y a quelques années. Dès lors, on assiste au début d'un nouveau transfert des capitaux.

Des multinationales basées à Shenzhen envisagent de fermer leurs usines dans ces zones économiques spéciales et cherchent à délocaliser maintenant vers l'intérieur de la Chine, pour trouver un « coût du travail » encore plus bas. Ainsi est attesté une fois de plus le fait que l'investissement momentané dans certaines régions de Chine ne construit rien, qu'il s'agit seulement de rechercher le « coût du travail » le plus bas.

50 % DE LA POPULATION RURALE NE PEUVENT PLUS SE SOIGNER

« Toutes les grandes institutions économiques et financières internationales au service de l'impérialisme (FMI,

Banque mondiale, OMC, OCDE...) travaillent depuis plus de vingt ans à la disparition de la propriété collective d'Etat, acquis essentiel de la révolution chinoise. Y a-t-il une seule de ces réformes, menées depuis la fin des années 1970 par les gouvernants chinois qui se sont succédé, qui ne l'ait été sur recommandations pressantes de ces institutions : restructurations et fermetures d'entreprises d'Etat, réformes déconnectant les ouvriers des acquis fondamentaux de la propriété collective, à savoir l'école, la santé, la retraite et le logement, induisant donc réformes de l'éducation, de la santé, du marché du travail, etc., pour réintroduire les "lois du marché" ? On connaît la régression et la grande misère de l'éducation en Chine, où il faut sacrifier 2 ou 3 mois de salaire pour pouvoir payer des études aux enfants (...). »

Une dépêche de l'agence Chine nouvelle publie une enquête officielle du ministère de la Santé. Elle montre que plus de 36 % des citadins et 39 % des ruraux ne peuvent payer le médecin. Le vice-ministre de la Santé, Zhu Qingsheng, a montré des chiffres encore plus alarmants pour la campagne : "Plus de 50 % de la population rurale ne peuvent se soigner pour des raisons financières et entre 60 et 40 % sombrent dans la pauvreté à cause de la maladie", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. En dix ans, le coût d'une consultation moyenne est passé de 21 yuans à 75 yuans, et une hospitalisation de 933 yuans à 2 233 yuans, à comparer au revenu annuel moyen d'un paysan, soit 2 622 yuans (265 euros), ou aux SMIC de Shenzhen, soit 480 et 610 yuans (48 et 61 euros) par mois.

UNE POLITIQUE QUI DRESSE LES REGIONS LES UNES CONTRE LES AUTRES

« A l'image de la "guerre sans fin" de G.W. Bush, l'impérialisme n'aura de cesse de poursuivre son entreprise de pillage et de destruction des conquêtes de la révolution chinoise, aussi bien pour la terre que pour l'industrie, et n'hésitera pas à conduire la nation là où il a conduit l'Irak et l'Afghanistan (...). Dans le même temps, les investissements ciblés

en fonction des coûts sociaux de production entraînent des inégalités entre les provinces : c'est à quelle autorité provinciale parviendra à attirer les investisseurs dans les meilleures conditions fiscales et surtout de coût social. Un rapport de la Banque mondiale datant de 1994 indiquait qu'il fallait miser sur les travailleurs migrants, car ils n'avaient aucune protection sociale ! Tout cela accroît les inégalités flagrantes entre campagnes et villes, entre provinces côtières et provinces de l'intérieur, mais aussi entre villes à l'intérieur d'une même province. Pour accélérer la réforme des services publics en Inde, la Banque mondiale avait décidé il y a quelques années de réserver ses prêts non à l'Etat fédéral, mais aux Etats qui feraient montre de la meilleure volonté d'ouverture desdits services au privé. Déjà, les multinationales négocient avec les autorités provinciales ou locales leurs implantations ; alors, qu'en serait-il de l'unité de la nation chinoise si chèrement conquise si des institutions internationales en venaient à négocier directement avec une province sans contrôle de l'Etat central ou contre son avis ? N'est-ce pourtant pas là que mènent les différentes réformes ? Les visées de l'impérialisme ne conduisent-elles pas à dresser les provinces les unes contre les autres, conjuguant comme dans l'ex-URSS désindustrialisation, règne des mafieux et désintégration de la nation, entraînant les guerres et les plus grandes souffrances pour le peuple ? »

Et comme dans toutes les régions du monde où l'impérialisme pousse au chaos et organise le démantèlement des nations, des "tensions" surgissent à l'intérieur du pays. Le journal espagnol *El Pais*, dans son édition du 4 décembre 2004, publie une carte du pays, morcelé entre les différentes minorités ethniques en Chine, et titre : "Le fragile équilibre ethnique en Chine." Faisant référence à des affrontements dans le Henan, il cite Tan Chee Beng, directeur d'un département de l'université chinoise de Hong-Kong : « Les émeutes au Henan ont mis en lumière les tensions existant dans cette région et mettent en relief la fragilité de l'équilibre social existant dans le pays. En Chine, il y a beaucoup de problèmes, en particulier dans les zones rurales, à cause de la pauvreté et des inégalités. Quelques-uns des problèmes sont des problèmes

ethniques, d'autres non. Mais ils pourraient le devenir, parce qu'il y a une malaise souterrain. Les gens des campagnes et les jeunes des villes ressentent qu'ils ont été abandonnés. "Il y a une tension qui couve", selon Tan Chee Beng, directeur d'un département de l'université chinoise de Hong-Kong. »

N'est-ce pas là un signe inquiétant ? La Chine s'est constituée comme nation au travers d'une longue histoire. La nation chinoise a arraché sa souveraineté par la révolution de 1949. Et aujourd'hui, la politique de privatisation et de bradage du pays nourrit les affrontements interethniques. Ceux qui les suscitent menacent dangereusement l'unité de la nation chinoise.

LE FMI EXIGE LA PRIVATISATION DES BANQUES D'ÉTAT

"Il est également incontestable que, si les dirigeants du Parti communiste chinois au pouvoir sont parvenus à mener jusqu'à un certain point ces réformes, exigées par l'impérialisme et dévastatrices pour les travailleurs, la résistance opposée par la classe ouvrière et la paysannerie à ces réformes n'est plus à démontrer. D'ailleurs, de tous côtés, les institutions et gouvernements attachés à la survie du système de propriété privée se plaignent de la lenteur des réformes. Par exemple, une campagne internationale de propagande a commencé il y a plus d'un an sur la sous-évaluation du renminbi, la monnaie nationale chinoise, mais on peut deviner derrière cette campagne une entreprise visant à faire aboutir des efforts menés par le FMI et toutes les institutions financières internationales depuis plus de dix ans : la Chine doit privatiser les quatre grandes banques d'Etat et mettre sur pied une banque centrale indépendante du gouvernement."

Un journal français, *Le Monde*, écrit le 3 novembre 2004 à propos de ce qu'il présente comme "un secteur bancaire d'un autre temps, celui de l'économie planifiée" : "Les quatre grands établissements d'Etat qui dominent le secteur restent peu familiers des normes occidentales en

matière de gestion des prêts. Il est urgent de récupérer un jour les sommes prêtées : les mauvaises créances surélèvent à plus de 15 % des encours bancaires. Or la Chine, qui doit ouvrir le secteur bancaire à la concurrence extérieure d'ici à la fin 2006, est prête à ouvrir le capital de ces banques. La Banque de Chine chercherait ainsi à céder de 10 à 35 % de son capital à des investisseurs étrangers. De même, la China Construction Banque discuterait avec un groupe d'investisseurs étrangers."

Ces quatre grandes banques d'Etat, la Banque de Chine elle-même, la Banque de la construction, la Banque du développement industriel et la Banque de l'agriculture, sont celles qui assurent le financement des entreprises publiques de l'ensemble du pays. Elles sont directement reliées à l'existence de la propriété sociale. Ce que le FMI a toujours reproché aux banques d'Etat, c'est précisément de ne pas mettre suffisamment rapidement en faillite les entreprises d'Etat, de continuer à subventionner, en relation avec la peur de l'explosion sociale, pour que les salaires soient payés.

"NOUS VOULONS VIVRE, NOUS VOULONS MANGER"

« (...) Cette propriété collective des grands moyens de production qui existe encore, c'est la révolution de 1949 qui vit dans la conscience des ouvriers et des paysans. Combien de manifestations, grèves, occupations d'usines où l'on entend ces réflexions des ouvriers : "On a construit et développé ces usines par notre sueur et notre sang", "C'est notre usine, nous sommes les maîtres du pays, et on la vend au privé sans nous prévenir", "Nous voulons vivre, nous voulons manger", "A bas la corruption" ?

Malgré une féroce répression et l'interdiction de constituer des syndicats indépendants, les travailleurs chinois n'ont jamais renoncé à défendre leurs acquis, en fait, ces conquêtes de 1949. Cette résistance se manifeste avec obstination et voit naître en chaque occasion des délégués ouvriers honnêtes et combatsifs. C'est la poursuite du combat de ce mouvement ouvrier chinois, qui, en

chaque occasion, a essayé de se débarrasser des chaînes entravant son émancipation, de cette longue tradition de lutte du peuple chinois. »

Les exemples de conflits et de grèves abondent. Soulignons simplement que, selon des chiffres officiels de l'Académie chinoise des sciences sociales, 10 millions de réclamations ont été enregistrées à travers la Chine l'an dernier. Ces plaintes, qui viennent de tous les coins du pays, dénoncent les abus de pouvoir, la collusion entre les responsables du PCC et les entrepreneurs, la corruption, les violences policières, les salaires non payés, etc.

Il faut noter que les grèves tendent à se développer non seulement dans les usines en faillite, dans les entreprises ou les ouvriers sont licenciés, mais plus généralement touchent aussi des entreprises "modèles". L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* rapporte ainsi une grève à Xi'an de 6 000 ouvriers du textile : "La fabrique Tian Wang, construite dans les années 1950, se trouve aujourd'hui au centre de la ville, ainsi que les blocs d'habitation en brique de ses ouvriers. Cela facilite énormément la grève. La relève n'est jamais loin. Rien n'échappe jamais à la vie publique de la rue. Dès le début du conflit, le 18 septembre, plusieurs centaines de policiers ne sont pas parvenus à disperser le piquet de grève, parce que trop de gens s'étaient spontanément rassemblés devant le portail de l'usine. Depuis lors, par beau temps, les grévistes se rassemblent quotidiennement par centaines devant le portail. De sorte qu'au cours des belles semaines automnales passées, la Chine a vécu son soulèvement ouvrier le plus visible depuis des années."

sentée en ces termes par un avocat dans sa plaidoirie pour la défense d'un ouvrier migrant à Dongguan, au mois de septembre dernier : l'injustice qui caractérise les relations entre les patrons et les salariés est un phénomène mondial, mais aujourd'hui, c'est en Chine qu'on trouve les pires abus et excès ; cela ressemble à l'exploitation cynique et sauvage des capitalistes, qui a vu les ouvriers se lever et réaliser la révolution de 1949.

La différence entre les situations, précise l'avocat, c'est qu'à cette époque-là, le Parti communiste combattait coude à coude avec l'ouvrier contre l'exploitation capitaliste, alors qu'aujourd'hui il combat coude à coude avec les capitalistes cyniques contre les ouvriers."

A tous ceux qui pensent et disent : oui, les ouvriers et les paysans chinois ont raison de défendre leurs usines et leurs terres contre les mises en faillite et les confiscations abusives, les entreprises d'Etat contre la privatisation, l'emploi contre les licenciements, en un mot, de défendre les conquêtes arrachées par le combat révolutionnaire, cette Tribune propose que s'ouvre la discussion.

En proposant de débattre de ces questions, nous voulons donner la parole aux militants du mouvement ouvrier chinois, que s'établissent des liens de discussion entre ceux qui veulent sauvegarder les conquêtes de la révolution, qui veulent préserver l'unité de la nation contre l'éclatement et le pillage, ceux qui refusent le risque d'un avenir semblable à celui de l'ex-URSS.

Tribune paraîtra tous les deux mois en chinois, en anglais et en français" (1).

Nous invitons les lecteurs de *La Vérité* à faire circuler sous toutes les formes ce numéro de *Tribune* et à contribuer à ce débat.

**"DONNER LA PAROLE
AUX MILITANTS
DU MOUVEMENT OUVRIER CHINOIS"**

Olivier Doriane

Conclusion de l'éditorial de *Tribune* :

"Une question essentielle se pose, pré-

(1) Six numéros, un an, 100 yuans, 100 HK\$, 10 \$, 10 euros. Chèque à l'ordre de *Tribune*. Pour toute correspondance, *Tribune*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

HISTOIRE

Documents sur la crise de la IV^e Internationale en 1952-1953

De nombreux lecteurs nous interrogent sur l'origine de l'éclatement de la IV^e Internationale (en 1950-1953) lié à l'apparition en son sein d'un courant révisionniste liquidateur connu sous le nom de Secrétariat unifié (représenté notamment par Krivine en France et Rossetto au Brésil), la continuité de la IV^e Internationale ayant été assurée par le courant que nous représentons, qui a reproclamé la IV^e Internationale en 1993 et dont *La Vérité* est la revue théorique.

Nous avons jugé utile de commencer la publication de documents historiques permettant de comprendre les raisons de cette scission.

Durant la période 1950-1953, la crise débute avec la position révisionniste du marxisme développée par Michel Pablo, soutenu alors par une majorité du secrétariat international (SI) de la IV^e Internationale. C'est sur ce premier aspect que porte l'article de Jean-Jacques Marie.

La crise se développe ensuite notamment sous la forme d'un conflit entre le secrétariat international, partisan de Michel Pablo, et la majorité de la section française, hostile aux positions de Michel Pablo.

Ce conflit aboutira à la séance du comité central de la section française de la IV^e Internationale (Parti communiste internationaliste) au cours de laquelle le secrétariat international va chercher à imposer son orientation à la section française, provoquant ainsi la rupture organisationnelle.

Les lecteurs pourront prendre connaissance dans ce dossier :

- d'une présentation du contexte de la scission par Jean-Jacques Marie ;
- des extraits de la lettre adressée par le secrétariat international au comité central du PCI le 14 janvier 1952 ;
- des extraits de la discussion du comité central de la section française du 19 janvier 1952.

Ces deux derniers documents ont été publiés dans les *Cahiers* du Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), n° 44, mars 1987.

La politique des pablistes aujourd'hui, dans ses aspects les plus récents, prend la forme de la prise en charge directe par le ministre Rossetto du refus de réaliser la réforme agraire exigée par les paysans brésiliens ou la participation du député russe Oleg Schein à une coalition électorale avec les partis d'extrême droite, ou encore, en Ukraine, le soutien au candidat Iouchtchenko, représentant de l'ambassade des Etats-Unis. Toute cette politique n'était-elle pas déjà contenue très largement dans les positions de Pablo, aussi bien dans le contenu que dans les méthodes d'organisation ? Chacun pourra juger sur la base des faits.

Nous publierons dans le prochain numéro des extraits de la discussion du comité central de la section française du 20 janvier 1953, ainsi que la lettre de Renard et Garrive (majorité de la section française) suite à la suspension du comité central de la section française.

Présentation du contexte de la scission

Par Jean-Jacques Marie

En vue de la préparation du III^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, prévu en juillet 1951, le numéro de février-avril 1951 de la revue *Quatrième Internationale* publie un article de Michel Pablo, le secrétaire de la IV^e Internationale, intitulé *Où allons-nous ?* Dès le début de cet article, Michel Pablo annonce une révision du trotskysme, sous la couverture d'affirmations historiques générales :

“A la veille de la dernière guerre, notre théorie paraissait plus globale, plus uniforme, plus harmonieuse, car elle embrassait un contenu infiniment moins compliqué et moins dynamique qu'actuellement. A la veille de la dernière guerre, le monde apparaissait en équilibre et en repos relatifs, aussi bien en ce qui concerne le régime capitaliste que le stalinisme. Peut-on dire, même de loin, la même chose pour la période actuelle ?”

Michel Pablo commençait par réviser l'histoire pour réviser le trotskysme.

Toute la période du combat pour la IV^e Internationale, de 1933 à la guerre, avait été marquée par un équilibre et un repos vraiment très “relatifs”. Elle avait connu en quelques années l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'écrasement du PC et du PS allemands sans combat (janvier-mars 1933), le passage de la III^e Internationale du côté du maintien de l'ordre bourgeois signifié par ces événements, le développement d'une intense lutte de classes aux Etats-Unis, qui allait déboucher sur la proclamation du Congrès of Industrial Organisation (CIO), l'écrasement des ouvriers autrichiens (1934) et l'instauration du corporatisme social-chrétien en Autriche, le soulèvement ouvrier des Asturies écrasé dans le sang (1934), la guerre d'Ethiopie (1935), le mouvement révolutionnaire en France de juin 1936, puis en Espagne en juillet 1936, trahis l'un et l'autre, l'invasion de la Chine par

le Japon (1937), le déchaînement de la terreur en URSS aboutissant à la liquidation des anciens dirigeants et de l'écrasante majorité des cadres survivants de la révolution d'Octobre, les trois grands procès de Moscou (août 1936, janvier 1937, mars 1938) et la liquidation physique de tous les trotskystes dans les camps de l'URSS, la proclamation de la IV^e Internationale (1938), le dépeçage de la Tchécoslovaquie par Hitler (1938), l'écrasement de la République espagnole et l'instauration du franquisme (1939), sans oublier le coup d'Etat du général Metaxas en Grèce après une grève générale (1938) et le pacte Hitler-Staline. Tout cela, loin d'exprimer un équilibre et un repos même très relatifs, était la manifestation d'une crise révolutionnaire très profonde, qui débouchait sur l'affirmation du *Programme de transition* (programme de fondation de la IV^e Internationale adopté en 1938) :

“La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat (...). Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont même commencé à pourrir.”

Pablo ne révisait l'histoire que pour justifier, en gommant la réalité de cette dernière, une révision profonde du marxisme, fondée sur l'idée que la prétendue lutte des blocs remplaçait désormais la lutte des classes d'hier, ou pour le moins se la subordonnait entièrement. En d'autres termes, le moteur de l'histoire n'est plus la lutte des classes, mais la lutte (ou la collaboration...) des appareils.

Cette conception est, à travers les changements de l'histoire depuis 1951, restée le fondement de la conception du Secrétariat unifié.

Pablo écrit alors dans *Où allons-nous ?* :

« La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien (c'est-à-dire du “bloc capitaliste” dit “occidental” et du “bloc stalinien” dit “socialiste”). Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Michel Pablo ajoute :

“L'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui le combattent”,

c'est-à-dire au Kremlin, à son armée, son appareil d'Etat, sa police politique et son Goulag.

Ensuite, *“la transformation (de la société capitaliste en socialisme) occupera probablement une période historique entière de quelques siècles”*. Toujours dans *Où allons-nous ?*, Pablo écrivait :

« Des gens qui désespèrent du sort de l'humanité, parce que le stalinisme dure encore et remporte même des victoires, rapetissent l'histoire à leur mesure. Ils auraient voulu que tout le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme s'accomplisse dans les délais de leur courte vie, afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la révolution. Quant à nous, nous réaffirmons ce que nous avons écrit dans le premier article que nous avons consacré à l'affaire yougoslave : cette transformation occupera probablement une période historique entière de quelques siècles, qui sera remplie entre-temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme, nécessairement éloignés des formes “pures” et des normes. »

Il dénonce enfin *“l'antistalinisme sectaire et mécanique”*, qui a conduit les organisations trotskystes au *“désastre pratique en Europe, surtout en Chine, et, en partie, en Indochine”*. Et il propose que, dans les Partis communistes de ces pays, les trotskystes (presque entièrement liquidés) forment une *“opposition de gauche”*.

Le secrétaire du PCI, Marcel Bleibtreu, dans un article publié dans le seul bulletin intérieur de ce parti sous le titre *“Où va le camarade Pablo ?”*, voit dans ces thèses une révision radicale de la pensée de Trotsky. Il rappelle que la *“réalité fondamentale”* repose sur l'existence de classes sociales antagonistes. De leur remplacement par deux mondes,

« (il) faut conclure que les prolétariats des pays les plus avancés du monde ne constituent pas des forces opposées au capitalisme. Ils sont étiquetés, classés dans le tiroir “régime capitaliste”. »

Pablo, souligne-t-il, *“fait sienne la thèse de Jdanov”* (idéologue de Staline)

sur la division du monde en deux blocs. Enfin,

“ (si) l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui le combattent (...), les forces de la révolution, ce sont (donc) celles du monde stalinien ”.

Cette conception ne peut que conforter la thèse de Jdanov, pour qui la pierre de touche des révolutionnaires, c'est la fidélité à l'URSS et à son chef Staline. Elle aboutit nécessairement au choix entre Staline et Truman, le président des Etats-Unis.

Cette thèse, ensuite, “*masque la nature d'excroissance parasitaire*” et “*le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie ouvrière de l'URSS*”. Enfin, si cette dernière doit construire

« (1a) *société de transition (...), elle devient un mal historiquement nécessaire, c'est-à-dire une classe (...), la caste bureaucratique de l'URSS (...)* ne serait que la préfiguration de la “*caste*” appelée à diriger le monde pendant deux ou trois siècles. Alors, au diable “*la caste*”. Il s'agit bel et bien d'une classe. Donc, Trotsky s'est trompé en analysant la caste bureaucratique comme un phénomène de dégénérescence circonstancielle et la IV^e Internationale est “*un malentendu tragique*”. »

La brochure *Quelques enseignements de notre histoire* (publiée en 1970 par l'OCI, aujourd'hui Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) précise :

« *C'est dans les rangs du PCI que s'organisa, dès l'automne 1950, l'opposition au pablisme. Cela ne se produisit pas parce que le PCI rassemblait les militants les plus “clairvoyants”, mais parce que, le secrétariat international siégeant à Paris, les militants français furent en mesure de suivre très concrètement les conséquences liquidatrices de la politique de Pablo.*

C'est l'entrée dans la lutte politique, pour la première fois dans l'histoire du parti, de la commission ouvrière qui fit basculer la majorité de la section française dans l'opposition au pablisme.

Au départ, les thèses Où allons-nous ?, synthèse cohérente du révisionnisme, furent combattues par Ernest Mandel (Germain), Pierre Frank, membres du secrétariat international, Favre-Bleib-

treu, Privas et Garnier, du bureau politique du PCI. Au comité central, Gérard Bloch prit position immédiatement contre Pablo. Une fraction fut organisée, mais rapidement Germain, Frank et Privas capitulèrent dans des conditions lamentables. Pablo exigea leur démission du secrétariat international. Ils préférèrent conserver ce que Frank appela le “bâton de maréchal” de secrétaire international.

Les dirigeants de la commission ouvrière se prononcèrent contre les thèses pablistes, mais ne voulurent pas, au début, participer à l'organisation de la fraction antipabliste. Les raisons en sont multiples : les dirigeants de la commission ouvrière n'avaient aucune confiance dans les principaux “théoriciens” de l'antipablisme, Germain et surtout Bleibtreu, qui, bien qu'ayant compris le premier, et le plus largement, la signification capitularde du pablisme, était un parfait petit bourgeois.

Mais les hésitations de la commission ouvrière avaient des motifs plus profonds, en partie valables, en partie erronés. En fait, en 1950, les dirigeants ouvriers ne mesuraient pas toute la portée principielle de la lutte politique. Ils espéraient, contre toute vraisemblance, que la discussion résorberait la crise sans dommages pour l'unité du parti et entendaient rester dans l'Internationale.

Ils adoptèrent au départ une attitude conciliatrice. La logique des divergences principielles ne permit pas aux militants ouvriers de demeurer sur l'Avantin où ils s'efforçaient de se retirer.

La commission ouvrière dut choisir : ou bien se ranger derrière le secrétariat international, sous le prétexte que Bleibtreu n'était pas “un homme de parti”, ou prendre position politiquement avec Bleibtreu.

D'un côté, la capitulation, de l'autre, la fidélité au programme en dépit du comportement petit-bourgeois du principal leader théorique de l'antipablisme. Les conséquences liquidatrices que le secrétariat international exigeait que les militants tirent de ses thèses firent le reste. La grande majorité des militants ouvriers trotskystes, qui avaient porté, dans les usines et les syndicats, le drapeau de la IV^e Internationale, refusèrent de capituler avec Pablo devant le stalinisme. »

A cette époque, la majorité du PCI n'a rencontré d'appui que chez certaines sections sud-américaines, particulièrement

celle de l'Argentine, avec Valdès, en partie celle de la Bolivie, avec Lora, et celle de la Suisse, qui, pour de tout autres raisons que la majorité française, était en désaccord avec le secrétariat international.

A son congrès préparatoire au III^e Congrès de l'Internationale, tenu à la mi-juillet 1951, la majorité du PCI adopte un texte écrit par Ernest Mandel six mois plus tôt, intitulé *Dix thèses sur le stalinisme*, qui souligne le caractère intégralement contre-révolutionnaire du stalinisme, mais que ce dernier, rallié à Michel Pablo, avait décidé de réduire au statut de simple article. Le congrès adopte ce texte.

Dans son rapport au III^e Congrès mondial, en août 1951, Pablo se contente de qualifier dédaigneusement les critiques émises par la majorité du PCI d'« *objections et critiques absurdes* », sans y répondre. Même lorsque Trotsky jugeait très contestables des objections d'opposants, il les discutait minutieusement pour tâcher de convaincre. Le III^e Congrès valide les thèses de Pablo à une majorité de 39 pour, 3 contre (la majorité de la délégation française — Bleibtreu et Marcel Gibelin, désigné sous le pseudonyme de Marin —, la minorité vietnamienne et une abstention : la délégation suisse). La majorité refuse ensuite de soumettre au vote le texte des *Dix thèses sur le stalinisme* rédigé par Ernest Mandel au motif que ce dernier les avait écrites

« non comme une résolution ou comme un document supplémentaire aux thèses du IX^e plénum, mais comme une contribution à la discussion traitant de diverses questions soulevées par les thèses du IX^e plénum pour soutenir ces thèses ».

Une fois votées par le congrès du PCI, elles étaient pourtant devenues un document du PCI lui-même. Le refus de les soumettre au vote est une indication de la manière purement bureaucratique dont la direction pabliste de l'Internationale va mener le combat contre son organisation française.

Dans son rapport, par ailleurs, Pablo développe sa révision de l'analyse du stalinisme et des partis staliniens. Il nie quasiment le lien de subordination étroit entre la bureaucratie du Kremlin et des partis dont l'appareil a été minutieusement sélectionné, épuré, dressé, corrompu pour être son fidèle exécutant. Il affirme en effet :

« Entre la bureaucratie soviétique et les Partis communistes, le rapport n'est pas celui d'une identité de nature et d'intérêts (...). Les PC ne sont pas exactement des partis réformistes et ils gardent dans certains conditions exceptionnelles la possibilité d'esquisser une orientation révolutionnaire (...). Ces partis (...) restent des partis centristes »,

c'est-à-dire, dans le vocabulaire marxiste, oscillant entre la collaboration de classes et la lutte pour la révolution socialiste.

Au congrès, la délégation française lit une déclaration affirmant entre autres :

« Les conditions d'une orientation correcte sont, pour nous, l'adoption, non par bribes, mais dans leur totalité, des dix thèses écrites par le camarade Germain et adoptées par notre congrès, l'abandon de toute formule équivoque sur le rôle de la bureaucratie soviétique et des rapports avec les PC et les masses, l'analyse sérieuse de la situation actuelle et des perspectives de développement du mouvement des masses dans le monde entier, qui s'oppose directement à l'idée de la division du monde en "régime capitaliste et en monde stalinien" (...), la réaffirmation de l'analyse trotskyste sur le rôle de la bureaucratie soviétique en tant que caste. »

Les documents du congrès reproduisent des extraits de la conclusion du rapporteur (Pablo) sur cinq points et se concluent par les lignes suivantes :

« Le rapporteur a terminé son rapport en s'adressant longuement aux délégués français et en insistant sur la nécessité et la possibilité d'un accord en ce qui concerne le travail essentiel que la section française doit accomplir en direction des ouvriers staliniens. »

Mais de ce long passage de cette longue réponse... le compte rendu ne reproduit pas une seule ligne. Un passage de son rapport éclaire en tout cas sa méthode. Quel sort sera réservé à ceux qui ne se plieront pas à la nouvelle stratégie ? Michel Pablo les envoie dans la poubelle de l'histoire :

« Il y a toujours un pourcentage de résidus dans le mouvement, composé par des éléments usés ou travaillés par des pressions et les forces ennemies, qui ne comprendront plus jamais. »

Dehors, donc.

La direction de l'Internationale décide de soumettre la section française à sa dis-

cipline pour faire appliquer à toute force sa politique d'entrisme dans les organisations stalinienne, dites pudiquement "sous influence stalinienne". A cette fin, le SI, dans deux lettres du 15 novembre et du 3 décembre, insiste pour imposer un prétendu redressement (en fait, la liquidation) du journal *L'Unité*, expression d'un regroupement lutte de classes dans les syndicats auquel participent les trotskystes.

Le bureau politique du PCI, constitué de 8 membres de la majorité et de 3 de la minorité favorable aux thèses de Pablo, se réunit le 3 décembre 1951. Par souci d'éviter toute provocation à la scission, il vote qu'"il s'efforcera d'appliquer (cette orientation) avec discipline dans l'idée qu'elle n'implique pas une liquidation de *L'Unité*".

Le maintien de *L'Unité* étant contraire à la politique d'entrée à n'importe quelles conditions dans les organisations stalinienne, le SI réagit brutalement à cette prise de position et laisse entendre dans une lettre du 7 décembre au bureau politique du PCI qu'il pourrait soumettre au prochain comité exécutif élargi (CEI) de l'Internationale une modification autoritaire de la direction du PCI pour en confier la direction à la minorité (Frank-Privas-Mestre) ; la majorité du PCI répond dans une lettre du 28 décembre 1951 en demandant l'ouverture d'une discussion internationale sur les problèmes du travail syndical et de la construction de partis indépendants.

En réponse, le secrétariat international adresse au comité central du PCI, avant sa réunion de janvier 1952, la lettre reproduite ci-après, qui a deux aspects :

a) C'est dans ce document qu'apparaît pour la première fois l'expression d'"entrisme sui generis", avec l'explication de sa méthode d'application :

« Afin de s'intégrer dans le mouvement réel des masses, de travailler et de rester par exemple dans les syndicats de masse, les "ruses" et les "capitulations" sont non seulement admises, mais nécessaires. »

Partisan de Pablo, Rodolphe Prager, dans le quatrième volume des *Congrès de la Quatrième Internationale*, le qualifie lui-même "d'entrisme ultra-clandestin, à longue échéance, dans le PC, où il fallait

ruser, se travestir, camoufler sa pensée"... Tout un programme, qu'explique la lettre dans les paragraphes qui suivent.

b) La lettre se situe essentiellement sur le plan disciplinaire et brandit la menace d'exclusion de ceux qui ne s'aligneraient pas :

"Ce qui est en cause, ce sont vos rapports avec le mouvement trotskyste international."

Elle rappelle la menace du secrétariat international de modifier souverainement la composition de la direction élue par les militants :

"S'il s'avère que la direction française ne répond pas à l'espoir d'appliquer loyalement la nouvelle ligne de l'Internationale, le CEI et le SI seront chargés de prendre toutes mesures organisationnelles pour redresser la situation dans le parti."

La lettre, en affirmant que la politique démocratiquement décidée par la majorité "risque maintenant de la mener à la rupture avec l'Internationale", essaie de camoufler une mesure bureaucratique (l'exclusion) en produit des décisions de la majorité. La lettre dénonce la politique "visant fondamentalement la construction dès maintenant, dans l'immédiat, du parti indépendant par l'action ouverte et indépendante" comme contraire à la construction ou au développement de la IV^e Internationale !

Rappelons que, lorsque Trotsky proposait en 1934 l'entrée (provisoire, et non pour des décennies) des trotskystes dans la SFIO en cours de radicalisation réelle, leur activité était conçue comme ouverte et indépendante, et, quelles que soient les discussions qu'elle suscita, elle tenta de le rester.

Pour justifier cette analyse, la lettre affirme "la radicalisation accrue" du PCF "indépendamment de la volonté et des plans de sa direction". Ces mots renvoient à l'action menée par la direction du PCF contre le réarmement de l'Allemagne, et plus largement de toute l'Europe occidentale, sous l'égide américaine. Cette action se manifeste par une vaste campagne recherchant expressément l'alliance avec les secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie prétendument soucieux de l'indépendance nationale.

Elle prendra sa forme la plus aiguë par la manifestation du 28 mai 1952 contre la venue à Paris du général américain Ridgway, commandant en chef de l'OTAN. Cette campagne, interprétée par Pablo comme une évolution à gauche du PCF, ne fait qu'exprimer les besoins de la bureaucratie soviétique, étranglée par le coût de la réponse militaire à la militarisation américaine. Elle veut la freiner, l'entraver, pour ses propres besoins, et utilise les Partis communistes comme moyen de pression en ce sens sur leur bourgeoisie nationale, c'est-à-dire pour affaiblir la pression sur elle-même de la politique de réarmement de l'impérialisme.

Le PCF n'est en ce sens qu'une courroie de transmission d'une politique, qui, prolongée et élargie, recevra un peu plus tard le nom de coexistence pacifique.

Dans un rapport de février 1952, Michel Pablo insiste plus encore sur l'évolution à gauche, quasi révolutionnaire,

“ (du) stalinisme, y compris la bureaucratie stalinienne (...), les tendances opportunistes droitières inhérentes à sa nature sont constamment contrecarrées, mises en échec par l'évolution de la situation (...), le stalinisme fait réapparaître des tendances centristes qui prendront le dessus sur l'opportunisme droitier (...), la bureaucratie soviétique est elle-même obligée — dans les nouvelles conditions — de gauchir sa politique, de faire appel aux masses, de chercher à s'y appuyer”.

Conclusion pratique : les trotskystes doivent massivement entrer dans les Partis communistes là où ces derniers sont majoritaires, y compris dans des organisations croupions, simples annexes de l'appareil truffées de petits bourgeois, de compagnons de route, intellectuels et curés dits progressistes.

“ Cette intégration doit commencer par les organisations périphériques pour arriver jusqu'au PC même (...). Combattants de la paix, Comités Henri Martin, UJRF, syndicats CGT, syndicats uniques, sections syndicales uniques, comités d'unité, etc.”

Le SI soumet au comité central de janvier 1952 une motion prévoyant soit le choix d'un bureau politique provisoire où la minorité aurait la majorité, soit le choix d'un bureau paritaire où le représentant du

SI aurait deux voix, ou voix prépondérante ! La majorité rejette cet ultimatum. Aussitôt, Pablo décide de suspendre le comité central, décision si brutalement bureaucratique que le SI lui-même ne la confirmera que par 5 voix contre 4. Par souci jusqu'au bout d'éviter la scission, la majorité finit peu après par accepter provisoirement, jusqu'au prochain congrès, cette solution d'un bureau paritaire avec voix prépondérante du SI, représenté par Ernest Mandel. Ce bureau politique sous le contrôle du SI convoquera le comité central, à son gré, quand il le jugera bon !

Poursuivant sur cette voie, le comité exécutif international, réuni le 7 juin 1952, décide qu'au prochain congrès du PCI, qui sera tenu le 14 juillet 1952, en tout état de cause, la politique défendue par la minorité, représentant le SI, devra être appliquée, et que, même si elle reste minoritaire au congrès, c'est la minorité qui se verra confier la direction du PCI. Malgré la volonté de la majorité de rester dans l'Internationale, car une organisation trotskyste ne peut se développer que dans le cadre de l'Internationale. Le congrès du PCI du 14 juillet aboutit alors à la scission...

La brochure *Quelques enseignements de notre histoire* souligne :

“ C'est ainsi que s'effectua la marche à la scission dans le PCI : le parti rassemblait 150 militants au maximum. Le processus de désagrégation, commencé dès la fin de la guerre, s'accéléra considérablement au cours de l'âpre bataille fractionnelle où la majorité française eut à lutter contre tout le comité exécutif international et le secrétariat international. Le rapport entre la majorité trotskyste et la minorité pabliste était un peu près de quatre pour un. Environ une trentaine de militants se prononcèrent pour les thèses pablistes, un peu plus d'une centaine se rangèrent autour de la majorité.”

Un mois après, dans son article *“ La guerre qui vient ”*, en août 1952, Michel Pablo donne à la direction du Parti communiste français un certificat d'indépendance relative. La guerre de Corée, qui a éclaté en 1950 et qui donne une impulsion formidable à la politique américaine de réarmement, a permis au budget de guerre des Etats-Unis d'être multiplié par huit en une année. Cette guerre sert de fondement à la prévision

mondiale imminente, qui déboucherait sur une radicalisation profonde de la bureaucratie et des partis staliniens confrontés à l'impérialisme les armes à la main. Trois mois après la manifestation du 28 mai 1952 contre Ridgway, il écrit :

"Il est facile de voir qu'en contraste avec la situation d'avant guerre de ce parti, sa direction n'est plus un simple

organe de transmission des ordres du Kremlin. Empiriquement, handicapée par sa formation et ses traditions bureaucratiques, cette direction est obligée de réfléchir de temps en temps sur sa

politique, d'élaborer elle-même certains de ces aspects en tenant compte de sa base."

Jean-Jacques Marie

Extraits de la lettre adressée par le secrétariat international au comité central du PCI (section française de la IV^e Internationale) le 14 janvier 1952

Chers camarades,

Le secrétariat international tient à attirer votre attention sur l'importance des décisions que vous êtes appelés à prendre à cette session de janvier 1952. Ce qui est en cause, ce sont vos rapports avec le mouvement trotskyste international.

A votre session précédente, en octobre 1951, vous vous êtes engagés à suivre la ligne tracée par le III^e Congrès mondial avec "*compréhension et discipline*". Bientôt 5 mois se sont écoulés depuis le congrès mondial, et nous vous disons nettement que le BP de votre parti, dans les dernières semaines en particulier, et plus particulièrement dans les textes qu'il vous propose d'adopter, montre qu'il entend poursuivre la lutte contre l'orientation qui a été décidée par l'organisme souverain de notre organisation internationale et contre sa direction.

Le rapport politique qui est devant vous, et qui conclut aux tâches et à l'orientation suivie par le BP, notamment en matière de travail dans les syndicats et dans les organisations contrôlées par les staliniens, est, en ce qui concerne l'analyse et les perspectives de la situation

mondiale, en contradiction avec les documents adoptés par le III^e Congrès mondial. Le rapport qui vous est soumis ne définit pas une perspective de guerre mondiale dans des délais relativement courts, mais, ignorant presque complètement le rapport de force international, trace une perspective de l'impérialisme américain placé dans une économie "*préparatoire à une économie d'armement*" seulement, et effrayé de l'inflation et de la bureaucratie soviétique. tous deux à la recherche d'un compromis... L'orientation et les tâches qui ont définies dans le rapport du BP ont conformes à cette perspective, mais non l'analyse et à la perspective définies par le congrès mondial (...).

Nous aurions compris que des erreurs, même graves, fussent commises par le BP, car il est évidemment difficile d'appliquer une politique que l'on a violemment combattue ; s'il y avait eu de la part du BP une volonté de comprendre et d'appliquer la ligne de l'Internationale, nous aurions pu certainement parvenir, sans grandes difficultés, à rectifier ensemble les erreurs commises. Mais ce n'est pas cela que nous avons eu en face de nous, notam-

ment au cours de ces dernières semaines. Nous avons rencontré une lutte constante menée sans franchise contre la ligne de l'Internationale. C'est la majorité du BP qui a fait appel à l'arbitrage du SI pour savoir qui d'elle ou de la minorité avait raison en matière syndicale, relativement à la ligne du congrès mondial. Mais dès que le SI a donné son avis, la majorité du BP s'est écriée que le SI était en opposition au congrès mondial et rejette le texte du SI concernant la réorientation de notre travail syndical en France.

Le point culminant de cette campagne de dénigrement, c'est la reprise de l'accusation de "*liquidation*" et de "*capitulation devant le stalinisme*". Accusation formulée verbalement avant le VII^e Congrès du parti, jamais écrite pour toute l'Internationale, jamais formulée devant le congrès mondial et reprise à nouveau dans ces dernières semaines (...).

Si on pense que nous capitulons devant le stalinisme, pour rompre avec le stalinisme, on rompra avec nous. Si on pense que nous capitulons devant le stalinisme, on nous attribuera les pires méthodes stalinienne, et déjà un membre du BP a écrit un article que le BP était en train de publier, pour nous accuser de véritables crimes à l'égard de notre mouvement (...).

En réalité, la France est peut-être le pays où se croisent avec le plus de violence les forces antagonistes, où le poids des couches petites-bourgeoises est énorme et où la bourgeoisie elle-même est la plus déchirée de façon éclatante. Nous assistons dans notre section française à un reflet de ces déchirements et contradictions de la société française. Et c'est pourquoi la voie sur laquelle s'est engagée la majorité du BP est extrêmement périlleuse. Elle se trouve à la dérive, et son éloignement grandissant de l'Internationale risque maintenant de la mener à la rupture avec l'Internationale.

Patiemment, méthodiquement, le SI s'est efforcé depuis le III^e Congrès mondial de collaborer avec votre BP, en particulier pour arriver à une application compréhensive et efficace de la ligne de l'Internationale en France. Un premier texte d'application a été ainsi élaboré par la commission mixte des représentants du SI et de votre BP. Ce texte n'était naturel-

lement qu'un premier pas dans la voie de la compréhension de la ligne du III^e Congrès mondial telle qu'elle a été définie explicitement et implicitement dans les textes de ce congrès et telle que l'entend la direction internationale. Pour arriver à un premier accord avec votre direction, qui était violemment opposée encore, au lendemain même du III^e Congrès mondial, à la ligne de l'Internationale, les représentants du SI ont délibérément limité toutes les implications de cette ligne à un petit nombre d'idées et de propositions sur lesquelles ils se sont efforcés d'obtenir votre compréhension et votre consentement (...).

La discussion syndicale que la situation vous a imposée, par l'évolution de *L'Unité*, les propositions de la CGT et la perspective de nouvelles luttes, débordait déjà dans sa logique le cadre étroit du premier document d'application et convergeait d'une façon encore plus concrète vers la question fondamentale de notre orientation et de notre tactique en France que signifie s'orienter vers les organisations et les ouvriers staliniens, comment y travailler ?

Les réponses que le BP a données à cette question lors de la discussion syndicale, la façon dont il a accueilli, critiqué et ensuite rejeté notre résolution "*pour la réorientation de notre travail syndical en France*", ainsi que les réponses dans le projet de résolution politique qu'il vous propose d'adopter, nous prouvent que, fondamentalement, il est resté sur la même conception de travail formulée par le VII^e Congrès du PCI et non pas sur l'appréciation et les conceptions de l'Internationale.

Ce qu'il cherche toujours, c'est renforcer l'organisation indépendante du PCI et l'opposer en tant que telle de l'extérieur contre les organisations et le parti stalinien, en tant que pôle politique principal de regroupement dans l'immédiat des forces révolutionnaires du prolétariat français. Il cherche, par l'action indépendante et la création de "situations de force" éti-quetées trotskystes, dans les usines, les syndicats..., etc., à prouver aux ouvriers staliniens qu'il existe dans l'immédiat une autre voie politique et organisationnelle que celle de leurs organisations, et par conséquent qu'il existe dans l'immédiat en France la possibilité d'une "nouvelle

direction” révolutionnaire. Nous trouverons un écho, dit-il, parmi les ouvriers stalinien dans la mesure où nous agissons indépendamment, ouvertement, comme trotskystes, et devenons forts. Ceci est le sens aussi bien du projet Dumont-Lambert que plus particulièrement de plusieurs passages contenus dans le projet de résolution “*sur la situation française et les tâches du parti*”.

Or cette orientation, qui fut plus ou moins celle que le parti a poursuivie jusqu’au congrès de l’Internationale et qui correspond effectivement à la logique de tout travail fondamentalement indépendant, visant fondamentalement la construction dès maintenant, dans l’immédiat, du parti indépendant par l’action ouverte et indépendante, n’est pas celle du tournant en cette matière que la ligne du III^e Congrès trace et implique.

Pour que vous arriviez à comprendre ce que l’Internationale exige actuellement en France, et dans la mesure où il s’agit seulement de confusion et non pas délibérément d’une lutte consciente contre les implications de la ligne de l’Internationale, vous devez faire l’effort de concevoir ce que pourrait et devrait être le travail de notre organisation en France si ; à la place d’un mouvement stalinien tellement fort, majoritaire dans la classe, existait un mouvement réformiste de la même importance et placé dans les mêmes conditions objectives, et le poussait indépendamment de la volonté et des plans de sa direction vers une radicalisation accrue (...).

En France, ce qu’exige l’Internationale est fortement apparenté à une politique entriste par rapport aux organisations et aux mouvements staliniens. Ce travail comporte par conséquent des tactiques et des moyens propres à sa nature particulière, et qui ne sont naturellement pas ceux du travail fondamentalement indépendant.

L’Internationale a indiqué à plusieurs reprises, aussi bien dans les résolutions et textes du III^e Congrès, aussi bien dans ses textes concrétisant la ligne à appliquer en France, et plus spécialement dans sa résolution “*Pour une réorientation de notre travail syndical en France*”, les considérations d’où découle la nécessité d’un tel travail en direction des organisations et des ouvriers staliniens ; ce n’est pas seule-

ment parce que le mouvement influencé par les staliniens en France constitue, et de loin, la plus importante expression du réel mouvement des masses de ce pays qu’il est nécessaire pour nous de nous orienter avant tout vers ce mouvement, de nous y intégrer et d’y travailler.

C’est parce que ce mouvement est d’autre part placé dans des conditions objectives telles, par l’évolution de la situation internationale vers la guerre contre-révolutionnaire de l’impérialisme coalisé, que — indépendamment des plans de la volonté de sa direction bureaucratique au service de la politique du Kremlin — il sera forcé, obligé de se radicaliser davantage, d’esquisser pratiquement une orientation révolutionnaire et d’agir, dans le cas de la guerre, les armes à la main pour le pouvoir.

Toute la tactique que l’Internationale préconise envers les mouvements influencés par les staliniens dans les pays où ces mouvements sont de loin les mouvements majoritaires de la classe est indissolublement liée à l’étape actuelle à la nature de ces mouvements, à la façon dont ces mouvements seront obligés de réagir dans les conditions concrètes actuelles et à la perspective de la révolution.

Quand notre mouvement dans le passé, entre 1929 et 1938, avait posé tout d’abord la question de l’unité d’action avec les organisations et ouvriers socialistes, et ensuite le travail à l’intérieur du mouvement socialiste, il est parti précisément des “*conditions objectives dans lesquelles ce mouvement était placé*” (et dont résultaient des conséquences précises inévitables) et non pas de critères “psychologiques” et “moraux” concernant les désirs, les capacités, les plans de la direction social-démocrate petite-bourgeoise (...).

Le même problème, sous une forme plus aiguë et avec des possibilités révolutionnaires plus importantes, plus amples, se pose devant les organisations trotskystes, partout où nous avons affaire à un mouvement stalinien de masse placé dans les conditions concrètes actuelles.

Peut-on sérieusement nier que le mouvement stalinien en France, par exemple, est placé devant la “guerre froide” dans des conditions nouvelles qu’il n’a jamais connues dans tout son passé et que ces

conditions l'obligent, le forcent (et l'obligeront encore davantage dans l'avenir, et aussi longtemps que la situation internationale évoluera vers la guerre et ne sera pas renversée dans le sens de la "paix", c'est-à-dire d'un compromis étendu et viable entre le capitalisme et l'URSS, les "démocraties populaires", la Chine) d'agir pratiquement d'une certaine manière, de se radicaliser (à sa façon), d'esquisser une orientation qui, sur plus d'un point, contraste avec le cours fondamentalement droitier de sa politique de 1934-1947, de s'appuyer davantage (à sa façon) sur la mobilisation militante, c'est-à-dire active, de la classe ouvrière ?

N'est-ce pas cela le sens le plus profond de toute une série de manifestations de la politique stalinienne en France auxquelles nous assistons plus spécialement depuis le congrès mondial : propositions d'unité d'action de la CGT aux autres centrales syndicales, propositions de l'UJRF aux organisations de jeunes pour une action commune contre les deux ans, campagne d'un secrétaire du PC français — Fajon — préparant des propositions d'unité d'action avec le Parti socialiste ?

(...) L'ensemble du travail intérieur et extérieur de l'organisation trotskyste aura ainsi pour but d'accélérer la radicalisation des ouvriers staliniens et le développement d'une direction révolutionnaire surgie fondamentalement du sein de leur mouvement à travers les expériences des luttes à venir et les tâches que ces luttes imposeront à la masse des militants staliniens.

Examinons maintenant les différents aspects particuliers de cette orientation, sans avoir néanmoins la prétention d'épuiser le sujet dans cette lettre.

L'expérience que l'Internationale entame dans ce domaine est jusqu'à maintenant unique dans son histoire et sa mise au point exigera un certain temps, ainsi que la compréhension compréhensive et loyale des directions des sections impliquées dans ce travail. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect capital de la question.

Le premier problème que pose un tel travail en direction et à l'intérieur des organisations et du mouvement stalinien en général, c'est celui de la manière de s'intégrer dans ce mouvement.

Cette intégration doit commencer par les organisations périphériques pour arriver jusqu'au PCF même. Des exceptions à cette marche sont naturellement possibles et même inévitables. Des camarades désignés par notre direction en tenant compte de leurs responsabilités et de leurs capacités pour un tel travail s'efforceront de s'intégrer dans toutes les organisations et organismes politiques, syndicaux, culturels..., etc., que le PCF dirige, influence, propulse : Combattants de la paix, Comités Henri Martin, UJRF, syndicats CGT, syndicats uniques, sections syndicales uniques, comités d'unité, etc.

Pour arriver à un tel résultat, pour y rester et y travailler, il sera nécessaire, pendant toute une période au début, que nos militants camouflent complètement leur qualité de trotskystes, ou n'appuient plus sur elle, n'entretenant aucun travail politique sur nos propres idées, et se fassent connaître dans leur nouveau milieu avant tout comme les meilleurs animateurs de tous ces organismes. C'est ensuite, une fois qu'ils seront solidement intégrés dans ces milieux, qu'ils auront acquis l'estime et la confiance de leurs compagnons de travail, et la connaissance concrète nécessaire de leur milieu, qu'ils pourront et sauront comment agir au mieux pour propulser progressivement certaines de nos idées, accentuer la radicalisation des militants staliniens, favoriser — toujours avec souplesse — les positions et les tendances de gauche, discerner les plus combattifs, les plus intéressants, et soit les travailler directement individuellement, soit le signaler à nos organismes indépendants.

Chaque militant trotskyste, s'il acquiert cette compréhension du travail et s'il est constamment aidé par sa direction, est capable de devenir l'animateur d'un secteur de travail et de faire vivre mieux qu'un militant stalinien un comité Henri Martin, une section syndicale unique, un comité d'usine, etc. (...).

Les organisations et organismes que le PCF dirige, influence, propulse, sont infiniment plus réels, plus vivants, mais naturellement le contrôle bureaucratique sur eux est aussi plus sévère. Il est absolument possible que nos militants s'intègrent, travaillent et restent dans ces milieux s'ils se comportent au début tout

juste comme de simples militants du PCF et font valoir leurs capacités d'initiative, d'organisation et de direction.

C'est le sens de l'attitude que nous avons préconisée sur le terrain syndical dans notre résolution "*Pour la réorientation de notre travail syndical en France*".

Nous avons voulu, par ce document, attirer l'attention de la direction du parti sur les grandes possibilités offertes par la conjoncture créée dans ce domaine à la suite des propositions de la CGT et le courant unitaire qui se développe dans la classe pour s'intégrer dans les syndicats cégétistes, y compris dans les organismes syndicaux unitaires (sections syndicales uniques, comités d'usine). Il fallait pour cela que nos camarades soient disposés — et si nécessaire capables de le faire — à ruser avec les dirigeants stalinien, se montrer souples, laisser à l'arrière-plan leur qualité de trotskystes, et mettre en avant, avant tout, leurs capacités d'appliquer une ligne unitaire, d'animer, de diriger les organismes qui la concrétisent et que la direction stalinienne elle-même voulait voir surgir.

Afin de s'intégrer dans le mouvement réel des masses, de travailler et de rester par exemple dans les syndicats de masse, les "ruses" et les "capitulations" sont non seulement admises, mais nécessaires. Nous avons déjà appris cela du temps de la "maladie infantile" de Lénine, et toute l'expérience de l'Internationale en matière de travail de masse, qu'il soit entriste ou travail syndical, nous a permis de mieux en développer le sens.

Pour pouvoir réintégrer les syndicats cégétistes quand on en a été exclu ou pour rentrer dans un organisme syndical unitaire quelconque, on n'hésitera pas si nécessaire à sacrifier par exemple la vente de *L'Unité* ou même de *La Vérité*, à mettre tout à fait à l'arrière-plan sa qualité de trotskyste si les directions bureaucratiques l'exigent et si nous-mêmes arrivons à la conclusion que c'est là la condition pour faciliter notre intégration.

Toutes ces questions, nous avons cru qu'elles étaient depuis longtemps parfaitement claires pour tous les membres de notre mouvement.

Poursuivons.

Si nous avons défini la politique que l'Internationale entend suivre en France comme une sorte de politique entriste *sui generis*, c'est à cause du caractère spécifique du mouvement stalinien, dont la direction extrêmement bureaucratique nous empêche de procéder exactement comme dans un mouvement réformiste de même importance. Sinon, nous serions — et depuis longtemps déjà — pour une politique entriste totale. La nature du mouvement stalinien nous impose en réalité une combinaison de travail indépendant et de travail "entriste" avec les particularités ci-après :

— le travail indépendant doit être compris comme ayant pour but principal d'aider le travail "entriste" et s'adresse lui aussi principalement en direction des ouvriers staliniens ;

— le travail entriste s'amplifiera au fur et à mesure que nous approcherons de la guerre.

Le secteur indépendant aide le travail entriste en lui fournissant les effectifs, en les dirigeant de l'extérieur, en développant les thèmes de notre politique, de la critique concrète de la politique stalinienne, etc., d'une façon ample, claire, sans autres limitations que celles du langage et de la forme, qui doivent être étudiés de façon à trouver un écho grandissant parmi les militants staliniens.

Le secteur indépendant maintient toutes les activités essentielles actuelles dans les usines, les syndicats, les jeunes, et continue à recruter, y compris parmi les meilleurs éléments dépistés au sein du mouvement stalinien par nos militants qui font du travail entriste.

Il se peut, en effet, bien que notre tendance constante sera de maintenir et d'augmenter nos forces à l'intérieur du mouvement stalinien (et cela pour une longue période), que, pour certains éléments qui nous auront été signalés au sein de ce mouvement, il soit préférable de parfaire leur formation trotskyste en les affiliant au secteur indépendant (...).

Si notre organisation française s'engage dans une politique telle que nous venons simplement d'esquisser, dans certaines de ses grandes lignes, il s'ensuivra dans un certain temps une véritable intégration de dizaines et de dizaines de nos militants dans un réel travail de masse, au sein même du mouvement stalinien.

Nous le suivrons ainsi dans toute son évolution dynamique, déterminée par l'évolution de la situation internationale, et nous serons placés dans les meilleures conditions pour en profiter (...).

Si la situation que nous avons actuellement dans notre organisation en France se maintenait, non seulement une expérience pareille est condamnée par avance, mais aucun progrès n'est plus possible. Le parti stagnera et périlitera, impuissant, confus, démoralisé.

La question de l'état de la direction est la question capitale pour toutes nos organisations. Dans un très grand nombre de pays, nous l'avons heureusement résolue dans le sens de la formation d'une équipe homogène disciplinée, attachée profondément et sans réserve à l'Internationale. C'est en France, camarades, que le retard le plus important, le plus dangereux, le plus inadmissible existe dans ce domaine encore. Il est temps d'en finir.

Nous adressons l'appel le plus pressant et le plus urgent au CC pour qu'il comprenne et mette un terme à cette situation. Nous ne demandons pas aux camarades d'abandonner les positions qu'ils croient justes, mais de faire un effort réel pour appliquer vraiment avec "compréhension et discipline" la ligne de l'Internationale.

Dans la lettre du 28 décembre 1951 qu'il nous a adressée, le BP déclare qu'il ne voit pas

"d'autre solution que l'ouverture d'une discussion approfondie au travers de bulletins internationaux sur les problèmes du travail syndical et de construction de partis nécessairement indépendants dans les conditions des pays de l'Europe occidentale où le stalinisme est la forme dominante dans le mouvement ouvrier".

Il faut être clair. En aucun cas le SI n'est disposé de mettre en discussion dans le parti ou l'Internationale la ligne du III^e Congrès mondial. Toute discussion, en particulier dans votre parti, doit exclusivement porter sur l'explication, la signification et la meilleure façon d'appliquer cette ligne.

(...) Peut-être la majorité du BP veut-elle nous démontrer qu'elle a derrière elle la majorité du parti ? Nous n'avons pas besoin de discussion pour cela : nous n'avons jamais contesté les votes du VII^e Congrès du parti, mais la majorité du BP

n'a pas non plus contesté les votes du congrès mondial, et, dans notre parti international, la majorité de la section française se trouve en minorité et doit, par discipline, appliquer les décisions politiques et organisationnelles prises par la majorité de l'Internationale.

Toute autre attitude aurait comme conséquence de fausser le fonctionnement de l'Internationale et de vous mettre en dehors d'elle (...).

Nous demandons au CC de nommer un BP qui assure que l'orientation de l'Internationale sera appliquée fermement et d'une manière qui permette de ne plus perdre de temps. Nous demandons au CC de refuser toute discussion dans le parti sur des documents opposés à l'analyse, aux perspectives et à l'orientation du III^e Congrès mondial.

Notre attitude immédiate envers vous dépendra des réponses que vous donnerez à ces demandes. Le SI prendra, comme il en a le droit, ses responsabilités dès maintenant et soumettra les mesures qui seront éventuellement prises à l'approbation du prochain CEI.

Vous avez par conséquent à prendre une décision des plus importantes pour la marche de notre organisation française. Nous sommes dans une situation mondiale qui ouvre les plus grandes perspectives pour notre mouvement, mais qui nous soumettra aux plus grandes épreuves. Notre force essentielle dans cette situation, qui nous a permis de vivre plus d'un quart de siècle en dépit de toutes les répressions et qui nous assurera notre victoire, c'est l'Internationale. En dehors d'elle, il n'y a aucun avenir.

Nous espérons que les membres du CCI, tous les membres, y compris ceux qui ont été fort loin dans les dernières semaines, entendront notre avertissement, et qu'avec l'Internationale, ils voudront surmonter les difficultés présentes et redresser le cours du parti.

Quant à nous, nous remplirons dès maintenant le mandat que le congrès mondial nous a confié.

Salutations communistes internationales.

**Le 14 janvier 1952,
le secrétariat international**

Extraits du comité central des 19 et 20 janvier 1952

Séance du 19 janvier 1952

Gabriel (Pablo) : Je sais que l'importance de la lettre qui a été adressée par le SI ne vous échappe pas. En réalité, pour le SI, qui a discuté à fond la discussion telle qu'elle se développe depuis le congrès mondial dans la section française, le but unique de cette séance du CC, c'est de régler d'une façon définitive la question de vos rapports avec l'Internationale (...).

Je commencerai, car je crois que c'est nécessaire à la suite de ce qui s'est passé dans le parti français, par vous expliquer comment la direction internationale, en accord avec la majorité de l'Internationale, entend le fonctionnement normal de l'Internationale. Je ne peux contester le droit à aucune section, et en particulier à la vôtre, d'avoir un point de vue différent sur la politique de l'Internationale que le point de vue de l'Internationale elle-même. C'est votre strict droit de considérer que la politique, telle qu'elle a été définie par le congrès mondial, est une politique fautive, de considérer même, comme l'ont fait certains d'entre vous, que c'est une politique criminelle. Mais une fois admis ce droit que vous avez, vous devez comprendre que, depuis très longtemps déjà, la grande majorité de l'Internationale est arrivée à des conceptions absolument solides et fermes en ce qui concerne sa façon de fonctionner (...).

Voyons quelle est la situation présente. Il y a eu avant le congrès mondial une discussion assez étendue sur la ligne qui devait être adoptée par l'Internationale. Le congrès a eu lieu, et tous les camarades présents, y compris les majoritaires, ne peuvent pas contester une chose : c'est qu'il était le plus représentatif de tous les congrès tenus jusqu'à présent. Il a adopté une ligne en pleine clarté avec des votes

réguliers. Il n'y a que la minorité française qui a voté contre. Il y a eu l'élection de la direction avec presque l'unanimité, et personne ne contestera la régularité et le caractère représentatif de la direction élue (...).

La première série de manifestations de votre ligne nouvelle de combattre la ligne du III^e Congrès mondial et sa direction actuelle se sont manifestées par exemple dans la discussion syndicale.

1) Vous avez rejeté le texte soumis par le SI qui concrétisait, d'après son point de vue, ce qui devait être notre ligne. Vous l'avez rejeté avec une résolution disant que le texte allait à l'encontre de la ligne du III^e Congrès mondial.

2) Dans le rapport politique préparé par vous, il y a plusieurs questions. L'appréciation de la situation internationale doit partir des faits suivants : l'économie américaine n'est pas déjà engagée dans une voie d'économie d'armement, il y a une longue dissertation voulant démontrer que le camp impérialiste est divisé, que la classe bourgeoise est très divisée, que l'impérialisme américain n'a pas choisi sa voie, qu'il hésite devant les dangers de l'inflation et est tenté par les propositions de compromis soviétique. Vous comprendrez que toutes ces considérations sont contre ce qui était l'appréciation du congrès mondial dans ses documents.

Nous savons très bien qu'il y aura des remous dans la classe dirigeante, mais nous avons dit qu'en définitive la politique de la bourgeoisie sera déterminée par la politique de la grande bourgeoisie et non par les hésitations de certains secteurs de la petite bourgeoisie (...).

La seconde partie de ces considérations, c'est concernant votre tactique en

France et ce que signifie comment nous orienter vers les organisations stalinienne. qui vont à l'encontre de celles de l'Internationale en ce qui concerne la place que nous donnons à ce travail en direction des staliens. Nous avons tâché, d'une façon très claire, de vous expliquer quel est le point de vue de l'Internationale dans la dernière lettre que nous avons adressée au CC. Notre point de vue est très clair. Ce que nous demandons de faire en France, c'est une combinaison du travail indépendant et entriste dans le sens que nous expliquons dans la lettre en direction des ouvriers et des organisations stalinienne en partant des considérations dans lesquelles se trouve placé le mouvement stalinien en France et en partant des considérations sur la dynamique de ce mouvement, et sur le rôle qu'il sera forcément obligé de jouer. C'est par rapport à cela que nous esquissons une tactique, qui est une tactique de travail de plus en plus ample avant tout dans la masse des ouvriers staliens. Cette tactique est l'équivalent de la ligne générale de l'Internationale dans le monde, qui a des moyens divers, mais qui correspondent aux mêmes principes. Nous avons insisté et nous avons appris aux trotskystes, et ils l'appliquent avec succès dans plusieurs pays, comment travailler dans chaque pays là où existe le réel mouvement des masses. Il y a trois variantes à cette tactique.

Dans une série de pays, c'est l'Internationale qui pousse le noyau trotskyste à agir dès maintenant d'une façon indépendante comme la véritable direction révolutionnaire du mouvement des masses (pays de l'Amérique latine, Ceylan) (...).

L'autre travail, c'est le travail en direction des ouvriers réformistes dans tous les pays où le mouvement réformiste est le mouvement dominant majoritaire, comme en Angleterre, pays typique de ce travail (...).

Troisièmement, la catégorie où le mouvement stalinien est de loin le mouvement majoritaire de la classe. Dans tous ces pays, nous devons commencer une expérience nouvelle, placer de plus en plus de forces sachant travailler à l'intérieur même de ce mouvement. Nous partons de la considération des conditions nouvelles où se trouve placé ce mouvement et du dynamisme et de ce qu'il fera en cas de

guerre. Nous ne partons pas de considérations psychologiques, mais des conditions concrètes où se trouve le mouvement des masses, de la crise du capitalisme, qui a obligé la social-démocratie à se battre pour survivre. C'est ce qui nous a donné la tactique essentielle pour travailler dans les organisations réformistes. Aujourd'hui, le mouvement stalinien, à partir de la guerre froide et de la perspective d'un choc avec l'impérialisme, s'achemine vers le choc décisif, et, parce qu'il est placé objectivement dans des conditions nouvelles, il sera obligé et forcé de réagir, et cette réaction a commencé. Personne ne peut discuter ce que font actuellement les staliens et ce qu'ils faisaient entre 1934 et 1947, période pendant laquelle ils avaient l'illusion d'une période de cohabitation. Nous discuterons avec les camarades qui ont cette compréhension et qui laisseront de côté le programme transitoire, qui a été écrit dans une période tout à fait différente. Ce qui s'est passé après et durant cette guerre est colossal. Des choses nouvelles sont apparues. Une pensée marxiste qui veut se réfugier sur les phrases du programme transitoire est inacceptable par les trotskystes (...).

P. Lambert : C'est la première fois qu'on crée un certain nombre de divergences, non formulées auparavant, sous la forme d'un ultimatum. Nos positions doivent partir de la volonté absolue de rester dans l'Internationale. C'est pourquoi, si on se souvient des discussions préparatoires, quand nous expliquons que la proposition qui nous était faite d'abandonner le travail indépendant du parti, on nous disait qu'on calomniait. La résolution de la commission française du congrès mondial dit qu'il faut maintenir intégralement le travail indépendant du parti et tout ce qu'il signifie. Nous sommes aujourd'hui devant une proposition toute nouvelle, même pas formulée par les camarades, sur la position du congrès mondial. Nous sommes devant toute une série de choses nouvelles. Le devoir élémentaire de la direction de l'Internationale, c'est de dire : discutons, élaborons, devant ces propositions. Une manière sérieuse, trotskyste, n'est pas de poser un ultimatum devant la majorité d'un parti considéré comme une bonne section de l'Internationale. C'est une chose inouïe qu'un

tel ultimatum. Il n'y a pas de parallèle d'une telle attitude (...).

Sur la question de la forme, les considérations du camarade Gabriel au départ, c'est-à-dire que le SI est responsable entre les sessions du CEI, nous en sommes convaincus. Il s'agit de savoir si la direction internationale pense qu'il faut procéder par oukases. Elle a tous les droits. Mais ce problème est politique. C'est celui d'une attitude responsable de la direction en face d'une section qui n'assimile pas ce qui était compris implicitement dans toutes les résolutions du congrès mondial. D'autre part, on a entendu un certain nombre de choses extraordinaires, en particulier l'appréciation du programme transitoire. Le programme trotskyste du stalinisme, mais s'il faut réviser, il faut dire comment, où, en quoi. Je conçois qu'on puisse réviser le programme transitoire, mais il faut l'expliquer.

Sur la tactique de la construction du parti, on explique que, de 1934 à 1947, il y a une attitude qui a tourné ensuite. Mais c'est depuis 1936 que la classe ouvrière se regroupe autour du PC. Comment gagner la confiance des ouvriers staliniens ? Nous pensons que l'entrisme est une possibilité à une étape déterminée, mais ce n'est pas parce que les ouvriers s'orientent vers le PC. C'est vrai depuis 1945. Et cette tactique révisé les positions que nous avons élaborées tous ensemble, pendant la guerre et l'Occupation. La deuxième méthode de discussion bolchevique, c'est de faire une autocritique sérieuse des erreurs que nous avons faites et les uns et les autres, et tous ensemble dans ce domaine-là.

Si les camarades ne comprennent pas, c'est que l'Internationale doit élaborer et formuler toute une série de propositions, et non pas agir par un ultimatum. Les camarades majoritaires essaient d'appliquer la ligne du III^e Congrès mondial, mais dans la mesure où ils ne comprennent pas, le rôle de l'Internationale, c'est de formuler les propositions qui permettent au parti de comprendre en bloc. Quand on nous dit que c'est nous qui voulons la scission, le problème est inversé. La majorité française est prête, mais pas sous la forme présentée par l'Internationale. Cela n'a jamais existé dans notre Internationale.

S. Just : (...) C'est en rupture avec le Kremlin que le III^e Congrès mondial a caractérisé la possibilité pour le PC yougoslave de diriger une lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Est-ce qu'aujourd'hui, c'est le cas pour le PCF ? Est-ce qu'il est en rupture avec le Kremlin ? Est-ce qu'il peut mener une lutte réelle pour le pouvoir ? Je crois que, de ce point de vue, ce n'est pas la peine de discuter. Il se peut néanmoins qu'à une étape ou à une autre, il est vraisemblable qu'il y aura des conditions où le PCF se différenciera du Kremlin. C'est tout à fait vraisemblable. Mais l'essentiel, c'est la rupture avec le Kremlin (...).

De toute façon, quelle que soit la justesse ou la fausseté de ces appréciations, cette lettre n'est pas en liaison avec les conclusions du III^e Congrès mondial. Il est impossible de dire à des militants ouvriers : vous allez donner confiance aux dirigeants du PCF, ça ne signifie pas autre chose que de dénoncer le trotskysme en tant que tel, c'est-à-dire liquider les possibilités de travail à l'intérieur du PC lui-même. C'est le liquider vis-à-vis des ouvriers (...).

M. Lequenne (Maurin) : Dans la dernière lettre du SI, on nous dit que nous avons accusé le SI de vouloir liquider le parti. L'intervention de Gabriel donne un argument en faveur de ce point de vue. C'est une intervention liquidatrice du parti. Depuis des mois, puis avant le congrès mondial, nous avons demandé qu'est-ce que signifiait pratiquement, sur le plan de l'orientation, la ligne qui était développée par la minorité et le SI. Jamais on ne nous a répondu. On disait qu'il s'agissait d'interprétations calomniatrices de la ligne du SI. Maintenant, on explique que l'essentiel de nos forces va être à l'intérieur des organisations staliniennes, mais pas pour faire un travail de fraction, mais pour faire de l'entrisme, qu'on définit comme un entrisme muet et non comparable en quoi que ce soit au travail que nous avons toujours approuvé dans les autres sections de l'Internationale. Il s'agit d'une entrée silencieuse, pendant une longue période, dont la durée n'est pas définie. Pourtant, après le congrès mondial, rien n'est venu. Frank était responsable de ce travail dans les organisations

staliniennes. **Pendant** des mois, il n'a rien sorti (...).

P. Frank : Je pense que l'intervention de Maurin fera réfléchir beaucoup de camarades. La lutte de tendance a fait perdre l'équilibre à ce camarade. Je demande aux camarades de réfléchir où cette lutte va mener un certain nombre de camarades. J'ai entendu l'exposé de Lambert, qui dit que le parti ne comprend pas. Quand je t'ai écouté, je dis que tu ne comprends pas parce que tu n'as pas étudié sérieusement le III^e Congrès mondial. Vous n'avez pas cherché à comprendre que le travail de tous les jours était le produit de l'analyse et de la perspective mondiale, et des leçons tirées par le congrès mondial (...).

En France, il y a actuellement une maturation de crise révolutionnaire. Cette radicalisation, ce courant unitaire, pénètre à travers le PCF : proposition de Frachon aux autres centrales, l'UJRF a fait des propositions sur la lutte contre les deux ans, Fajon fait une campagne en direction du PS. Nous devons comprendre qu'il y a là-dedans la révolution qui progresse. Nous ne savons pas comment cela va se développer. Nous disons que pour exploiter cette situation, il faut que nous ayons des forces tout à fait puissantes dedans.

L'Internationale avait compris la première l'importance de l'affaire yougoslave. L'erreur que nous avons commise, c'est d'avoir engagé dans cette offensive toutes nos forces sans ligne de repli. Nous nous sommes fait battre par les bureaucrates. et, actuellement, nous avons besoin de replacer nos forces (...).

Marcel Gibelin (Marin) : (...) On nous dit : vous avez un moyen, c'est de vous adresser au CEI. J'ai l'intention de l'utiliser. de porter la lutte par tous les moyens au sein de l'Internationale (...)

Je crois que **notre** CC doit accepter les propositions du SI. changer de BP, stopper la discussion de tous les textes déclarés en contradiction avec la ligne, parce que nous **devons aller** au CEI et porter le débat dans l'Internationale tout entière. Je demande **aux camarades** de faire cette concession. **Nous ne devons pas tomber dans le piège tendu.** qui a pour but

d'étouffer la discussion internationale. Il ne faut pas tomber dans la provocation qui nous est faite.

Gabriel : Si tu parles de provocation, tu vas voir à quel point de bureaucratisme est arrivée actuellement l'Internationale.

Righetti : (...) En réalité, je crois que cette discussion est extrêmement grave et qu'elle ne surprend pas seulement les membres de la majorité. Je rappellerai un incident du BP où Frank a reconnu que son texte sur les organisations parastaliniennes était largement dépassé par la lettre du SI (...).

M. Mestre : (...) Sur la question de la stratégie de construction du parti, il y a deux lignes, parce qu'il y a deux appréciations différentes de la période. Je conçois que les camarades de la majorité ne comprendront pas tant qu'ils n'auront pas assimilé le caractère de la période. C'est une nouvelle phase de décadence du capitalisme. Toute tentative de calquer le passé sur le présent ne peut faire avancer les camarades. Ne se servir que du programme transitoire, c'est être dogmatique et ne rien comprendre à la période. Tant que vous n'aurez pas compris cela, nous aurons effectivement une appréciation différente de la période. Parce qu'ils ne comprennent pas ça, ils ne comprennent pas ce qui se passe avec le stalinisme ; ce que les bureaucrates veulent et ce que la situation leur permet de faire, c'est une autre chose. La bureaucratie se trouve dans une période d'affrontement avec le capitalisme qui sera son tombeau. Nous n'avons pas la même appréciation de la construction du parti, ils se sont arrêtés à la vieille conception du VII^e Congrès du parti. Nous voulons nous intégrer à la conduite de la révolution, c'est-à-dire aux ouvriers staliniens.

Le premier texte sorti après le congrès mondial avait commencé à préciser : aujourd'hui, le SI vient avec un document plus clair encore ; il est nouveau certainement par rapport à toi, Lambert, mais il est surtout complet. C'est une vérification que la direction internationale est plus capable que nous de clarifier et d'élaborer (...).

Jacques Grimblat (Privas) : Il y a des problèmes qu'on ne peut pas résoudre

avec des astuces volontaires, et c'est ce que vous faites. Vous dites que vous voulez appliquer la ligne du SI, mais vous reprenez les idées du VII^e Congrès du parti. C'est de la tricherie. Vous camoufflez cette astuce. Je vous demande d'expliquer au parti la différence entre ce que vous proposez au parti et ce que vous avez à faire. Vous avez refusé de m'expliquer cela. Tous ceux qui lisent vos textes s'aperçoivent que ce n'est pas la ligne du SI, mais celle du VII^e Congrès. Vous dites que vous appliquez la ligne du congrès mondial dans le travail dans les organisations stalinienne, mais ce qu'on vous demande, c'est d'entrer dans les organisations stalinienne pour y rester et non pas pour se faire vider par les bureaucrates. En Angleterre, les copains sont entrés silencieusement. Il faut aujourd'hui un ultimatum, parce que c'est vous qui trichez. Vous essayez de faire passer la ligne du VII^e Congrès pour la ligne du III^e Congrès mondial. Les choses nouvelles, c'est vous qui les proposez, parce que c'est vous qui voulez savoir comment appliquer la ligne du III^e Congrès mondial en France (...).

D. Renard : Il y a dans ce débat une certaine gêne, car on ressent l'impression que c'est un débat de juristes. On affirme que c'est la ligne du III^e Congrès mondial ou le contraire. Si tout est nouveau et bouleversé, il faut d'abord le dire et le démontrer ; si le programme transitoire est insuffisant, il faut aussi le démontrer, et les éléments que nous avons pour estimer cela, ce n'est pas autre chose que les éléments donnés par le III^e Congrès mondial.

La lecture de la lettre du SI donne à penser qu'il n'y avait aucune discussion possible au sein du CC étant donné les ultimatums, et tout aurait dû se borner à l'approbation de la lettre et à la désignation d'un nouveau BP. Je pense que la lettre du SI remet en cause les décisions du III^e Congrès mondial, dans sa forme et dans son fond. Est-ce que discuter est un acte d'indiscipline ? Oui. Le camarade Frank a expliqué que si mon texte syndical paraissait dans le parti, je serai frappé des foudres de l'Internationale. Est-ce que j'ai encore le droit de faire cela ? Le fait de discuter de la ligne du III^e Congrès mondial est un acte d'indiscipline.

P. Frank : Je n'ai pas dit que j'étais contre parce que tu voulais faire cette démonstration. J'ai dit que ton article portait contre l'Internationale une accusation qui, si elle était vérifiée, exigerait des mesures d'exclusion contre les membres du SI. Tu as accusé le SI d'avoir inventé des divergences pour pouvoir exclure des gens. Cela n'est pas acceptable. Tu as perdu les pédales, comme le camarade Maurin. Sur ce plan, je ne discuterai pas.

G. Bloch : Privas dit que si nous allons dans les organisations stalinienne, ce serait pour nous faire exclure tout de suite. En ce qui me concerne, je me suis orienté vers le travail dans une organisation stalinienne, celle des déportés, et là, je n'y ai abdicé aucune position politique. Je dirai que certains camarades n'en ont pas fait autant, bien qu'ils viennent à ce CC nous donner des leçons.

Je suis obligé de revenir au programme transitoire, parce que la position est fondamentale. Le programme transitoire, nous l'avons compris non pas comme telle ou telle thèse du congrès mondial, mais comme un document fondamental de l'Internationale. Si le programme est valable pour toute une période historique, les documents des second et troisième congrès ne peuvent être compris que comme des documents d'application. Si une révision est nécessaire, il faut le dire. Si, sur la question du stalinisme, le programme transitoire est dépassé, il faut le dire.

Gabriel : Tu dois savoir que le programme transitoire, ce n'est pas le programme du mouvement trotskyste, mais une partie du programme trotskyste. Pour que le programme transitoire soit un programme complet, il lui fallait encore deux parties. C'est une partie qui détermine la tactique que nous avons à appliquer dans des circonstances valables. Le programme transitoire n'est pas le document exclu if suffisant pour comprendre toute l'époque actuelle, tout à fait différente de celle dans laquelle le programme transitoire a été écrit. Sur la question du stalinisme, le programme a prévu, mais sans appuyer, personne ne dit que le stalinisme a fondamentalement changé son caractère ; ce que nous disons, c'est que le stalinisme est placé dans des conditions nouvelles

par rapport à celles où il était quand Trotsky a écrit le programme transitoire. Nous avons complété le programme transitoire.

G. Bloch : Personne ne dit qu'il constitue un document nécessaire ou suffisant, mais, par contre, lorsque le *Manifeste* communiste a dû être dépassé sur certains points, Marx et Engels ont expliqué sur quels points : pour le programme transitoire, s'il faut le dépasser, il fallait dire clairement sur quels points (...).

Lefort : Il me semble en effet que la ligne du III^e Congrès mondial est tout à fait remise en question par la majorité du parti français. Ces camarades n'ont pas compris la perspective fondamentale de notre époque, qui va vers une lutte armée définitive, violente, entre le stalinisme et l'impérialisme. C'est la preuve qu'il mène vis-à-vis du stalinisme une politique opportuniste au jour le jour. Entre 1945 et 1951, la perspective mondiale a totalement changé. Il était peut-être possible de déborder le stalinisme, mais, à partir du tournant mondial qui a commencé avec la guerre de Corée, une telle perspective de débordement, d'éclatement des organisations staliniennes n'est plus vraie, c'est avant tout une période au cours de laquelle les ouvriers staliniens seront à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire.

Sur les questions d'application de cette ligne, les camarades n'ont pas compris non plus. C'est une question de vie ou de mort pour notre organisation. Il est nécessaire de commencer dès maintenant l'intégration de nos camarades dans les organisations de masse. Il faut appliquer immédiatement la ligne du congrès mondial, ce qui ne veut pas dire sans explication. Il faut étudier, expliquer, mais en nous mettant dès maintenant à appliquer la ligne du III^e Congrès mondial. Le CC est ici simplement pour donner des directives à l'ensemble du parti, pour que le parti applique avec discipline cette ligne.

Les camarades doivent rester dans l'Internationale, non pas pour y mener la bagarre, mais pour y mener une activité fractionnelle, dans le cas de quoi je pense qu'une sanction immédiate devrait être prise (...).

Bleibtreu : (...) Un problème tout à fait nouveau est posé, parce qu'il n'était pas inclus dans les documents du congrès mondial lui-même, ni dans les documents spécifiques du congrès mondial pour la section française, à savoir la politique entriste dans le parti stalinien. Personnellement, je n'élimine pas le moins du monde, et je pense qu'aucun majoritaire n'élimine une telle orientation comme une orientation éventuellement valable immédiatement et probable plus tard. J'estime qu'une telle orientation entriste exige toute une série d'impératifs fondamentaux valables pour tout travail entriste, que je vais essayer d'énumérer.

Le premier impératif, c'est de préciser, de définir, de rendre claire pour tous la perspective dans laquelle ce travail doit se faire. Quelle est la question posée ? Est-ce que nous pensons que le stalinisme se trouve engagé dans la voie du choc décisif avec l'impérialisme, c'est-à-dire de la lutte à mort avec l'impérialisme, à la manière bureaucratique, et que, dans ce sens, il faut nous intégrer dans le courant comme des éléments plus conscients, c'est-à-dire que nous avons un rôle de pionniers, d'éléments conséquents de cette logique fondamentale imposée au stalinisme, ou est-ce que nous entrons dans une telle organisation staliniennne où le PC, en tant qu'organisation staliniennne, ne peut jouer le rôle d'une direction capable de réaliser à leur première étape les tâches de la révolution ? Est-ce que nous entrons dans une organisation comme ennemis pour y apporter la destruction ? C'est cette notion fondamentale, qui doit être avant tout clarifiée. Ce problème revêt une importance décisive quant à la compréhension d'une telle orientation.

Quelle que soit la perspective dans laquelle nous situons un tel travail entriste, il est indispensable d'armer fondamentalement, de donner une conscience claire à chaque militant sur l'une ou l'autre de ces perspectives. Il faut de toute nécessité renforcer la compréhension théorique, tactique, sous toutes ses formes, de la nature du milieu dans lequel il pénètre. Cela peut être fait en conformité avec la conception de base du trotskysme, mais doit être mené à un niveau assez élevé pour l'ensemble des militants pour que chacun des militants acquière à

travers cette compréhension la souplesse nécessaire à l'exécution de ce travail et qu'il soit capable de ruser. Cela n'est possible qu'à condition d'une parfaite clarté.

D'autre part, si un noyau indépendant subsiste, la condition d'existence de ce noyau est déterminée par ceci : c'est qu'il doit exprimer clairement, les formes étant adaptées, ce que les militants à l'intérieur de l'organisation ne peuvent pas exprimer complètement ; c'est-à-dire qu'on doit aller à rebours de la démonstration faite à l'intérieur du parti. On fait entrer les pires des illusions dans la tête des camarades et les camarades sont complètement désarmés dans le sens de la réalisation d'une telle politique. Il s'agit d'une espèce d'amalgame indépendant-entriste, qui vise simplement à faire adopter au parti dans l'impuissance totale une position de commentateurs, de propagandistes illégaux et centristes à affinités stalinienne.

Autre problème : pourquoi cette hâte et ce désintéressement de l'existence d'une section de l'Internationale, car Pablo sait qu'il pose le problème de l'existence de la section française en tant que section de l'Internationale (...).

Gabriel : Je vais tout d'abord répondre à ta dernière remarque, Bleibtreu, qui a été faite dans le sens de toucher un patriotisme des camarades français. La vérité, c'est que pour aucune section l'Internationale n'a fait plus de choses que pour vous. Pas seulement sur le plan politique, elle a fait beaucoup pour vous, mais aussi sur le plan matériel. Gabriel a beaucoup fait pour que la section française puisse devenir une section bolchevique. S'il y a des remarques en ce qui concerne votre comportement, il y a aussi la justification. C'est l'opinion de plusieurs camarades de l'Internationale, qui s'étonnent devant vos réactions, qui s'étonnent devant la façon dont vous concevez la démocratie, et même s'étonnent de votre comportement individuel.

Les idées de l'Internationale font leur chemin dans ce CC. J'ai retenu avec une très grande attention l'intervention de Bleibtreu. Notre objectif est de faire parmi les ouvriers staliniens plus de trotskystes que vous n'en faites actuellement. En ce qui concerne le caractère du travail, la perspective de l'Internationale est absolument claire. Le mouvement stalinien est

dirigé par la logique de la situation vers une voie de choc, de plus en plus vers une orientation révolutionnaire, et vers la rupture inévitable avec la bureaucratie du Kremlin. Combien, parmi les éléments dirigeants de ces organisations, subiront cette forte pression de la masse des ouvriers staliniens et rompront eux-mêmes avec la bureaucratie, nous ne pouvons pas le préciser dès maintenant, mais cela est possible.

Il est possible qu'en France, pas seulement les ouvriers staliniens, mais même certains dirigeants staliniens mènent une partie importante de ce parti dans la logique du développement qui arrivera à une rupture avec la bureaucratie soviétique. Et la politique que nous préconisons actuellement dans les organisations staliniennes est exactement celle qui est la nôtre dans le Labour Party (...).

Nous voulons faire la même chose en France. De quelle façon viendra la rupture avec ceux qui restent inféodés à la bureaucratie soviétique, nous ne savons pas. Ce que nous savons, c'est que la nouvelle direction révolutionnaire surgira avant tout de la masse des ouvriers staliniens et qu'il faut être avec et disputer la direction de l'intérieur. C'est une chose très difficile, mais aussi grandiose, si vous avez la compréhension de ce que sera l'évolution du mouvement réel des ouvriers français. Par quelles méthodes allons-nous travailler ? Nous n'avons pas de réponse pour toute chose. Nous avons dit une chose très simple. Nous l'avons appliquée en Angleterre : pour s'intégrer et pour entrer dans ce mouvement, plusieurs de nous feront beaucoup de ce que vous appelez capitulation et ruse. En Angleterre, nous avons capitulé devant la direction du Labour Party. Nous avons rusé avec eux pour ne pas être brisés. Cette capitulation a donné des résultats. Tous ceux qui sont entrés et se sont montrés souples sont devenus des secrétaires de sections, dirigent des organisations du Labour Party. Ils ont partout un poste. Ce mouvement se trouve vraiment intégré dans le mouvement labouriste. Il l'ont fait avec une tactique très souple. Avec les staliniens, il faut être encore plus souple pour les combattre. Si vous voulez disputer la suprématie des ouvriers staliniens vous devez délaissier dans les musées une série de bagages gauchistes et enfantins.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Aybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X